



VOX

Décembre 2018 - No 111

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne



**Centenary of the Armistice
1918: Millions killed by
nationalism**

May 2019

**Our future:
A strong and
peaceful
Europe**



Rencontre J.C. Juncker - AIACE (pages 4 et 34)

*"En nous recevant vous recevez
symboliquement 25 000 anciens"*

UNIS DANS LA DIVERSITÉ



Assises/Congress/Kongress
LISBONNE PORTUGAL - 18-22.5.2019
Brochure séparée jointe - Separate leaflet attached

contributeurs

ils ont contribué à ce vox... 3

éditorial

le mot du président 4

commission européenne

état de l'union 2018 5

parlement européen

élections combat historique 6

forthcoming elections 7

prochain président 9

cour de justice européenne

renouvellement 13

europe

projet politique 14

monde

europe, russie, chine 15

union européenne

Italie projet de budget 2019 16

Italie nouvelle préoccupation 19

Italie fake news 22

centenaire armistice

Paris 11 novembre 1918 24

union européenne

immigration 25

méthode

actualisation 2018 26

Brexit

preparedness 29

pmo

rcam pensions 32

vie de l'aiace

adhésion 33

rencontre avec J.C. Juncker 34

programme de travail 34

european movement 36

section Belgique 37

section France 38

sección España 39

deutsche Sektion 40

österreichische Sektion 41

secção portuguesa 43

danske sektion 44

section Luxembourg 45

section Hellas 46

United Kingdom section 48

livre

pionnier d'une europe à unir 49

interview 51

l'âge solaire est arrivé 54

commission en direct

monique Théâtre 55

union européenne

changements d'horaires 57

ils nous ont quittés

58

Si vous êtes pensionné(e) et que vous souhaitez adhérer à l'AIACE, ayez l'obligeance de remplir le formulaire (page 33), ou sur le site web <http://bit.ly/2sW8zPk>, et de le renvoyer à l'adresse figurant page 2.



If you are retired and wish to join the AIACE, please complete the form (page 51) - or on the web site <http://bit.ly/2sW8zPk> and return it to the address on page 2.

Avertissement:

The Pay Master Office (PMO) alone is responsible for the information set out on page 32.

Les informations publiées à la page 32 n'engagent que le Pay Master Office (PMO).



Editeur responsable :

Joaquín Díaz Pardo

Rédacteur en Chef :

Pierre Blanchard

blanpci43@gmail.com

Association Internationale
des Anciens de l'Union européenne
N105 00/036

(avenue des Nerviens 105 – 1040 Bruxelles)

Tel: 02-295.29.60 - Email: aiace-int@ec.europa.eu

Numéro d'entreprise 0408999411

Internet: <http://www.aiace-europa.eu>

Tirage de «VOX»: 23.500 exemplaires



La carte de l'Europe en 1914 avant la guerre de 1914-18 et celle des 18 EM de l'UE en 2018.

Photo de la rencontre du Président J.C. Juncker avec l'AIACE.

Secrétariat de rédaction

Fabrizio Gariazzo

Comité de rédaction :

Jean Guy Giraud

Egon C. Heinrich

Michael Hocken

Giovanni Livi

Raffaella Longoni

Marc Schober

Ludwig Schubert

Giovanni Sergio

Roger Vancampenhout

ILS ONT CONTRIBUÉ À CE "VOX" ...



Didier Hespel



Jean-Guy Giraud



Rosella Testi



Isabelle Kardacz



Richard Hay



Ludwig Schubert



Roger Vancampenhout



Pierre Blanchard



Raffaella Longoni



Wolfgang Palz



Erik Halskov



Marina Wijngaard



Jean-Pierre Bobichon



Joaquín Díaz Pardo



Paul N. Goldschmidt



Teresa Luz



Despina Vamvakidou



Albert Jerabek



Alexandra Cas Granje



Les opinions exprimées dans VOX sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'AIACE.

« PENSEZ À NOUS ET COMPTEZ SUR NOUS »

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT « EN NOUS RECEVANT, VOUS RECEVEZ SYMBOLIQUEMENT 25 000 ANCIENS »

C'est avec ces mots que j'ai introduit l'entretien — après les remerciements de courtoisie — que le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a accordé en octobre dernier à une délégation de l'AIACE internationale que j'ai eu l'honneur de diriger en tant que Président de l'AIACE internationale, accompagné par le Vice-président Heinz Zourek et le Secrétaire général Didier Hespel.

PAR JOAQUÍN DÍAZ PARDO PRÉSIDENT DE L'AIACE INTERNATIONALE

Cette rencontre a eu lieu dans le cadre d'un agenda très significatif pour l'AIACE marqué par une série d'événements saillants et convergents. Il s'agit du 10^e anniversaire de l'accord de coopération et de partenariat Commission-AIACE, du tout prochain 50^e anniversaire de l'existence de l'AIACE et de l'initiative d'une action visant la Fonction publique européenne.



sections, dans le prolongement de l'action des services sociaux des institutions européennes, et ce en faveur de tous les pensionnés.

C'est dans ce contexte que nous avons présenté au Président Juncker une demande de renforcement du soutien de la Commission pouvant contribuer à une action encore plus large et plus approfondie de l'AIACE. À cette occasion, le Président nous a montré

une connaissance remarquable de l'AIACE avec une grande sensibilité envers nos questions.

Le contexte d'une Union européenne se trouvant à un carrefour particulièrement complexe, dont son formidable acquis qui permet de faire face aux défis qui marqueront son destin, a fait l'objet d'échanges avec le Président Juncker. Mention a été faite de son leadership à la tête de la Commission européenne et à l'élan politique qui a suivi pendant son mandat.

Le Président a particulièrement partagé notre point de vue sur une initiative de l'AIACE portant sur la défense de la Fonction publique européenne dont le rôle a été essentiel dans l'itinéraire de la construction européenne selon le témoignage des anciens « à la salle de machines » des administrations de l'Union.

Cette rencontre a été l'occasion de mettre en évidence notre partenariat et les engagements dans le cadre dudit accord que l'on fête maintenant, ainsi que l'acquis du partage d'informations, des relations qui devront se poursuivre dans un esprit de coopération et de dialogue.



Ce fut l'occasion aussi d'exprimer notre souhait de renforcer notre participation au dialogue social en raison notamment de la longue expertise et des contributions constructives que l'AIACE apporte et continuera d'apporter. Par ailleurs on a évoqué les actions sociales décentralisées dans nos 15

Cette rencontre entre l'AIACE et le Président de la Commission européenne a constitué un signal fort sur l'aspect symbolique et institutionnel. Elle représente en elle-même un message mettant en valeur l'association des Anciens de l'UE que j'ai l'honneur de présider. C'est dans ce cadre du partenariat avec la Commission et du renforcement du dialogue social ainsi que du soutien attendu que nous lui avons transmis notre épilogue: « Monsieur le Président pensez à nous et comptez sur nous ».

Voir le compte rendu succinct de la rencontre page 34.

ETAT DE L'UNION 2018 - INTRODUCTION

DU PRÉSIDENT JEAN-CLAUDE JUNCKER

UNE ARDENTE OBLIGATION D'ACTION ET DE VIGILANCE

Monsieur le Président,
Madame la Présidente du Conseil,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Parfois l'Histoire avance avec discrétion et à pas comptés et prend congé rapidement.

Tel est le cas lorsqu'il s'agit de l'action d'une Commission qui ne dispose que d'un mandat de cinq années pour changer définitivement les choses. Mais sur un laps de temps aussi court, on ne peut



pas changer définitivement les choses.

La Commission actuelle, comme ses prédécesseurs, est un épisode, un bref moment dans la longue histoire de l'Union européenne. L'heure du bilan définitif de la Commission que je préside n'est pas encore venue.

Donc je ne vous présenterai pas aujourd'hui un bilan de ce que nous avons pu faire au cours des quatre années écoulées.

Au contraire, je vous dis que **le travail continue pendant les mois à venir pour faire de l'Union européenne, imparfaite, une Union européenne chaque jour plus parfaite.**

Il reste des choses à faire et c'est de cela que je voudrais vous parler ce matin.

Pas d'autosatisfaction. Pas de torsos bombés. Modestie et travail : voilà l'attitude que la Commission fera sienne, voilà notre agenda pour les mois à venir.

Parfois l'Histoire — l'Histoire au véritable sens du terme — s'invite dans la vie des nations sans préavis et tarde à la quitter.

Tel fut le cas au moment de la Grande Guerre qui, en 1914, a pris le continent par surprise, tellement fut ensoleillée, calme, paisible, optimiste l'année 1913.

En 1913, les Européens s'attendaient à vivre durablement en paix. Et pourtant une guerre fratricide déferla sur l'Europe l'année suivante.

Je fais référence à cette période non pas parce que je croirais que nous serions au seuil d'une nouvelle catastrophe en Europe.

L'Union européenne est garante de paix. Soyons heureux de vivre sur un continent de paix, un continent qui connaît la paix grâce à l'Union européenne.

Respectons donc mieux l'Union européenne, ne salissons pas son image, défendons notre façon d'être et notre façon de vivre.

Disons oui au patriotisme qui n'est pas dirigé contre les autres. Disons non au nationalisme surfait qui rejette et qui déteste les autres, qui détruit, qui cherche des coupables au lieu de chercher des solutions qui nous permettent de mieux vivre ensemble.

Le pacte fondateur de l'Union européenne — plus jamais la guerre — reste une ardente exigence.
Une ardente obligation de vigilance qui s'impose chez nous et autour de nous.

Lire Plus : <http://bit.ly/2Q8vd66>



ÉLECTIONS EUROPÉENNES : « UN COMBAT HISTORIQUE »

Dans sa célèbre « *Address to the people of Europe* » — prononcée à Hanovre le 25 avril 2016¹, le Président Obama encourageait les Européens non seulement à renforcer leur union, mais aussi à défendre le « *liberal order* » dont les valeurs (démocratie, État de droit, droits de la personne...) étaient largement partagées des deux côtés de l'Atlantique. Depuis cette date, cet « ordre » s'est quelque peu détérioré — bousculé par une résurgence du populisme et du nationalisme — tant aux États-Unis que dans certains États membres de l'UE.

PAR JEAN-GUY GIRAUD 30 - 09 - 2018

En parallèle, le « **world order** » de la deuxième moitié du XXe siècle — en tant qu'équilibre des forces entre les blocs des régimes libéraux/autoritaires issus de l'après-guerre — s'est progressivement défilé. L'élan de la construction européenne a été freiné par un élargissement précipité de l'UE — puis les États Unis sont entrés dans un nouvel épisode historique de repli sur soi. En même temps, les régimes intrinsèquement illibéraux des autres grandes puissances de la planète (Russie, Chine) ont entrepris une grande offensive stratégique et économique, notamment en direction de l'Occident.



C'est dans ce contexte d'incertitude et de déséquilibre qu'aura lieu le **grand exercice démocratique quinquennal du « bloc » européen en mai 2019**.

« **C'est un combat historique, un combat de civilisation** » assure le Président Macron assénant ainsi les véritables enjeux de ce scrutin à ce moment précis de la conjoncture politique européenne et mondiale.

Il est clair que si ces enjeux étaient clairement perçus par l'opinion, ces élections pourraient être l'occasion d'un sursaut démocratique à l'échelle continentale — pour la protection tant des valeurs humanistes que des intérêts stratégiques et économiques des Européens.

Certes, l'exercice est difficile :

- ❑ l'opinion est mal informée et mal préparée, tant par les gouvernements que par les médias ;
- ❑ les résurgences national-populistes — en réaction contre le désordre international croissant — poussent plus au repli qu'au « combat commun de civilisation » ;
- ❑ les préoccupations matérielles immédiates — vues sous un angle exclusivement national — obscurcissent les problèmes de fond et à plus long terme ;
- ❑ les partis politiques traditionnels — déjà fortement déstabilisés — s'arcbutent sur des clivages historiques ;
- ❑ rares sont les élites qui présentent clairement les véritables

1 Extrait d'un poème souvent cité de l'irlandais W.B. Yeats - repris par le Président Obama à Hanovre

enjeux et invitent au sursaut européen : « Where the best lack conviction and the worst are full of passionate intensity »² ; la confusion idéologique contemporaine (gauche/droite - libéralisme/autoritarisme) désoriente et démobilise l'opinion³.

On voit dès lors l'intérêt qu'il y aurait à « purifier », simplifier et centrer l'enjeu européen en le présentant comme un **exercice de « protection » à la seule échelle possible, celle de**

l'Union : donner aux peuples et aux États européens la capacité de se protéger ensemble — par la réunion de leurs forces — contre les dangers qui, en réalité, les menacent tous de la même façon. Et, en même temps, leur rappeler qu'ils « **partagent un même destin** »⁴ et que leurs générations futures, déjà très « métissées », seront amenées à multiplier leurs liens réciproques (économiques, culturels, sociaux, etc.... et même familiaux).

Il ne reste que quelques mois pour voir émerger et se répandre un tel message. Peu de responsables politiques — en fait de véritables « hommes/femmes d'État » — semblent à ce jour prêts à rejoindre le Président Macron dans cette entreprise. Trop rares sont les citoyens de bonne volonté qui s'investissent collectivement pour cette cause⁵.

Espérons tout de même que, d'une manière ou d'une autre, **l'Europe se réveillera le 27 mai 2019** au matin avec, au moins, le sentiment que le pire aura été évité — que le socle, même étroit, d'une relance possible de l'Union a été posé — que l'Europe reste une source d'espoir, un repère précieux pour les générations futures d'européens.

2 Autre extrait du même poème de l'irlandais W.B. Yeats - repris par le Président Obama à Hanovre

3 Confusion dont l'ambiguïté sémantique du terme « libéralisme » constitue un exemple frappant

4 Extrait du préambule du traité CECA

5 Un contre-exemple admirable est fourni par les associations de citoyens ... britanniques qui luttent encore, avec vigueur et efficacité, contre le Brexit

THE STAKES OF THE FORTHCOMING EUROPEAN PARLIAMENTARY ELECTIONS

The designation by Jean-Claude Juncker at the beginning of his mandate that ‘his was the Commission of the last chance’ seems – three years later – neither to have led to any significant progress towards further integration, nor – thankfully – to an existential crisis. The policy of always seeking a consensus around the lowest common denominator has survived both external geo-political tensions (Middle East, North Korea, Russia as well as the new demands of the United States relating to NATO, to the world trading system or to the weaponizing of the US dollar) and conflicts inside the EU (immigration, Brexit, completion of EMU, etc.). Taking into account the weakening of Chancellor Merkel’s position and fall in the popularity of President Macron as well as the increased participation of national-populist parties in Member State’s governments, it is unlikely that this ‘last chance’ will materialise before the end of this Commission.

PAR PAUL N. GOLDSCHMIDT, 4 NOVEMBER 2018

Nevertheless, this ‘metaphor’ might be more appropriately applied to the forthcoming European parliamentary elections. Indeed, the new assembly may yield a completely new configuration, ending the long-term power-sharing agreement between the two dominant parties (PPE and S & D) who may lose their absolute majority.

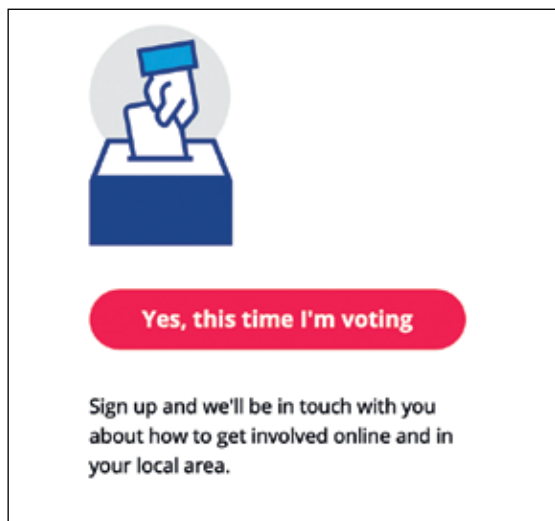
in – or even leading – governments, makes it a near certainty that they will significantly increase their representation in the next EP.

But what may constitute the biggest danger is the manipulation by stealth of the purpose of the vote, by transforming it – without adequate notice and preparation and as intended by Steve Bannon and his followers – into a referendum offering a choice between an ‘intergovernmental’ Europe in which each Member State recovers its full sovereignty and an EU to which full sovereignty is transferred in a number of areas more efficiently managed at Union level. Forecasting the result is hazardous, especially if the question is not dealt with openly and deliberately, letting the current respective positions confront each other by default.

The message conveyed by the ‘Eurosceptic’ camp is clear and even simplistic, though it smothers under the carpet the underlying realities implied by the dismantling of the €, the introduction even temporarily of exchange controls, the reestablishment of internal border controls, the end of the single market, etc. (Somewhat similar to the misrepresentations made by ‘Brexiters’ to the British electorate).

In the camp of the ‘Europhiles’, the message is totally blurred and confused to the point of becoming totally incomprehensible to the citizen; consequently it pushes the elector either to abstain or to give a chance to the other side whose program – though untested – constitutes an alternative to the endless soul searching, blockages and a culture of dubious compromises that has characterised the EU since the introduction of the € going back 19 years and the enlargement in 2004-7. One should, however, point out that the unity of the Eurosceptics is a pure façade as they only stand together ‘against’ the EU but offer as only alternative total withdrawal to within their respective national borders. This recipe must inevitably lead to the ‘vassalization’ of the 27 States concerned, none of them being capable of standing up to countries such as the United States, China, Russia, etc. or to challenge the power of the large multinational corporations that only a strong political power is able to control.

The mess that dominates the ‘Europhile’ camp is illustrated in an



A first question is to determine whether a third ‘centrist’ force, represented jointly or separately by the ALDE, the representatives of Macron’s LREM movement and the Ecologists will be the ‘king makers’ or whether the representation of populist parties – both on the left and right – will be able to block or interfere sufficiently with the normal parliamentary agenda to further discredit the Union in the eyes of its citizens?

Even if the expected progress of Eurosceptic forces is minimised by some analysts, the fact that in nearly all Member States the national-populist parties are progressing and are participating

1 Director, European Commission (ret.); Member of the Advisory Council of «Stand Up for Europe».

parlement européen forthcoming elections

article published in The Economist on October 27 under the title 'Europe's trilemma'; in it, Harvard Professor Dani Rodrik states that in a globalised world a country can only enjoy two out of the following three elements: an integrated economy, a Nation State and a democratic political regime. He then applies his theory to the budgetary confrontation between the EU and Italy. However, in so doing, he commits, in my opinion, a fundamental error because he

their own Parliament, their own national guard, their judicial autonomy for intrastate matters, etc. This reflects a coherent application of the concept of 'subsidiarity' which has become impossible to apply within the Union when the democratic legitimacy of two levels of power enter into conflict as exemplified by the Italian budgetary dispute.



applies his trilemma to two different levels of power. If the conclusions he derives are necessarily mistaken, it does, nevertheless, give a fair account of the nature of the basic conflict that is stalling further progress in European integration. Indeed, by putting on the same level the 'sovereignty' exercised collectively by 27 democratic countries in the name of the Union and the 'national sovereignty' exercised by each member individually, it becomes clear that integration becomes impossible. The mistake has been to live since years with the false premise that a Union made up of twenty-seven 'democracies' (meeting the Copenhagen criteria) constitutes a democratic entity automatically; nothing could be further from the truth!

In this situation, where does the citizen stand?

As was recently expressed by the MEP Alain Lamassoure, 'the maturity of the European citizen is far ahead of that of the politicians that purport to represent them in this debate'. Indeed, it should not prove too difficult to convince the citizens of the absolute necessity to manage certain matters collectively such as:

- defence and therefore, for coherence sake, foreign policy;
- the environment (climate does not stop at borders);
- immigration and therefore a common policing of the external borders of the Union (if one wishes to avoid reinstating internal borders);
- the currency; the € is an example of shared sovereignty but not yet fully implemented and therefore remains vulnerable. Etc.

On the other hand, transferring these competencies to the Union faces strenuous opposition, expressed or not, from many politicians and civil servants at national level because it implies the loss of power, status and sometimes also redundancies.

While it is correct that there would remain only one Foreign Secretary, one (federal) Defense Secretary, one (federal) Finance Minister, one (federal) Justice Minister, nothing prevents maintaining 'national' administrations endowed with considerable powers following the model of the 50 States forming the USA: each have

There is, however, a great deal of hypocrisy in the posture of integrationists who in the name of pragmatism often preach a step-by-step approach to change to avoid frightening the citizen or giving arguments to the nationalists. In fact, it is often an attempt to protect the narrow interests of national politicians to the detriment of the common good which would allow the Union to better represent the interests of all Europeans on the international scene, where it is currently carrying less and less weight and respect.

Making deliberately the debate between the opposing concepts – 'national sovereignty' against 'federal integration' – the heart of the forthcoming European parliamentary elections would ensure maximum participation in the poll. It would allow – whatever the result – to establish democratically the orientation that the citizens wish to give to 'their' Union rather than to leave the responsibility with a self-proclaimed 'elite' whose motivations are often aligned with their personal interests.

I have little doubt that if the campaign is conducted properly and cleanly, which also implies that it be coordinated at the level of the European parliamentary parties rather than being limited to 27 parallel national contests, a significant majority would endorse the option of further accelerated European integration. On the other hand, failing to take the opportunity afforded by these 'elections of the last chance' ensures in the long run not a 'pyrrhic' victory of the nationalists but rather the complete capitulation of the Europhiles leading inevitably to the dismantling of the Union and an economic and political catastrophe of planetary proportions.

Les articles de Jean Guy Giraud publiés dans VOX et bien d'autres sont archivés sur :

<http://www.lesamisdutraitedelisbonne.com/>

Les amis du traité de Lisbonne



MAI 2019 : LE NOUVEAU PARLEMENT EUROPÉEN DEVRA ÉLIRE LE PROCHAIN PRÉSIDENT DE LA COMMISSION

MOBILISER LA « DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE » ET LA « DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE »... MAIS COMMENT ?

Les élections européennes, c'est demain. Nous n'allons pas jouer les Cassandra : ces élections seront peut-être un test de survie pour l'Union européenne telle que nous la connaissons. L'éventail des partis politiques européens et des partis nationaux qui leur sont affiliés sera sans aucun doute recomposé avec un impact certain sur la (re) composition des groupes politiques au sein du futur Parlement. Ce sont non seulement les choix politiques du Conseil européen, mais aussi les orientations de l'ensemble des politiques européennes, décidées conjointement dans le cadre de la procédure législative par le Conseil et le Parlement, qui risquent d'être impactés. L'enjeu des élections européennes portera également sur le choix du futur président de la Commission européenne. Et nous ne parlerons pas ici du renouvellement ultérieur des mandats d'un certain nombre d'autres institutions — ou organes — de l'Union, au premier rang desquelles la présidence du Conseil européen, assurée par Donald Tusk jusqu'au 30 novembre 2019, ainsi que la présidence de la BCE assurée par Mario Draghi, dont le mandat se termine le 31 octobre 2019. En attendant, l'Union européenne devrait mobiliser ses outils de « démocratie représentative » et de « démocratie participative » pour que soient proposées des options politiques aux électrices et aux électeurs.

PAR ROGER VANCAMPENHOUT 18 – 10 – 2018

Rappel de l'élection de 2014

Les lectrices et lecteurs se souviendront peut-être des discussions byzantines auxquelles se livrèrent les chefs d'État ou de gouvernement, non pas sur le sexe des anges, mais sur l'interprétation qu'il convenait de donner aux dispositions du traité de Lisbonne relatives à la désignation du président de la Commission. Pour faire simple : avant le traité de Lisbonne (entré en vigueur le 1er décembre 2009, après une saga politico-juridique qui est encore dans les mémoires), le



président de la Commission était désigné d'un commun accord par les chefs d'État ou de gouvernement, qui avaient donc la possibilité d'émettre un « veto » contre tel ou tel candidat : cela avait été le cas, entre autres, des Belges Jean-Luc Dehaene en 1998 et Guy Verhofstadt en 2004, jugés par trop « fédéralistes », notamment aux yeux des Britanniques (ce dernier étant en outre récusé pour s'être opposé, avec Gerhard Schröder, Jacques Chirac et quelques autres, à l'invasion de l'Irak par l'administration de George W. Bush¹,

1 Lors de la réunion des Açores en mars 2003, un certain José Manuel Durão Barroso, alors Premier ministre du Portugal, accueille George W. Bush, Tony Blair et José Maria Aznar lors d'un « sommet atlantique » qui décide - sur la base d'allégations mensongères quant à la détention par Saddam Hussein d'« armes de destruction massive » - de lancer la guerre en Irak. En 2004 vint la contrepartie : Barroso fut désigné par la majorité du Conseil européen en tant que président de la Commission : il devait y accomplir deux mandats. Il continue à faire parler de lui dans une affaire de « pantoufflage » chez Goldman Sachs, suivie de près par la Médiatrice européenne Emily O'Reilly...

soutenue également par nombre de nouveaux États membres).

Dans VOX n° 98 de juillet 2014, Ludwig Schubert, président d'honneur de l'AIACE, avait analysé le contexte de ce bras de fer entre le Parlement et le Conseil européen. Le traité de Lisbonne (partie TUE, article 17, par. 7) ne prévoit plus la possibilité d'un tel « veto » par le Conseil européen. En revanche, le Parlement européen peut désormais

refuser à la majorité le candidat proposé par le Conseil européen. **Le président de la Commission doit être élu par le Parlement européen à la majorité des membres qui le composent. Toutefois, le droit de proposition appartient au Conseil européen.** Afin de pouvoir utiliser pleinement les droits accrus du Parlement, les principaux partis politiques européens s'étaient mis d'accord pour désigner leurs candidats respectifs à la présidence de la Commission, bien avant les élections de mai 2014 : cette procédure dite des « Spitzenkandidaten » (candidats chefs de file) se voulait plus démocratique en ce qu'elle permettait au corps électoral lui-même de désigner (mais non pas d'élire directement) le candidat à la présidence de la Commission au sein de la formation politique — voire d'une coalition de partis — sortie vainqueur des élections².

2 Pour mémoire, j'avais cité dans VOX n° 97 d'avril 2014 les candidat-e-s retenue-s (dans l'ordre chronologique de leur présentation) par leurs partis politiques respectifs et j'avais ajouté les dénominations des Groupes politiques correspondants au sein du PE (voir la liste des partis sur : <http://www.europarl.europa.eu/meps/fr/search/chamber/>)

Cette orientation du PE n'avait en son temps pas trouvé l'accord unanime au sein du Conseil européen, certains chefs d'État ou de gouvernement ayant mal pris cette limitation de leurs prérogatives, qualifiée par l'ancien président Valéry Giscard d'Estaing de... « coup d'État de Bruxelles » (sic !)³. Dans son article susmentionné de VOX, Ludwig Schubert rappelait qu'au lendemain des élections des 22 au 25 mai 2014, l'opposition du Royaume-Uni soutenu par d'autres (Hongrie, Pays-Bas, Suède...) avait retardé le vote du Conseil européen, alors que celui-ci aurait sans doute disposé de la majorité qualifiée pour désigner le candidat du Parlement appelé « à tenter de réunir la majorité nécessaire pour l'élection du Président de la Commission ». Même la Chancelière Merkel avait joué la montre pour retarder la désignation du candidat. La suite est connue : ce long parcours se termina par la désignation de **Jean-Claude Juncker**, candidat-chef de file ou « Spitzenkandidat » de la formation politique transeuropéenne - le Parti populaire européen (PPE) — arrivée en tête le 25 mai 2014. On connaît la suite et fin du feuilleton : alors que plusieurs États membres — et pas les moindres — continuaient d'exiger de conserver leur pouvoir antérieur de décider seuls des nominations européennes, le Parlement européen devait confirmer à la majorité simple le « choix » du Conseil européen.

Élection 2019 : renouveler la procédure des « Spitzenkandidaten » et démocratiser les partis politiques européens

La procédure des « **Spitzenkandidaten** » sera-t-elle renouvelée lors des prochaines élections, tout en se déroulant d'une façon plus « normale » et plus médiatisée, parce qu'acceptée désormais par

l'ensemble des acteurs ? Rien n'est moins sûr. L'on peut s'attendre à ce que certains chefs d'État ou de gouvernement, voire des leaders de partis politiques, rechignent à nouveau devant cette innovation. Guy Verhofstadt, leader de l'ALDE, estime, quant à lui, le choix du futur président de la Commission biaisé, si la procédure des « Spitzenkandidaten » ne s'inscrit pas désormais dans un système de « listes transnationales » (voir ci-après)⁴. Les prochaines semaines devraient progressivement lever le rideau sur les noms des « Spitzenkandidaten », cuvée 2019, à condition bien sûr que les partis politiques européens en restent partisans... Et, par ailleurs, que se passerait-il si une coalition de partis europhobes devait opérer une percée décisive dans le prochain Hémicycle ?

S'agissant de la **démocratisation de la vie politique européenne**, qu'il me soit permis de rappeler les préconisations du regretté **Sir Julian Priestley**⁵, ancien secrétaire général du Parlement européen, dont les partis politiques européens pourraient toujours s'inspirer. Partant du constat d'une désaffection croissante des citoyens vis-à-vis de la vie politique européenne, Sir Julian constatait que, si le traité de Lisbonne (TUE Titre II, article 10, par. 4) dispose que « **Les partis politiques au niveau européen contribuent à la formation de la conscience politique européenne et à l'expression de la volonté des citoyens de l'Union** », la réalité reste toutefois éloignée de cette ambition : les partis « européens », en particulier, les principales formations politiques favorables à la construction européenne, ne jouent souvent qu'un rôle de coordination des positions respectives des partis nationaux d'où sont issus les

3 Voir « Europa - La dernière chance de l'Europe » Valéry Giscard d'Estaing - Préface de Helmut Schmidt (XO Éditions 2014)

4 Interview au SOIR du 19 septembre 2018

5 « European Political Parties : the missing link - Les partis politiques européens : le chaînon manquant » dans VOX N°88 de juillet 2011



parlement européen prochain président

députés élus au Parlement européen. Sir Julian proposait quatre « modestes réformes » qui ne nécessitaient aucune modification du traité de Lisbonne :

- ❑ La possibilité d'une affiliation directe des membres de partis nationaux aux partis politiques européens (en attente).
- ❑ Une démocratisation en profondeur des partis politiques européens (en attente).
- ❑ La présentation par les partis politiques européens, lors des élections européennes, d'un candidat à la présidence de la Commission européenne (Fait !).
- ❑ Enfin, la possibilité donnée, lors des élections européennes, d'un choix entre des visions politiques rivales susceptibles de mobiliser les électeurs (en attente ou en cours ?).

Sir Julian Priestley avait vu juste. Puissent les partis politiques européens continuer de s'inspirer de ses conseils avisés !

La proposition de constitution de listes transnationales

Les prochaines élections européennes se tiendront du 23 au 26 mai prochains. Ces élections donneront naissance à un Parlement recomposé, après le départ des 73 députés britanniques à la suite du Brexit, ce qui réduira le nombre total de sièges de 751 à 705. Une partie des sièges libérés sera répartie entre les États membres qui étaient jusqu'à présent sous-représentés dans l'hémicycle par rapport à leur population. En vue de l'élection de mai 2019, il avait été envisagé dans certains cercles politiques, notamment chez les fédéralistes européens, de profiter de la vacance des 73 sièges britanniques pour réaffecter une partie de ces sièges à des listes transnationales sur lesquelles auraient figuré des candidat-e-s provenant de plusieurs États membres. proposé-e-s aux électrices et électeurs européens. Cette idée était soutenue par le président Emmanuel Macron nouvellement élu.

Dans un excellente publication de l'**Institut Jacques Delors**⁶, **Christine Verger** introduit le dossier comme suit :

« La question des listes transnationales a fait son retour dans l'actualité depuis le vote des Britanniques sur leur appartenance à l'Union européenne et depuis qu'Emmanuel Macron (...) s'est prononcé en faveur de telles listes dès les prochaines élections européennes. L'on voterait "pour les mêmes parlementaires européens partout en Europe", a-t-il mis en avant dans son discours à la Sorbonne, voulant "construire un espace démocratique inachevé". Le président français a suggéré même qu'à partir des élections de 2024, la moitié du Parlement européen soit élue sur ces listes (...). De son côté, le Premier ministre irlandais, Leo Varadkar, dans un discours prononcé à Strasbourg le 17 janvier 2018, a marqué son accord, espérant "que les citoyens, dans les cafés à Naples et les restaurants à Galway, parlent des mêmes choix électoraux".

Après avoir rappelé que l'idée des listes transnationales — visant à renforcer chez l'électeur la perception paneuropéenne du scrutin — ne date pas d'hier, Christine Verger salue les convictions et les efforts de **Andrew Duff**, député européen, libéral britannique

et fédéraliste convaincu, qui avait suggéré dès 2011 l'élection de quelques députés (25) sur des listes transnationales "composées de candidats provenant d'au moins un tiers des États membres" et pouvant garantir une représentation équitable des hommes et des femmes. Selon ce rapport, "chaque électeur exprimerait une voix pour la liste paneuropéenne en plus de son vote pour la liste nationale ou régionale". Mais le rapport, adopté par la commission compétente, fut renvoyé à celle-ci sans être voté en séance plénière, faute d'une improbable majorité. Le Parti populaire européen (PPE, droite), première formation politique parlementaire, y était largement hostile ».

On le voit : même les milieux fédéralistes n'étaient pas unanimes sur l'opportunité, voire la faisabilité de ce projet. Le président sortant de l'UEF (Union des fédéralistes européens) lui-même,



le député européen PPE allemand Elmar Brok, n'eut de cesse de contrer cette belle idée... les fédéralistes rentrèrent dans le rang...

Par ailleurs, le **Groupe Spinelli**⁷, infatigable promoteur des idées fédéralistes, a publié récemment un **Manifeste** pour une réforme constitutionnelle de l'UE (voir le Post-Scriptum). Ce Rapport reporte la concrétisation des listes transnationales aux élections européennes de... 2024.

La démocratie participative : un raté (l'ICE) et un nouvel essai (les « consultations citoyennes »)

Prévue par le traité de Lisbonne (TUE Titre II, art.11, par.4) et mise en place en 2011, l'**initiative citoyenne européenne (ICE – Sigle EN : ECI)** permet à un million de citoyens européens en provenance d'au moins un quart des États membres d'inviter la Commission européenne à présenter une proposition législative sur un sujet qui relève de ses compétences. Conçu comme un outil de « démocratie participative » destinée à combler le « déficit démocratique » de l'UE, le bilan de l'ICE s'avère décevant. En cause, notamment la difficulté à remplir les conditions, oserais-je dire « bureaucratiques », imposées par la Commission ainsi qu'à réunir le million de signatures demandées... En somme, destinée à donner un nouveau souffle démocratique en Europe, l'ICE a en partie raté son objectif. La Commission s'est engagée à revoir sa copie.

6 Policy Paper N° 216 du 7 février 2018 : « Listes transnationales : une opportunité politique pour l'Europe, des obstacles à surmonter » Christine Verger, conseillère

7 Voir aussi le site du Groupe Spinelli: <http://www.spinelligroup.eu>
Andrew Duff préside actuellement le Conseil d'administration du Groupe Spinelli

Quant aux « consultations citoyennes », autre idée chère au président Macron, il s'agit de débats impliquant la société civile et organisés par les villes, les associations, les organisations d'étudiants : ces « consultations » visent à faire s'exprimer les citoyen-ne-s sur leur vision de la construction européenne. Selon les informations diffusées par les médias, les vingt-sept pays de l'Union (hors Royaume-Uni) auraient accepté d'organiser chez eux des « consultations citoyennes », les premiers à le faire étant la France, l'Irlande, l'Allemagne. Une synthèse des débats serait présentée en décembre aux dirigeants européens et devrait irriguer la campagne électorale...



En guise de conclusion

Le renforcement des démocraties « représentative » et « participative » ne peut être qu'un moyen, non une fin. Conduira-t-il à renforcer l'Union ? D'abord sur le plan interne : en particulier, consolider la zone euro et promouvoir l'euro, résoudre l'épineux problème du cadre financier pluriannuel (budget) 2021-2027. À ce sujet, prenons garde au Brexit, qui risque de se conclure par un « no deal »... Et à la situation italienne : l'euro en question(s). Ensuite sur le plan extérieur : se maintenir dans le jeu géostratégique entre les États-Unis de Trump et ses guerres commerciales, la Russie de Poutine, ses visées eurasiennes et sa cyberguerre, les nouvelles ambitions de la Chine et ses « Routes de la soie », assurer sa défense et maintenir un rôle géopolitique par sa politique étrangère, contribuer à la protection de l'environnement et de la biodiversité, promouvoir ses valeurs... Cela dit, le débat qui risque de cliver les options proposées aux électrices et aux

électeurs portera sans aucun doute sur la politique migratoire : la recomposition politique se fera, entre autres priorités, autour de ce défi existentiel pour l'Union.

Comment concrétiser l'équilibre entre « humanité » et « fermeté » dont parlait le président Macron lors d'une intervention à Calais ? Comment établir une approche durable, notamment par la politique de développement et un partenariat avec l'Afrique,

de ce problème humanitaire gravissime qui interpelle tant de citoyens en sens divers ?

Assistons-nous à une polarisation des forces politiques européennes entre un nationalisme anti-migrants et xénophobe et les partisans d'une politique plus solidaire ? Quel serait l'espace laissé à un nouveau

centre ? Sur ce dossier comme sur d'autres, l'Europe a le choix : surmonter ses divisions dans le respect de ses valeurs, garder un certain « leadership » et peser dans les affaires du monde dangereux qui est le nôtre, ou se morceler, basculer dans le populisme et se laisser marginaliser. Dans son dernier discours sur l'état de l'Union prononcé le 12 septembre dernier devant le Parlement européen à Strasbourg, le président Juncker n'a pas dit autre chose...

Post-scriptum:

Manifeste pour l'avenir de l'Europe :

Un destin partagé <https://bit.ly/2wVuNVp>

Manifesto for the future of Europe:

a Shared Destiny <https://bit.ly/2M30Fge>

'CE QUE L'EUROPE FAIT POUR MOI'

JEAN GUY GIRAUD (14-11-18) NOUS SIGNALE

L'excellent service de recherche du **Parlement européen** vient de mettre en ligne une brochure intitulée « **Ce que l'Europe fait pour moi** ». Elle s'inscrit dans le cadre plus général de la campagne d'information lancée par le PE en vue des élections européennes de mai 2019 : « **Cette fois, je vote** ».

Mais cette brochure se distingue de beaucoup d'autres outils d'information jusqu'ici utilisés.

En effet, la rubrique « **Dans ma vie** » propose un recensement impressionnant (400 notes...) des très nombreuses actions de l'UE qui concernent (ou peuvent concerner) **la vie quotidienne des citoyens européens**.

Une véritable *mine de données* pour ceux qui souhaitent convaincre des tiers de l'importance et du caractère positif de la part prise par l'UE dans l'organisation, le développement et la sécurisation de leur cadre de vie personnelle, professionnelle ou citoyenne.

À diffuser très largement donc — sans craindre les accusations

de « propagande » qui ne manqueront pas de se manifester.

<https://www.what-europe-does-for-me.eu/fr/portal>

<https://www.cettefoisjevote.eu>



LA COUR DE JUSTICE EUROPÉENNE, CENTRALE ET SÉRIENNE

Le 8 octobre 2108 à Luxembourg, la Cour de Justice a procédé à son renouvellement triennal et à l'élection de son Président. Comme à l'accoutumée, cette cérémonie s'est déroulée avec solennité et sobriété

PAR JEAN-GUY GIRAUD 12 - 10 - 2018

Le Président sortant — **M. Koen Lenaerts**¹ — a été réélu par ses pairs (les 26 juges) et six nouveaux membres ont été accueillis. D'autre part, la Cour a élu une femme à la Vice-Présidence en la personne de Mme Rosario Silva de Lapuerta.

Comme la grande majorité des membres de la Cour, le Président et les six nouveaux membres sont issus des milieux judiciaires et/ou universitaires.

Ils ont été choisis « parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et qui réunissent les conditions requises pour



l'exercice (...) des plus hautes fonctions juridictionnelles ou qui sont des juriconsultes possédant des compétences notoires » (art. 253 TFUE).

S'ils sont nommés « d'un commun accord par les gouvernements des États membres », cette nomination doit être précédée par l'avis d'un comité portant sur « l'adéquation des candidats à l'exercice » de leurs fonctions. Ce comité est composé d'anciens membres de la Cour et des juridictions nationales ainsi que de juristes. (Art. 255 TFUE). Si toute comparaison avec les modes de sélection et de nomination du Président et des membres de la Commission est

¹ Curriculum vitae de M. Koen Lenaerts né en 1954; licencié et docteur en droit (Katholieke Universiteit Leuven); Master of Laws, Master in Public Administration (Harvard University); assistant (1979-1983), puis professeur de droit européen à la Katholieke Universiteit Leuven (depuis 1983); référendaire à la Cour de justice (1984-1985); professeur au Collège d'Europe à Bruges (1984-1989); avocat au barreau de Bruxelles (1986-1989); «visiting professor» à la Harvard Law School (1989); juge au Tribunal de première instance du 25 septembre 1989 au 6 octobre 2003; juge à la Cour de justice depuis le 7 octobre 2003; Vice-président de la Cour de justice du 9 octobre 2012 au 7 octobre 2015; Président de la Cour de justice de l'Union européenne depuis le 8 octobre 2015

inappropriée, on ne peut s'empêcher de penser que **la procédure prévue pour la Cour revêt un caractère exemplaire** tant pour ses modalités que pour le climat dans lequel elle se déroule. C'est en partie pour cette raison que la cérémonie du 8 octobre n'a guère retenu l'attention de la presse et de l'opinion — en dépit du rôle central joué par cette Institution dans le fonctionnement de l'Union. Ce relatif effacement donne toutefois à la Cour la possibilité de remplir son mandat en toute sérénité.

Dans son discours d'introduction, le Président Lenaerts a fait allusion aux retombées judiciaires actuelles et futures des **questions liées au Brexit, aux demandes d'asile, à l'indépendance des juges en Pologne.**

Il a conclu son exposé par les remarques suivantes :

« Dans ce climat pour le moins perturbé, notre institution a un rôle majeur à jouer.

Il lui appartient d'œuvrer, à travers l'engagement indéfectible de l'ensemble de ses Membres, à **la consolidation des valeurs et des acquis** qui fait que le continent européen, jadis divisé par des conflits meurtriers, forme aujourd'hui une communauté de paix de plus de 500 millions d'habitants.

De contribuer, par une justice de qualité, efficace et transparente, à **la restauration de la confiance de tous** — décideurs politiques, gestionnaires publics, entrepreneurs, travailleurs, consommateurs, simples citoyens — **envers la construction européenne.**

De s'ériger inlassablement en **garante des valeurs fondamentales** inhérentes à une Union de droit, valeurs qui ne sauraient tolérer aucune forme de concession ou de compromission. »

<http://bit.ly/2KpL9M3>



LE PROJET POLITIQUE DES PÈRES FONDATEURS DOIT PRÉVALOIR

« L'EUROPE N'EST PAS UN MENU À LA CARTE, C'EST UN PROJET POLITIQUE »

Ces deux phrases ont été prononcées par le Président Macron dans sa conférence de presse à l'issue du sommet de Salzbourg des 19/20 septembre 2018 — et font sans doute écho aux propos qu'il a tenus à cette occasion devant ses pairs. Elles font également référence à son discours de la Sorbonne¹ du 26 Septembre 2017.

PAR JEAN-GUY GIRAUD 21 - 09 - 2018

Il est remarquable que, en dépit des crises sporadiques qui secouent l'UE (d'ailleurs largement causées par l'attitude de certains gouvernements provisoirement en place), le discours présidentiel en faveur « d'une Europe souveraine, unie et démocratique » soit resté aussi clair et aussi ferme.¹

Remarquable aussi que ce discours soit maintenu et même martelé par un **Président isolé**, face aux vents mauvais qui soufflent à l'est et au sud de l'Union — et aux marées descendantes qui affectent certains grands États membres amis tels que l'Allemagne et l'Espagne.

Remarquable enfin que ce Président ait même décidé de prendre la tête d'une **contre-offensive**, d'une reconquête de l'opinion européenne en vue des élections de 2019.

C'est, paradoxalement, un magazine américain² qui a le mieux saisi cette situation et cette volonté d'un Président qu'il qualifie de « **THE LAST MAN STANDING** », en Europe — mais peut-être aussi plus largement dans un Occident qui voit basculer l'ordre et l'équilibre internationaux (même précaires) établis au lendemain de la 2e guerre mondiale.

1 Voir l'ensemble de cette conférence sur : <http://www.elysee.fr>

2 <https://pocketmags.com/us/newsweek-europe-magazine/14th-september-2018/articles/435488/the-last-man-standing>

Et, surtout, d'un dirigeant « *who has clearly emerged as a powerful new spokesman for European values* ». Le magazine fait aussi écho au sentiment du Président selon lequel les divisions traditionnelles de gauche et de droite seraient aujourd'hui dépassées et que les nouveaux clivages politiques d'un monde moderne post-idéologique devraient être pris en compte.

Au total, l'article résume ainsi la position et l'ambition du Président : « *Macron's message is passionately pro-European, warning voters that a **unified Europe** is the best response to rising China and erratic American leadership* »

Mais il ajoute que:

« *His real challenge is to find enough strong partners in Europe with whom he can work both to **defend the liberal order and the European idea*** ».

À l'issue de ce sommet de Salzbourg — où le souffle européen était manifestement absent — on ne peut que se féliciter qu'*au moins un* des dirigeants présents ait aussi fermement défendu « le projet des pères fondateurs » et maintenu le cap.

A contrario, on doit aussi essayer d'imaginer une situation désespérante dans laquelle *aucun* responsable (même français) n'aurait jugé utile ou opportun de le faire.



L'EUROPE, LA RUSSIE ET LA CHINE

Un récent article de la revue américaine « Foreign Affairs » s'ajoute à une liste déjà longue d'analyses relatives aux tentatives de « **déstabilisation des démocraties** » (notamment européennes) menées par la Russie de Vladimir Poutine et la Chine de Xi Jinping.

PAR JEAN-GUY GIRAUD 03 - 10 - 2018



Émanant de chercheurs liés à des think tanks *républicains*, cet article doit être lu avec un certain recul. Mais l'analyse est en elle-même éclairante... et inquiétante. En résumé, elle tend à démontrer que ces deux superpuissances mettent en œuvre — de façon délibérée et organisée — une stratégie de promotion de leurs intérêts politico-militaires (surtout pour la Russie) et/ou économiques (surtout pour la Chine) dans le monde. Stratégie qui s'appuie sur le **soutien aux régimes ou aux forces illibérales** dans les États démocratiques et qui constitue donc une « menace » à la notion même de démocratie et de libéralisme.

Les auteurs appuient leur raisonnement sur des exemples précis, soulignant les angles d'attaque de cette offensive, notamment par la voie d'aides financières et militaires fournies sans les conditions et contraintes imposées par les autres pays ou organisations internationales¹.

Ils ajoutent que — même si les offensives de ces deux puissances, malgré leur récent rapprochement, ne semblent pas coordonnées — elles représentent un **risque cumulé de « vague croissante et globale d'autoritarisme dans le monde »**.

Au total, les auteurs partagent donc les inquiétudes très répandues relatives à la **disparition progressive du « world order » de l'après-guerre** et s'interrogent sur la nature des nouveaux (dés)équilibres internationaux qui se mettent progressivement en place.

On voit clairement l'importance du **rôle irremplaçable que peut jouer une Europe unie** dans ce contexte et donc la nécessité d'une action commune, organisée et déterminée.

Les élections européennes de 2019 devraient donc bien être, à

cet égard, une étape du « **combat historique et de civilisation** » invoqué par le Président Macron.

Russia and China view weakening Western democracy as a means of enhancing their own standing. Russia's assault on democratic institutions, including electoral interference, the spread of corruption, and disinformation campaigns, weakens some actors' commitment to democracy.

Serbian leaders view Chinese financing as an opportunity to promote themselves domestically by delivering improved infrastructure without abiding by the strict regulations that come with European funds.

Moscow seeks to amplify the narratives of illiberal populists and anti-EU forces and paint them as patriotic defenders of national sovereignty. Russia has proactively fed nationalist sentiments against EU integration, including by interfering in support of Brexit and Catalan independence. They use loans and investments to reinforce besieged authoritarian governments, as Russia has done in Venezuela and China in Cambodia. They also offer no-strings-attached financial aid and weapons, diluting Western leverage to press for human rights and rule-of-law reform.

Even without a deliberate strategy to export their models of governance, China's rise and Russia's assertiveness send a powerful signal to other leaders about the success of their models and alter perceptions about what constitutes a legitimate regime.

Russia and China are fortifying authoritarian tendencies around the world by facilitating leaders' turn away from democracy and by making it easier for existing autocrats to remain in power.

¹ L'article ne mentionne toutefois pas le levier puissant que constitue la corruption

<https://fam.ag/2Ak8qut>

« LA MANOVRA »

LES CAPITALES DE L'UE S'INQUIÈTENT DU PROJET DE BUDGET ITALIEN 2019 DONT LE DÉFICIT EST TROIS FOIS SUPÉRIEUR AUX ENGAGEMENTS (2,4 %)

23 octobre 2018, c'est une première, six ans après l'adoption du Pacte de stabilité et de croissance¹ de la Zone euro : la Commission européenne demande² à l'Italie de revoir son projet de budget 2019 (« Def — il Documento di economia e finanza — la Manovra » dans le jargon du pays) qui constitue un dérapage budgétaire sans précédent.

Cinq mois sont passés, pour que dans l'UE, une fois « la Manovra » connue et après la réaction négative de la Commission et d'autres institutions financières, la préoccupation vis-à-vis de la politique du nouveau gouvernement italien cède à l'inquiétude, voire à la crainte de contagion d'une « crise italienne » plus redoutable que celle de la Grèce

PAR PIERRE BLANCHARD

L'Italie présente « la Manovra » (le projet de budget 2019)

L'Italie, qui avait accepté de viser un déficit de 0,8 % du PIB dans son projet de budget 2019³, en a préparé un avec un déficit de 2,4 %⁴ destiné à diminuer en 2020 et 2021. Sur la même période, le rapport entre déficit et dette publique devrait aussi diminuer. Le déficit de « la Manovra » inspirée du contrat passé entre les deux partis⁵ au pouvoir, dépasse les 32 milliards d'euros. Elle reprend essentiellement en plus des prévisions budgétaires classiques les nouveaux éléments suivants pouvant encore évoluer lors du passage au Parlement et au Sénat :

- l'assouplissement des conditions de départ à la retraite (selon la formule 100 = 62 ans + 38 années de cotisation) ;
- une maxi amnistie (« pace fiscale o condono ») fiscale ;
- un revenu de citoyenneté temporaire pour lutter contre la pauvreté ;
- La réduction des taxes pour certaines PME (flat tax) ;
- L'indemnisation des victimes de placements bancaires toxiques ;
- La réduction des pensions dépassant un certain montant (« pensioni d'oro ») ;
- La réduction de dépenses diverses, dont celles liées à l'accueil des migrants.

La nouveauté qui fait sensation c'est que l'Italie, un des EM fondateurs les plus importants de l'UE, revendique haut et fort un droit

à la non-conformité aux normes européennes de son projet de budget 2019 (« la Manovra »).

La Commission européenne demande à l'Italie de réviser « la Manovra »

Pour la sixième fois, les États membres de la Zone euro présentent leurs projets de budget à la Commission européenne, mais les choses ne se déroulent pas comme d'habitude. La Commission, chargée de veiller au respect des décisions du Conseil européen du 28 juin 2018 adoptées par le Conseil de l'Union européenne du 13 juillet 2018, dont l'Italie elle-même, demande à cette dernière de réviser son projet dans les trois semaines.

Considérant que ce budget « représente une déviation claire, nette et assumée » des engagements pris » la Commission, selon son Président J.C. Junker doit réagir comme elle le fait, car les États membres le demandent. On estime à Bruxelles que le mépris de Rome pour les recommandations budgétaires de l'UE et l'ampleur



de l'écart sont « sans précédent dans l'histoire du pacte de stabilité et de croissance ».

La Commission souligne qu'elle ne conteste pas le contenu de « la Manovra » du gouvernement italien qui est libre de ses choix. La Commission européenne n'entend pas s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Italie, mais elle doit intervenir quand ces choix impliquent une augmentation du déficit et de la dette publique. La

1 Le Pacte de stabilité et de croissance, l'ensemble de règles européennes mises en place après la crise pour limiter le déficit et le taux de dette des États, s'est révélé insuffisant pour équilibrer les comptes publics.

Pour renforcer le contrôle budgétaire et éviter des situations qui pourraient mener à des crises ou amplifier celles qui existent, l'UE a donc adopté deux séries de règles en 2011 et 2013. Selon ces règles, les gouvernements doivent livrer à la Commission leur projet de budget pour l'année suivante.

2 En effet, la Commission ne rejette pas le projet de budget de l'UE comme la presse le présente (voir article pages 22 et 23)

3 Avis de la Commission européenne sur le projet de plan budgétaire 2019 de l'Italie ; Strasbourg, le 23 octobre 2018

http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-18-6175_fr.htm?locale=EN

4 Le déficit est de 2,4% du PIB contre 0,8% promis en juillet, la détérioration structurelle (creusement du déficit lié à des réformes) est de 0,8% du PIB contre un effort attendu de 0,6% (réductions budgétaires liées à des réformes)

5 La lega (La ligue) parti d'extrême droite xénophobe et europhobe et « il Movimento 5 Stelle -M5S » populiste et europhobe.

Commission européenne doute même de la possibilité de respecter ce déficit de 2,4 %, car « des risques à la baisse considérables pèsent sur les projections présentées dans le projet de plan budgétaire, qui pourraient aggraver encore plus la situation. La Commission insiste sur le fait que selon ses prévisions, avec “la Manovra” 2019, la dette publique italienne augmentera et sera de plus en plus difficile à rembourser, notamment en cas de détérioration financière grave interne ou externe à l’UE et d’incapacité du pays à rétablir la croissance⁶.

La réaction du gouvernement italien

D’abord les deux Vice-Présidents du Conseil — Matteo Salvini et Luigi Di Maio — déclarent qu’ils ne changeront pas une virgule de “la Manovra del popolo italiano”. Ces deux véritables “patrons politiques” estiment que “la Manovra” relancera l’économie, créera des emplois, sortira de la pauvreté six millions d’Italiens... et renforcera la croissance du PIB !

Par contre, le Premier ministre G. Conte et le ministre des Finances G. Tria — l’un choisi par les deux Vice-présidents et l’autre imposé par le Président de la République — se disent ouverts au dialogue avec la Commission, mais estiment que “la Manovra” est correcte et qu’elle a peut-être été mal jugée.

M. Salvini, considère que le rejet de “la Manovra” n’est pas une attaque contre **son gouvernement**, mais contre **le peuple italien...** ! Les petites phrases percutantes et slogans démagogiques des deux Vice-Présidents alourdissent le climat des relations du pays avec la Commission européenne, mais aussi avec d’autres EM.

L’Italie seule contre tous... ou presque (les réactions du monde politique et financier)

Depuis l’arrivée de ce gouvernement en juin 2018, le “spread”⁷ est passé de 130 à une valeur fluctuant autour des 300 points. La bourse de Milan est également très volatile, voire négative depuis peu⁸ en particulier sur les valeurs bancaires. — L’agence de notation Moody’s a abaissé la note de l’Italie de Baa2 à Baa3 - perspective stable et Standard & Poor’s a fait de même.

Le président de la République, S. Mattarella, rappelle à chaque intervention publique que le respect de l’équilibre budgétaire est un devoir de ceux qui gèrent des fonds publics versés par les citoyens italiens. Il ajoute qu’il faut dialoguer avec la Commission. Le FMI, la “Confindustria” et les syndicats italiens s’accordent pour exprimer leurs préoccupations pour un projet de budget qui va creuser davantage une dette publique de 132,5 % du PIB⁹, la plus importante de l’UE et de la Zone euro après la Grèce.

Le président de la BCE, M. Draghi, a également rappelé que son mandat n’est pas de venir au secours des États membres en difficulté. Plutôt modéré dans son analyse, il a exprimé sa confiance dans un accord raisonnable avec l’UE, car le “spread pose des

problèmes, l’Italie n’a aucun intérêt à déstabiliser la zone euro et les incertitudes financières liées au Brexit, à l’Italie et à la guerre commerciale mondiale ne permettent pas de prévoir un scénario économique optimiste pour l’UE.¹⁰

Même les EM de l’UE s’étant déclarés proches de M. Salvini et de sa politique europhobe, ainsi que le parti allemand d’extrême droite nationaliste AfD, ont des réticences vis-à-vis de “la Manovra”. Début novembre 2018 les seuls alliés du gouvernement de M. Salvini et L. Di Maio semblent être les présidents Poutine et Trump¹¹, à six mois des élections du PE, on peut facilement comprendre pourquoi.



Conclusions très provisoires

Le gouvernement italien devait répondre à la Commission pour la mi-novembre. Selon les dernières estimations de ‘Bruxelles’, le déficit pourrait augmenter à 3 % et la croissance du PIB selon le FMI, serait plutôt de 1 % au lieu des 1,5 % prévus par le gouvernement. Le projet de loi signé par le Président Mattarella sera présenté à la chambre des députés fin novembre puis au Sénat. Le jeu politique se poursuit avec le Premier ministre et le ministre des Finances qui a participé au Conseil de l’Euro zone début novembre. Sans surprise, les États membres de l’Euro zone ont confirmé les demandes de la Commission et invité cette dernière à poursuivre la procédure avec l’Italie (voir pages 22 et 23 – fake news...). G. Tria ne peut que répéter que c’est une bonne ‘Manovra’ alors que M. Salvini annonce une manifestation à Rome le 8 décembre contre le Président de la Commission J.C. Juncker qui ose rejeter le projet de budget 2019 du peuple italien.¹²

6 Selon l’ISTAT, fin octobre la croissance du PIB qui avait repris s’est arrêtée et l’on prévoit un accroissement de 1% pour 2018 ce qui rend peu crédible la prévision de 1,5% pour 2019.

7 L’écart entre le taux des obligations souveraines allemandes à dix ans et des obligations souveraines italiennes à dix ans — oscille désormais autour de 300 points, ce qui signifie un renchérissement important de sa dette pour l’État italien.

8 L’indice phare de la bourse de Milan, le FTSE Mib a perdu 13 % en un mois.

9 2263 milliards d’euros en 2017, 4e dette publique mondiale en 2016 en % du PIB

10 L’embellie de croissance économique de l’UE aura duré 6 mois...

11 Début novembre, dans le cadre des sanctions décidées par D. Trump contre l’Iran interdisant notamment l’achat de son pétrole, à l’exception d’une liste restreinte de quelques pays sur laquelle figurait...l’Italie !

12 « J. C. Juncker rigetta la manovra del popolo italiano »

Réponse finale de l'Italie

Comme prévu, le 13 novembre la réponse de l'Italie à la Commission est claire : 'la Manovra'¹³ reste à 2,4 % de déficit et 1,5 % de prévision de croissance du PIB en 2019. M. Salvini et L. Di Maio ont imposé leur ligne politique au Premier ministre et au ministre de l'Économie. Les Députés et Sénateurs de la majorité suivront. Le 'spread' augmente et la bourse de Milan baisse.

La Commission lancera la procédure d'infraction pour 'violation des règles de l'euro zone'. Procédure et sanctions prévues qui deviendront opérationnelles après le Conseil des finances fixé le 22 janvier 2019.

13 <http://www.mef.gov.it/documenti-pubblicazioni/doc-finanza-pubblica/index.html>



En attendant, si un État membre décide de ne pas respecter les règles communes de la monnaie unique, il s'expose au verdict incontrôlé des 'marchés' — le 'spread' et la bourse — qui vont à nouveau devenir les vrais arbitres de la viabilité de 'la Manovra' italienne.

On n'a pas fini d'en parler... d'autant plus que cela deviendra, au moins en Italie, un des sujets de la campagne électorale des élections du PE en mai 2019 !



BIENVENUE SUR LA PAGE D'ACCUEIL DES PENSIONNÉS (MY INTRACOMM)

Nouvelles

Pour contacter le Service Pensions du PMO 4 : un helpdesk téléphonique ou un e-mail

Dans l'optique de continuer à améliorer les services qu'elle offre, l'unité Pensions du PMO (PMO.4) a créé deux nouvelles boîtes e-mail fonctionnelles (qui remplacent la boîte e-mail personnelle des gestionnaires) :

PMO-PENSIONS@ec.europa.eu pour les pensions d'ancienneté/invalidité.

PMO-SURVIE@ec.europa.eu pour les bénéficiaires d'une pension de survie/d'orphelin.

De plus, depuis le 1er octobre 2018, PMO.4 met à la disposition des pensionnés un nouveau numéro de téléphone unique (+ 32 (0)2-297 88 00) accessible les jours ouvrables du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30. Ce service „Contact Pensions“ répond aux questions des pensionnés sur la pension.

Contact Pensions est également à la disposition des veuves/veufs et orphelins.

Le nouveau numéro et les boîtes e-mail fonctionnelles sont indiqués sur les bulletins de pension.

La résiliation de l'accord avec l'Association des médecins et médecins dentistes au Luxembourg prendra effet à partir du 1er Octobre 2018.

Désormais, les médecins et médecins dentistes exerçant à Luxembourg ne seront plus autorisés à facturer aux assurés du régime commun d'assurance maladie (RCAM) des tarifs différents (actuellement majorés de 15%) de ceux applicables aux assurés nationaux et tels que repris dans le Livre Bleu.

Ce changement a été communiqué par le PMO à tous les acteurs impliqués dans la tarification médicale à Luxembourg dans une lettre explicative que vous trouverez ci-jointe. Dans un premier temps, vous devriez l'imprimer et vous en munir lors de vos consultations médicales.

Aussi, afin de mieux comprendre votre facture médicale et pouvoir vérifier les tarifs qui vous seront appliqués, veuillez-vous reporter au modèle ci-joint.

En cas de questions ou de difficultés rencontrées, n'hésitez pas à contacter la boîte fonctionnelle **PMO-LUX-SURTARIFICATION@ec.europa.eu**.

« LA TEMPESTA PERFETTA »

ITALIE : UNE NOUVELLE PRÉOCCUPATION EUROPEENNE

Depuis le 1^{er} juin 2018¹, la préoccupation est « palpable » tant à « Bruxelles » que dans plusieurs capitales européennes. Elle s'est confirmée avec l'évolution politique, sociale et financière de l'Italie, après seulement six mois de gouvernement du duo politique « Lega-M5s ». Le national-populisme, la xénophobie, l'europhobie se sont imposés à Rome dans l'application d'un « contrat de gouvernement » nécessitant des moyens budgétaires au-dessus des possibilités du pays.

PAR PIERRE BLANCHARD

Communication gouvernementale agressive et... insolente ¹

Les deux vice-présidents, M. Salvini et L. Di Maio, mènent le jeu de la communication par **déclarations/slogans** aux arrière-goûts électoraux ressuscitant des propos et des postures que l'on croyait appartenir définitivement au passé. Les messages gouvernementaux reprennent une rhétorique souvent agressive et insolente, voire arrogante. Les interventions publiques europhobes de M. Salvini omettent volontairement le minimum de bienséance diplomatique envers les dirigeants de l'Union devenus les nouveaux « ennemis » désignés du « peuple italien ».

Immigration

Surfant sur la popularité de son action anti migrants² et sur la peur, la politique de l'immigration italienne reste la priorité de M. Salvini et de son parti la « Lega ». Radicale, brutale³ et surtout inhumaine, elle a caractérisé l'action gouvernementale italienne des 100 premiers jours⁴.

M. Salvini, réclamait d'une part plus de solidarité européenne et plus d'implication de la part de « Bruxelles » et d'autre part agissait seul, sans concertation avec la Commission ni avec les autres EM voisins. Résultats : faute de sauvetages au large de la Libye, plus de 2000 migrants sont morts noyés et les autres sont ramenés sans égards à leurs points de départ... où ils retrouvent l'enfer qu'ils avaient fui. L'Italie étant devenue inaccessible, plus de 10 000 autres migrants ont emprunté la route du Maroc vers l'Espagne, puis vers d'autres EM.

Politique intérieure, des lois et des décisions issues du « contrat Lega-M5S »

Bien que seules deux décisions aient été traitées au parlement durant les 100 premiers jours, depuis, plusieurs lois sont en cours d'adoption ou ont déjà été promulguées.

La « Lega » privilégie les lois relatives à la « sécurité » et à « l'immigration », comme celle sur la sécurité publique⁵ ou encore celle



Alleati in concorrenza
In Corso di Porta Ticinese a Milano è apparso un murale con Di Maio e Salvini che "gareggiano" a chi conquista più like. L'autore è Salvatore Benintende, in arte TvBoy

sur la « légitime défense »⁶.

Le M5S défend des lois plus orientées « anti système » comme celle sur la « dignité des travailleurs »⁷, la prescription des procédures judiciaires ou encore sur l'anticorruption⁹ ainsi que la suppression

de confiance » non pas vis-à-vis de l'opposition mais pour éviter des votes contraires au sein de la majorité, notamment au sein du Mouvement 5 S.

⁶ <https://www.fanpage.it/il-senato-approva-la-legittima-difesa-sara-sempre-riconosciuta-a-chi-si-difende-da-un-ladro/>

⁷ « Disposizioni urgenti per la dignità dei lavoratori e delle imprese »

⁸ <http://www.normattiva.it/uri-res/N2Ls?urn:nir:stato:decreto.legge:2018;87>

⁹ DDL 19

¹ Voir l'article du VOX 110 page 9 – « Instabilité & turbulences en vue - L'Italie au centre de l'attention »

² Selon les sondages, l'arrêt des débarquements est positif pour 52% des italiens dont 70 % parmi les chômeurs et les ¾ des électeurs du M5S

³ Les navires internationaux des ONG y inclus ceux des gardes côtes italiens ne peuvent plus entrer dans les ports Italiens avec des migrants à bord.

⁴ Articles du VOX 110 page 13 à 14 & 16.

⁵ <http://www.gazzettaufficiale.it/eli/id/2018/10/04/18G00140/sg> « Disposizioni urgenti in materia di protezione internazionale e immigrazione, sicurezza pubblica... per l'amministrazione e la destinazione dei beni sequestrati e confiscati alla criminalità organizzata ». A noter que son adoption a nécessité un vote au Sénat avec la « question



des « vitalizi¹⁰ » perçus par les anciens élus -Députés et Sénateurs -n'ayant pas versé les contributions correspondantes. Pour le moment, l'adoption de ces lois semble alimenter les controverses entre les deux partis au pouvoir et au sein du M5S, avec un avantage pour la « Lega ».

D'autres projets de loi, tels que celui sur la garde partagée des enfants¹¹ semble remettre en question des acquis « sociétaux ». Même la loi destinée à la reconstruction du pont de Gênes qui a fait 43 morts en s'écroulant en aout dernier a fait l'objet de polémiques au sujet de l'inclusion d'une clause d'amnistie pour des constructions abusives à Ischia... !

Enfin, plusieurs décisions sont en attente et suscitent des inquiétudes, comme le projet de renationalisation de l'Alitalia¹² ou la poursuite des travaux du tunnel (TAV) entre Lyon et Turin. M5S, qui avait fait des promesses¹³ qu'il ne peut pas respecter, est clairement plus en difficulté que la « Lega » sur ces dossiers.

« La Manovra » et la confrontation avec la Commission européenne

La communication du projet de budget 2019 (« la Manovra ») à la Commission (voir article pages 16). A fait comprendre aux États membres de la zone euro que l'affaire était sérieuse, car l'Italie allait devenir le nouveau problème européen.

Personne et surtout pas la Commission européenne ne conteste à l'Italie le droit de décider les modalités de son budget. Les règles budgétaires européennes n'étant ni idéologiques ni le fruit de

l'initiative de « technocrates », ce ne sont que la contrepartie d'un système collectif d'assurance réglé de façon précise et agréé entre États membres. Pour 2019, en cas de « dérapage » du budget italien et, plus grave encore, de l'ensemble des finances du pays, l'UE, c'est-à-dire les EM de la zone euro, devront la soutenir financièrement. Cela change la donne du positionnement italien qui reste vulnérable face à une attaque financière, à un « spread » insupportable et risque la contagion vers d'autres États membres, à commencer par les plus faibles qui font des efforts considérables pour respecter les règles.

Partie prenante de l'Union dans la zone euro, l'Italie bénéficie de facto de cette assurance. C'est pourquoi la Commission, au nom des « assureurs », a obtenu le pouvoir de vérifier les projets de budget des EM, surtout ceux ayant un déficit annuel mal contrôlé et une dette colossale de 132 % du PIB. Tous les EM ou presque, y compris l'Italie, ont souscrit cette assurance et en contrepartie se sont engagés à respecter les règles connues qu'ils ont acceptées sous la responsabilité de la Commission (voir article « Fake news »... pages 22 et 23).

La «tempesta perfetta» se prépare

Le gouvernement italien parie sur le fait que les autres EM devront intervenir en cas de graves problèmes comme cela a été fait — certes laborieusement et peut-être injustement — avec la Grèce. Il peut donc favoriser sa propagande électorale en vue des prochaines élections, prendre des risques financiers et ignorer les règles européennes. Salvini peut agir à sa guise contre l'avis de la grande majorité des experts UE et internationaux et présenter la «Manovra» à crédit, en accusant publiquement la Commission de s'opposer à un gouvernement démocratiquement élu.

Dans ces conditions, on en vient à souhaiter que l'Italie gagne son pari sans que les marchés ne la sanctionnent.

Mais en cas d'échec — ce qui semble plus probable- le risque d'une nouvelle crise financière qui déferlerait sur l'UE - dix fois plus grave que celle de la Grèce- deviendrait un scénario catastrophe inévitable. Cependant, sauf détérioration rapide et incontrôlable de l'économie italienne et de celle de l'UE, ce genre de crise ne devrait pas survenir avant les élections du Parlement européen en mai 2019.

C'est pourquoi M. Salvini, véritable chef du gouvernement italien et bénéficiant de sondages incroyablement positifs¹⁴, s'est affiché avec V. Orban et avec M. Le Pen pour annoncer à plusieurs reprises son intention de créer un parti d'extrême droite qui changera « cette Europe » et limogera la classe politique actuelle en mai prochain 2019.

L. Di Maio a annoncé la même chose.

L'adversaire désigné et visé par M Salvini et, dans une moindre mesure, par L. Di Maio, c'est E. Macron, qui prône plus d'Europe. Celui-ci a évidemment relevé le défi, alors que la chancelière Merkel a annoncé son retrait de la politique en 2021.

Après mai 2019, le scénario d'un parti d'extrême droite minoritaire, mais assez fort pour se faire entendre sur tous les sujets pourrait devenir une hypothèse redoutée au Parlement européen.

Fin 2019, la Commission européenne, son nouveau Président et le

10 Littéralement « rentes viagères »

11 DDL Pillon S. 735 <http://www.senato.it/leg/18/BGT/Schede/FascicoloSchedeDDL/ebook/50388.pdf>

12 Dossier abordé sous le signe du « souverainisme » — « les Italiens d'abord » conduisant le gouvernement vers une proposition de nationalisation majoritaire avec les « Chemins de fer italiens » (Ferrovie dello stato) dont les conséquences financières et les aspects opérationnels pour les deux sociétés sont risqués

13 Le tunnel à travers les Alpes reliant Lyon à Turin par une ligne à ferroviaire à haute vitesse (TAV) est en cours d'évaluation coût/bénéfice par le nouveau gouvernement italien. Malgré les engagements électoraux de les bloquer, un terminal gazier arrivant dans le sud de l'Italie a été reconduit et la cession conclue d'une usine sidérurgique de l'ILVA à Arcelor Mittal.

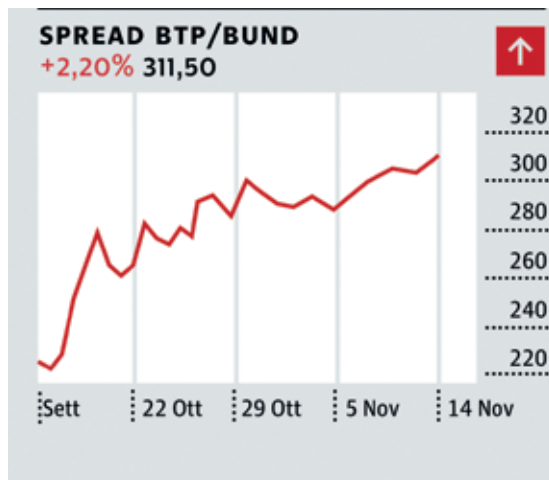
14 De 17% aux élections de mars 2018 à plus de 30% dans les sondages fin octobre.

union européenne Italie nouvelle préoccupation

nouveau Parlement européen issu des élections, pourraient alors se retrouver à gérer une crise majeure, d'abord italienne, puis de toute l'UE, et ce sera « la **tempesta perfetta** » ... !

Les nombreuses échéances - une nouvelle Commission et son Président, un nouveau Parlement européen, un nouveau Cadre financier pluriannuel [CFP] 2021-2027 à négocier, le Brexit et ses conséquences, etc. seront déterminantes pour les citoyens ainsi que pour les fonctionnaires et agents actifs ou anciens de l'UE. Toutes les décisions à venir sont des inconnues, comme les prochains budgets de l'UE, y inclus ceux du fonctionnement des institutions et in fine, des retraites.

En mai 2019, il faudra choisir, entre l'exemple italien du repli nationaliste et identitaire aux conséquences désastreuses connues et une Union renforcée pour affronter pacifiquement et solidairement les défis européens et mondiaux.



15 Voir les articles pages 6 à 12 sur les élections européennes du PE.

YAMMER AFTER EC: YOUR SOCIAL NETWORK

Yammer After EC is a social platform for discussions and information exchange. This network is reserved for retired officials of the European Institutions, and helps them to connect with each other.

You can find former colleagues by scanning the list of members. You can then contact them directly via private messages, or you can post a message to say with whom you have lost touch and you will probably be directed to the colleague in question.

Yammer After EC facilitates the circulation of ideas and organises exchanges in the form of interest groups which you can choose to join or not.

You can create a group, take part in the discussion, where appropriate add images, documents, links etc. to your message in support of your views, and ask the opinion of others. You can post questions, and one person's experience can be shared with others, for example regarding JSIS Online, pensions, etc. A number of online help groups have been created by volunteers from

AIACE International (Help Yammer After EC, Help PMO Contact, Help RCAM-JSIS, Help ECAS, My IntraComm News).

A few active members of staff at the Commission and some other European institutions who work within the scope of human resources (DG HR, PMO, etc.) have chosen to become members on a voluntary basis and are available to answer questions and/or give information about problems encountered by pensioners. In order to join, you should visit the site <https://www.yammer.com/afterec/> to sign up directly. You should enter only your PRIVATE email address (even if the site asks for your professional one!) and wait for a network administrator to send you an invitation from Yammer After EC. After this, you just need to follow the instructions given.

To allow your identification as pensioner of the European institutions the network administrator may ask you to state your surname and first name as well as your pensioner number.



Secrétariat de l'AIACE internationale:
Anne-Pascale Descamps et Fabrizio Gariazzo
De 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h
N105 00/036
(avenue des Nerviens 105 – 1040 Bruxelles)

Tél. : + 32(0)2-295.29.60
Email: aiace-int@ec.europa.eu



FAKE NEWS : «LA COMMISSION REJETTE LE BUDGET DE L'ITALIE»

Le 8 novembre 2018 au plus tard, la Commission devra présenter au Conseil son deuxième "avis sur le plan budgétaire" de l'Italie.

PAR JEAN-GUY GIRAUD 03 - 11 - 2018

Au vu des prises de position publiques du Gouvernement italien en place qui ont suivi le premier avis négatif (du 28 septembre), il est fort probable que la presse soit amenée à reprendre et amplifier ses commentaires alarmistes précédents et titrer :

"La Commission rejette à nouveau le budget de l'Italie !"

Titres qui seront sans doute accompagnés de commentaires plus ou moins dramatisants relatifs à l'"affrontement" entre la «Commission de J.C. Juncker» et «l'Italie de M. Salvini», à la «violation de la souveraineté» d'un État membre, au caractère «arbitraire et anti-démocratique» de la procédure, au bien-fondé économique des règles européennes, etc ...

Dans cette perspective, et sans entrer dans la polémique, il peut être utile de rappeler seulement quelques éléments *factuels* relatifs à cette affaire et basés sur les textes en vigueur:

1. La Commission n'a pas «rejeté le budget italien»

Ni la Commission (ni d'ailleurs le Conseil) n'ont le pouvoir de rejeter le projet de budget (et encore moins le budget voté) d'un État membre. Ils ne peuvent pas non plus en modifier l'équilibre général ni aucun de ses éléments. Ils peuvent seulement examiner les conséquences globales de ce budget sur la situation du déficit et de la dette d'un État et non pas sur le budget lui-même.

2. La Commission ne donne qu'un avis à l'intention du Conseil

"La Commission donne un avis sur le projet de plan budgétaire" : tels sont les termes exacts utilisés par les textes concernés. Si la Commission estime que le "plan budgétaire" risque d'aggraver une situation de déficit excessif, elle demande à l'État concerné de revoir ce plan de façon à atténuer ce risque. Si l'État s'y refuse, la Commission émet un deuxième avis qu'elle transmet au Conseil. Il appartient alors au Conseil de constater - ou pas - qu'il existe un réel *"risque de déficit excessif"*. Dans ce cas, c'est le Conseil qui engage un nouveau dialogue avec l'État, à l'issue

duquel il peut *"mettre en demeure l'État de prendre des mesures visant à la réduction du déficit jugé nécessaire pour remédier à la situation"*. En cas de refus renouvelé et confirmé, le Conseil peut prendre certaines mesures à l'encontre de cet État dont la plus extrême peut être, en dernier lieu, *"l'imposition d'amendes d'un montant approprié"*¹.



3. La procédure de déficit excessif n'est pas «anti-démocratique»

Cette procédure est de nature contradictoire et a précisément pour but de parvenir à un accord avec l'État concerné. Tout au long des différentes étapes, un dialogue intensif est poursuivi entre la Commission - puis le Conseil - et l'État concerné, dialogue au cours duquel celui-ci peut faire valoir ses arguments, proposer des solutions, prendre des engagements, etc.

À chaque étape - et notamment dans sa décision finale - le Conseil statue à la majorité qualifiée². Ce sont ainsi les représentants démocratiquement élus de l'ensemble des États (à l'exception de l'État concerné) qui assument collectivement la responsabilité de la procédure. Si le Parlement européen est tenu informé du déroulement du processus (notamment à travers sa commission

¹ les mesures intermédiaires peuvent porter sur l'émission de dette, les prêts de la BEI et le dépôt d'une caution

² C'est le vote positif de 16 États sur 27 représentant 55% de la population totale des 27

compétente), il ne participe pas aux décisions.

Cette exclusion est sans doute regrettable sur le plan démocratique³. Mais, en pratique, elle n'empêche pas le Parlement d'en débattre, d'entendre les représentants de l'État concerné ainsi que de la Commission - ni d'adopter des résolutions qui, bien que non contraignantes sur le plan juridique, peuvent influencer la procédure.

4. La procédure est régie par des règles précises

C'est avec un luxe inhabituel de détails et d'étapes graduelles que les textes organisent cette procédure. Autrement dit, de multiples précautions sont prises pour prévenir toute décision arbitraire ou précipitée et laisser à tout moment la voie ouverte à une issue positive. Ces règles ne sont pas nouvelles puisqu'elles datent du Traité de Maastricht, complétées par le Pacte de stabilité et de croissance, reprises par le Traité de Lisbonne, détaillées dans divers règlements, etc ... tous textes qui ont été approuvés par l'unanimité ou la majorité des États membres⁴.

Il est vrai toutefois que la nature même des éléments soumis ainsi au contrôle des Institutions comporte une certaine marge d'évaluation⁵. Le budget d'un État repose sur des *prévisions* de recettes et des *autorisations* de dépenses qui peuvent être modifiées en cours d'exercice. L'évolution du déficit et de la dette dépend aussi de facteurs exogènes difficilement quantifiables ou prévisibles et hors du contrôle de l'État concerné.

C'est pourquoi, en pratique, la «coopération loyale» de cet État dans la recherche active et commune d'une solution conforme aux règles est également prise en considération dans les décisions des Institutions.

5. Il s'agit de protéger l'intérêt général de l'union économique et monétaire

Comme les textes le reprennent abondamment, *“les États membres doivent considérer leurs politiques économiques comme une question d'intérêt général”* et *“leurs politiques budgétaires ne doivent pas risquer de compromettre le bon fonctionnement de l'Union économique et budgétaire”*.

Autrement dit, le contrôle des Institutions ne porte pas sur les choix budgétaires spécifiques d'un État particulier dont il reste totalement maître. Il ne concerne que l'impact global éventuel de ces choix au niveau européen (par exemple sur la monnaie commune) - c'est à dire, en réalité, sur la situation des autres États membres. C'est donc, ici, une application logique et justifiée du principe de solidarité qui est en jeu, lequel est à la base même de tout le système européen. Ce mécanisme a plutôt bien fonction-

³ Elle est peut-être motivée par la complexité du mécanisme, le caractère “objectif” (i.e. non-politique) des critères utilisés, le souci de régler ces problèmes “entre pairs”, de préserver la possibilité de compromis, etc ...

⁴ art. 121 et 126 TFUE et protocole annexé, Pacte de stabilité de 1997, divers règlements d'application dont celui sur “la correction des déficits excessifs» de 2013, ...

⁵ la fixation précise de seuils fixes de déficit (3% du PIB) ou de dette (60%) est parfois qualifiée d'arbitraire ou artificielle. C'est évidemment affaire de concepts ou de circonstances macro-économiques et les règles incorporent des éléments de souplesse dans la prise en compte de ces seuils. Mais on voit mal comment un tel mécanisme pourrait faire totalement abstraction de tels repères ou critères



né dans la mesure où il a, jusqu'ici, permis d'aboutir à des solutions négociées qui n'ont pas remis en cause *“le bon fonctionnement de l'union économique et monétaire”*. Il repose certes sur une certaine conception ou “doctrine” relatives aux grands équilibres macro-économiques, lesquelles résultent d'un consensus politique entre les États.

Et il peut se faire que l'expérience ou un nouveau contexte économique amènent à s'interroger sur le bien-fondé de ce mécanisme et à envisager de l'adapter. Une telle perspective ne devrait pas être exclue - mais les probables difficultés pour parvenir à un nouveau consensus et à de nouvelles règles invitent à la plus grande prudence.

A “major political breakthrough”.

France and Germany's finance ministers on Monday (19 November) presented their proposal on establishing a eurozone budget by 2021, describing it as a “major political breakthrough”.



Bruno Le Maire



Olaf Scholz

CENTENAIRE DE L'ARMISTICE DE LA GUERRE DE 1914-1918

Extraits du discours tenu par le Président Emmanuel Macron pour le centenaire de l'armistice de 1918 devant plus de 70 chefs d'état et de gouvernement (le 11-11-2018 à 17h02).

«... »

Le 11 novembre 1918, à 11 heures du matin, il y a cent ans, jour pour jour, heure pour heure, à Paris comme dans toute la France, les clairons ont retenti et les cloches de toutes les églises ont sonné. **C'était l'armistice.**

C'était la fin de quatre longues et terribles années de combats meurtriers. L'armistice pourtant n'était pas la paix. Et à l'Est, pendant plusieurs années, d'effroyables guerres se poursuivirent.

«... »

Durant ces quatre années, l'Europe manqua de se suicider. L'humanité s'était enfoncée dans le labyrinthe hideux d'affrontements sans merci, dans un enfer qui engloutit tous les combattants, de quelque côté qu'ils soient, de quelque nationalité qu'ils soient.

Dès le lendemain, dès le lendemain de l'armistice, commença le funèbre décompte des morts, des blessés, des mutilés, des disparus. Ici en France, mais aussi dans chaque pays, les familles pendant des mois attendirent en vain le retour d'un père, d'un frère, d'un mari, d'un fiancé, et parmi ces absents, il y eut aussi ces femmes admirables engagées auprès des combattants.

10 millions de morts.

6 millions de blessés et mutilés.

3 millions de veuves.

6 millions d'orphelins.

Des millions de victimes civiles.

1 milliard d'obus tirés sur le seul sol de France.

«... »

1918, c'était il y cent ans. Cela semble loain. Et pourtant, c'était hier !

«... »

La leçon de la Grande Guerre ne peut être celle de la rancœur d'un peuple contre d'autres, pas plus que celle de l'oubli du passé. Elle est un enracinement qui oblige à penser à l'avenir et à penser à l'essentiel. Dès 1918, nos prédécesseurs ont tenté de bâtir la paix, ils ont imaginé les premières coopérations internationales, ils ont démantelé les empires, reconnu nombre de Nations et redessiné les frontières ; ils ont même rêvé alors d'une Europe politique.

Mais l'humiliation, l'esprit de revanche, la crise économique et morale ont nourri la montée des nationalismes et des totalitarismes. La guerre de nouveau, vingt ans plus tard, est venue ravager les chemins de la paix.

«... »
Cela s'appelle, sur notre continent, l'amitié forgée entre l'Allemagne et la France et cette volonté de

bâtir un socle d'ambitions communes.

Cela s'appelle l'Union européenne, une union librement consentie, jamais vue dans l'Histoire, et nous délivrant de nos guerres civiles.

Cela s'appelle l'Organisation des Nations unies, garante d'un esprit de coopération pour défendre les biens communs d'un monde dont le destin est indissolublement lié et qui a tiré les leçons des échecs douloureux de la Société des Nations comme du Traité de Versailles.

C'est cette certitude que le pire n'est jamais sûr tant qu'existent des hommes et de femmes de bonne volonté. Soyons sans relâche, sans honte, sans crainte ces femmes et ces hommes de bonne volonté ! Je le sais, les démons anciens resurgissent, prêts à accomplir leur œuvre de chaos et de mort. Des idéologies nouvelles manipulent des religions, prônent un obscurantisme contagieux. L'Histoire menace parfois de reprendre son cours tragique et de compromettre notre héritage de paix, que nous croyions avoir définitivement scellé du sang de nos ancêtres.

«... »

Nous tous ici, dirigeants politiques, nous devons, en ce 11 novembre 2018, réaffirmer devant nos peuples notre véritable, notre immense responsabilité, celle de transmettre à nos enfants le monde dont les générations d'avant ont rêvé.

Additionnons nos espoirs au lieu d'opposer nos peurs ! Ensemble, nous pouvons conjurer ces menaces que sont le spectre du réchauffement climatique, la pauvreté, la faim, la maladie, les inégalités, l'ignorance. Nous avons engagé ce combat et nous



pouvons le gagner : pour suivions-le, car la victoire est possible !

Ensemble, nous pouvons rompre avec la nouvelle "trahison des clercs" qui est à l'œuvre, celle qui alimente les contre-vérités, accepte les injustices qui minent nos peuples, nourrit les extrêmes et l'obscurantisme contemporain.

Ensemble, nous pouvons

faire surgir l'extraordinaire floraison des sciences, des arts, des échanges, de l'éducation, de la médecine que, partout dans le monde, je vois poindre, car notre monde est, si nous le voulons, à l'aube d'une époque nouvelle, d'une civilisation portant au plus haut les ambitions et les facultés de l'homme.

Ruiner cet espoir par fascination pour le repli, la violence et la domination serait une erreur dont les générations futures nous feraient, à juste titre, porter la responsabilité historique. Ici, aujourd'hui, affrontons dignement le jugement de l'avenir !

«... »

Puisse ce rassemblement ne pas être seulement celui d'un jour. Cette fraternité, mes amis, nous invite, en effet, à mener ensemble le seul combat qui vaille : le combat de la paix, le combat d'un monde meilleur.

Vive la paix entre les peuples et entre les États !

Vive les nations libres du monde !

Vive l'amitié entre les peuples !

Vive la France ! »

Lire l'intégralité du discours :

<https://lemde.fr/2DRGgLv>

Les pertes humaines de la Première Guerre mondiale s'élèvent à environ 18,6 millions de morts. Ce nombre inclut 9,7 millions de morts pour les militaires et 8,9 millions pour les civils.

sources : <http://bit.ly/2S6wSGR>

<http://bit.ly/2A6j1ca>

IMMIGRATION

ENTRE « PERCEPTION » ET « REALITE »

PAR ERIK HALSKOV VICE-PRÉSIDENT SECTION BELGIQUE

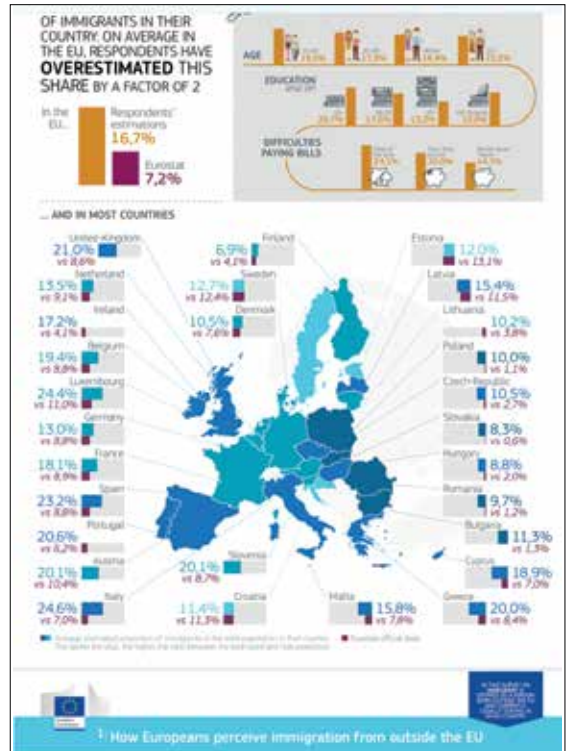
Depuis quelque temps, l'immigration occupe une place importante dans l'esprit des citoyens de l'Europe, bien soutenue par les vagues populistes et les partis d'extrême droite. L'arrivée de très nombreux réfugiés, notamment et essentiellement comme conséquence de la guerre en Syrie, a connu un pic en 2015 et, malgré une forte diminution des nombres de réfugiés depuis, nous en subissons aujourd'hui les conséquences politiques. Mme Merkel paie aujourd'hui le prix politique de son « Wir schaffen das » de 2015, dont les conséquences sont, entre autres, une poussée populiste et l'entrée au Bundestag du parti AfD. En même temps, l'immigration notamment de l'Afrique va augmentant.

La 'crise' migratoire est donc devenue une 'crise' politique qui domine les esprits, la presse et l'agenda du Conseil européen.

Dans ce contexte, je suis tombé sur une enquête publiée par la Commission au printemps 2018 : « How Europeans perceive immigration from outside EU ». Dans la partie la plus importante de cette enquête, on demandait aux interviewés d'estimer la part d'immigrants de la population de leur pays. Le résultat est révélateur, les répondants surestimaient en moyenne cette part par un facteur 2, avec des variations très intéressantes entre les différents pays membres.

Les répondants italiens estimaient que la part d'immigrants en Italie était de 24,6 % de la population, alors que le chiffre réel (selon Eurostat) est de 7,0 %. En Hongrie, la 'perception' était 4 fois supérieure à la 'réalité', 8,8 % contre 2,0 %. En Pologne, 10,0 % contre 1,1 %, donc quasiment 10 fois supérieur. A l'autre bout de l'échelle on trouve la Suède (12,7 % contre 12,4 %) et le Danemark (10,5 % contre 7,6 %). Curieusement, les Estoniens sont les seuls à sous-estimer l'immigration avec 12 % ('perception') contre 13,1 % ('réalité').

Force est également de constater que plus la part des immigrants est faible, plus l'écart est grand entre 'perception' et 'réalité'. On l'a vu pour la Hongrie et la Pologne et on le voit pour la Bulgarie (11,3 % contre 1,3 %) et la Roumanie (9,7 % contre 1,2 %). On



dirait que moins d'immigrants il y a réellement, plus on croit qu'il y en a. Cela me rappelle un phénomène observé lors des élections présidentielles en France en 2017, où on a constaté que le score de Mme Le Pen était plus fort dans les régions et villes où il y avait moins d'immigrants.

Sans vouloir tirer trop de conclusions de cette enquête, on peut néanmoins constater que le niveau d'information des citoyens au sujet de l'immigration laisse à désirer. On peut également penser que cette carence/lacune d'information convient très bien aux partis populistes, surtout de droite et d'extrême droite, voire alimente leur discours populiste et xénophobe, en agitant le spectre de l'immigration.

Il y a du travail pour nous tous, et surtout pour les partis, femmes et hommes politiques sérieux, pour assurer un niveau d'information correct des citoyens et pour défendre nos valeurs européennes.

PS. Le texte intégral de l'enquête est disponible <https://www.dropbox.com/s/z69uatyarerc4w/migrantseurope.pdf?dl=0>



MÉTHODE – ACTUALISATION ANNUELLE 2018 : +1,7%

Actualisation des rémunérations et pensions des fonctionnaires et agents des institutions et organes de l'UE selon l'art. 65 et l'annexe XI du Statut du 1er janvier 2014.

PAR LUDWIG SCHUBERT, PRÉSIDENT D'HONNEUR DE L'AIACE & PIERRE BLANCHARD

RÉSULTATS 2018

Évolution du coût de la vie en Belgique (HICP) & au Luxembourg (IPC) (indice commun) :	+2,1%
Pouvoir d'achat (indicateur spécifique) :	-0,4%
$\frac{101,1 \times 99,6}{100} - 100 =$	+1,7%

Cette adaptation des pensions nettes est **rétroactive au 1er juillet 2018**, soit un versement fin décembre 2018 de 10,2% d'une pension nette de juin 2018 (sauf changement de situation familiale ou autre).

La grille des rémunérations est adaptée de la même façon. Le cas échéant, des coefficients correcteurs et des taux de change peuvent s'appliquer en dehors de la Belgique-Luxembourg selon les règles statutaires.

Les pensionnés résidents dans les pays concernés seront informés séparément.

1. Adaptations nominales de la grille sur base de la Méthode de 1991 à 2018

1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	
3,4 %	4,1 %	0,9 %	0,5 %	1,1 %	1,4 %	2,2 %	1,9 %	2,7 %	
2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
2,3 %	3,7 %	3,0 %	3,4 %	0,7 %	2,2 %	2,3 %	1,4 %	3,0 %	3,6 %
2010	2011*	2012**)	2013***)	2014****)	2015	2016	2017	2018	
0,1 %	0,0 %	0,8 %	0 %	0 %	2,4 %	3,3 %	1,5 %	1,7 %	

*) au lieu de 1,7 % selon l'application de la 5e Méthode

***) au lieu de 1,7 % selon l'application de la 5e Méthode

****) selon décision du Conseil du gel des rémunérations et pensions

*****) selon décision du Conseil du gel des rémunérations et pensions

2. Évolution du pouvoir d'achat de 2004 – 2018

2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011*)
-1,2 %	0,0 %	+0,2 %	-0,0 %	-1,3 %	+2,7 %	-2,2 %	-3,5 %
2012**)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	
-1,9 %	-1,5 %	-0,9 %	+1,2 %	+1,9 %	+0,4 %	-0,4 %	

*) -3,5 % au lieu de -1,8 % selon l'application de la 5e Méthode

***) -1,9 % au lieu de -1,1 % selon l'application de la 5e Méthode

3. Variations cumulées du pouvoir d'achat

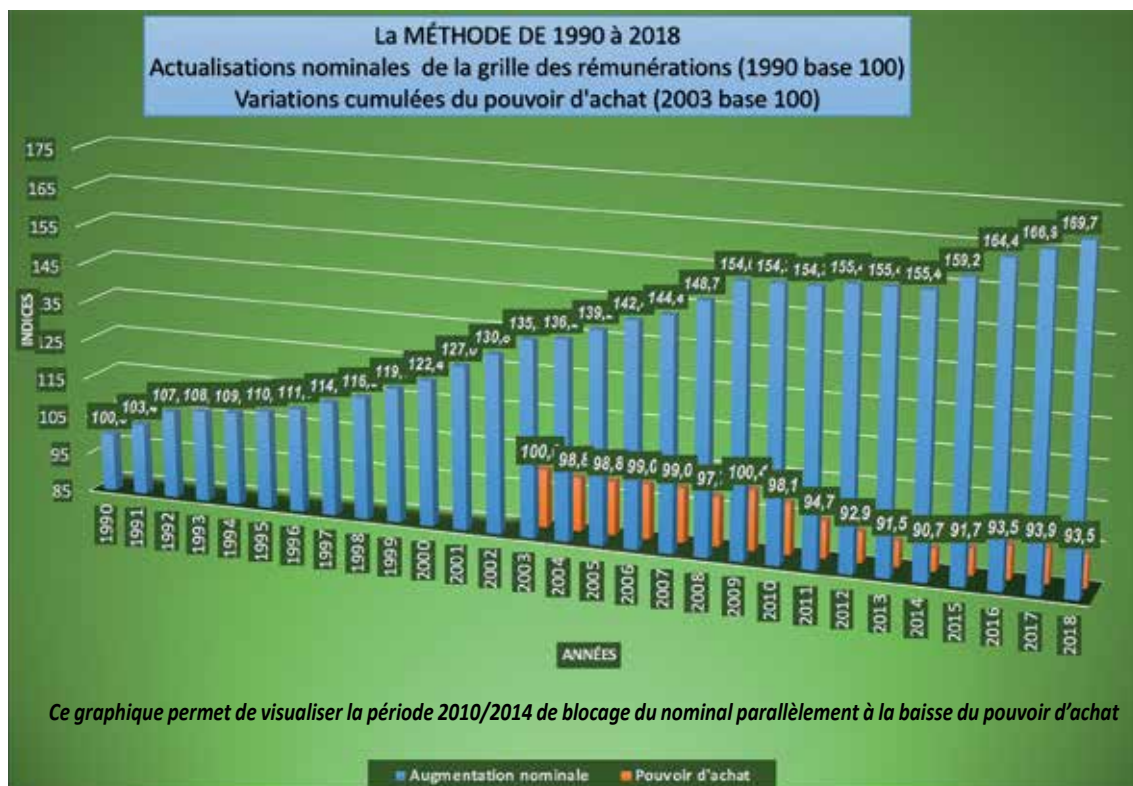
Nouvelle baisse du pouvoir d'achat de **-0,4%** depuis les -0,9% de 2014 (Sans tenir compte de l'éventuelle issue du recours introduit contre les applications contestées de la Méthode en 2011 et 2012).

Variations par rapport à 2003

Années	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Indices	100	98,8	98,8	99,0	99,0	97,7	100,35	98,1	94,7	92,9	91,5	90,7	91,7	93,5	93,9	93,5
% cumulés	0,0	-1,2	-1,2	-1,0	-1,0	-2,3	+0,35	-1,9	-5,3	-7,1	-8,5	-9,3	-8,3	-6,5	-6,1	-6,5

En 2018 par rapport à 2009

Avant l'adaptation de 2018 : $0,939/1,0035 = 0,9357$ soit **-6,4 %**. Après l'adaptation de 2018 : $0,935/1,0035 = 0,9317$ soit **-6,8 %**



RAPPEL DE LA BASE DÉCISIONNELLE

Le 1er janvier 2014, la 6e Méthode voit le jour dans le cadre de la révision du statut (annexe XI). Elle maintient les grands principes des cinq premières, notamment celui du parallélisme. Son application désormais appelée « actualisation » est automatique sur la base d'un rapport d'Eurostat, sans intervention des codécideurs qui ne peuvent plus interpréter l'applicabilité de la nouvelle clause d'exception. Celle-ci est fondée sur des indicateurs économiques connus et précis (PIB). Par ailleurs, les modalités d'application peuvent être différées dans le temps en fonction d'un plafond maximum de variation du pouvoir d'achat de + ou de - 2 %, mais l'évolution parallèle aux fonctionnaires nationaux est maintenue à terme.

RAPPEL DES ÉVÉNEMENTS DE 2011 à 2018

Décembre 2011, la Méthode (la 5e selon le statut de 2004 encore en vigueur) donnait 1,7 % comme résultat et un rapport de la Commission justifiait l'inapplicabilité de la clause d'exception (article 10 de l'annexe XI du statut).

Janvier et février 2012 la Commission déposait un recours devant la Cour de justice européenne (CdJe) contre le refus du Conseil d'appliquer le résultat de la Méthode pour 2011.

7 et 8 février 2012, dans le contexte de la définition du Cadre financier pluriannuel (CFP) 2014-2020, la décision concernant les économies budgétaires de fonctionnement des institutions entraînait le blocage complet des rémunérations et pensions pour 2013 et 2014.

Décembre 2012, la Méthode donnait à nouveau un résultat de + 1,7 % et un nouveau rapport de la Commission confirmait que la situation économique ne justifiait pas l'application de la clause d'exception pour cette période de référence. Le Conseil ne réagissait pas à la nouvelle proposition de la Commission qui a lancé une nouvelle action en justice.

Novembre 2013, contre toute attente et contre l'avis de l'Avocat Général, les arrêts de la Cour de Justice européenne tombent dans les affaires C-63/12, C-66/12 et C-196/12. Ces arrêts reconnaissent le droit du Conseil de décider d'appliquer la clause d'exception statutaire sans toutefois se prononcer sur le fond des principes de la Méthode et de quelle manière le Conseil devait motiver sa décision. Fin février, début mars 2014, la Commission présentait au Conseil et au Parlement européen une nouvelle proposition de 0,9 % respectivement pour 2011 puis 2012. Cette proposition qui n'était pas concertée avec les OSP représentatives des institutions était totalement arbitraire et censée refléter les effets de la crise. Ignorant cette nouvelle proposition au rabais de la Commission, le Conseil et le Parlement, en se référant à l'arrêt de la CdJe, décidaient que la clause d'exception s'appliquait que et la crise justifiait une application partielle de la Méthode, à savoir : 0 % pour 2011 et 0,8 % pour 2012 (voir VOX 97 pages 14 & 15)¹.

¹ Cette application erronée – selon nous – de la Méthode 2004-2012, après 41 ans d'expérience positive, avait fait baisser le pouvoir d'achat de la grille de 5,5 % au cours des seules années 2011 & 2012 !

Ainsi, en cinq ans, nos pensions, ultérieurement bloquées en 2013 et 2014, n'avaient été augmentées en nominal que de 0,9% (0,1% en 2010 et 0,8% en 2012) soit une perte de

LE RECOURS

- ❑ L'AIACE s'est jointe aux OSP des institutions, après les réclamations statutaires d'usage (selon l'art. 90 du statut), refusées par la Commission et le Conseil, pour introduire des recours individuels devant le Tribunal de la Fonction publique européenne (TFPE) contre la décision du conseil concernant l'application partielle de la Méthode 2004-2012.
- ❑ Le 12 janvier 2015, ce qui allait devenir le recours Ludwig Schubert et consorts a été enregistré par le TFPE (F4/15).
- ❑ Après la fusion du TFPE avec la première instance du Tribunal de l'UE et l'arrêt—rejeté— sur une autre affaire (T456/14), l'examen de notre recours - qui avait été suspendu - reprend sous le Nr T530/16.
- ❑ Une audience orale a eu lieu le 21 février 2018, au cours de laquelle, fait très exceptionnel, les juges de la CdJe chargés de l'affaire ont demandé directement à L. Schubert présent à l'audience d'expliquer certains moyens du recours ainsi que le contexte économique de l'UE au moment de l'application contestée de la Méthode en 2011 et 2012.
- ❑ **Finalement au moment de clôturer la mise en page de ce numéro de VOX, on apprend que l'arrêt sera rendu publiquement le 13 décembre soit juste avant la parution de ce VOX 111.**

pouvoir d'achat de 9,6 % en 2014 par rapport à 2009 avant l'application de la nouvelle Méthode à partir de 2015

ESPACE D'ACCUEIL DU PMO

Vous êtes de passage à Bruxelles et vous voulez régler des problèmes de Caisse maladie ou de pensions ?
L'espace d'accueil du PMO vous attend.
Il se situe au rez-de-chaussée du bâtiment MERO 41 avenue de Tervuren 1040 Etterbeek (métro Mérode).

Il est ouvert à tous les affiliés actifs et pensionnés pour traiter les questions relatives au **RCAM (Caisse maladie)**.
Du lundi au vendredi de 9H30 à 12H30, sans rendez-vous.

Pour des questions concernant **votre pension**, contactez votre gestionnaire (sur la fiche de pension) et convenez d'un rendez-vous dans cet espace d'accueil. En alternative vous pouvez utiliser la nouvelle boîte fonctionnelle:

PMO-PENSIONS@ec.europa.eu

YAMMER AFTER EC : VOTRE RÉSEAU SOCIAL

Yammer After EC est une plateforme sociale de discussion et d'échange d'informations. Ce réseau est réservé aux anciens fonctionnaires des Institutions européennes à la retraite et leur permet d'être connectés. Retrouvez-y vos anciens collègues en parcourant la liste des membres.

Contactez-les directement en leur laissant un message privé ou postez un message en indiquant qui vous avez perdu de vue et vous aurez probablement la chance qu'on vous guidera jusqu'à ce collègue.

Yammer After EC facilite la circulation des idées et organise les échanges sous forme de groupes d'intérêt auxquels vous choisirez d'adhérer ou non. Créez-en un, participez à la discussion, ajoutez le cas échéant des images, documents, liens hypertexte, etc. à votre message pour appuyer votre discours, sollicitez l'avis des autres. Posez des questions, l'expérience d'une personne sera partagée avec d'autres, par exemple sur le RCAM en ligne ou encore sur les pensions, etc.

Plusieurs groupes d'aide en ligne (Help Yammer After EC, Help PMO Contact, Help RCAM-JSIS, Help ECAS, My Intracomm

News) ont notamment été créés par des bénévoles de l'AIACE Internationale.

Certains fonctionnaires en activité, à la Commission et dans d'autres institutions européennes, travaillant dans le domaine des Ressources Humaines (DG HR, PMO, etc.) choisissent de se faire membres du réseau, sur une base volontaire, et sont disponibles pour répondre aux questions et/ou donner un retour d'information sur des difficultés rencontrées par des retraités. Rendez-vous sur le site <https://www.yammer.com/afterec/> pour vous inscrire directement.

Entrez uniquement votre adresse email PRIVEE (même si on demande votre adresse professionnelle!) et attendez qu'un administrateur du réseau vous envoie une invitation à partir de Yammer After EC. Il suffira ensuite de suivre les instructions qui y seront indiquées.

Afin de nous permettre de vous identifier en tant que retraité des Institutions européennes, l'Administrateur du réseau vous demandera le cas échéant de préciser vos nom et prénom et votre numéro de pensionné.

BREXIT:

BRUSSELS, 14 NOVEMBER 2018, A CRAZY WEEK

After 17 months of negotiations and less than 140 days before the United Kingdom's exit from the EU, a draft agreement was approved by the negotiators. The 585-page draft Brexit deal is aimed at ensuring a smooth divorce next March and outlining a transition period for both sides to adjust to the break. Key provisions aim to avoid a hard border between EU member Ireland and Northern Ireland, part of the UK, protect citizens' rights and settle Britain's last bill. (Below the statement by Michel Barnier.) The resignation of several ministers of government, including the one in charge of Brexit, seriously weakens Prime Minister Theresa May, who is trying to stay on course in the Chaos of Brexit.

Statement by Michel Barnier

"Ladies and gentlemen, this evening, we have just published, with the UK Government, the full draft agreement on the orderly withdrawal of the United Kingdom, as agreed by the negotiators on both sides. We are also publishing an annotated outline of the Joint Political Declaration on the framework of our future relationship. This is the result of intensive negotiations, which began 17 months ago, and I would like to thank both our teams for their commitment. On a personal level, I would also like to say how honoured and fortunate I have been to lead an outstanding team here. This agreement marks a crucial step towards concluding these negotiations.

It is also the result of negotiations which were conducted in transparency from the outset, in accordance with our respective mandates. This draft withdrawal agreement comprises 185 articles, 3 protocols and several annexes.

It is a precise and detailed document, as befits an international agreement in such exceptional circumstances, to provide legal certainty for all persons and in respect of all the issues where we have to manage the consequences of Brexit.

I would like to mention five areas in particular:

First, citizens' rights, which have always been our common priority, and certainly the priority of the European Parliament and the Member States.

EU citizens established in the United Kingdom and UK citizens established in an EU Member State before the end of the transition period will be able to carry on living their lives as before in their country of residence.

They will be able to carry on living in their country of residence, study there, work there, receive benefits there or have their families join them there, throughout their lifetime.



The second issue is the financial settlement:

We have agreed that the financial commitments undertaken as 28 shall be honoured as 28. We wanted, together, to provide reassurance to the beneficiaries and regions, supported by the EU budget, both in the EU and in the UK.

My third point concerns the numerous other issues on which we had to agree and for which we have identified solutions to provide for this orderly withdrawal.

These include, for example:

Matters relating to Euratom;

The protection of existing intellectual property rights, such as the 3,000 geographical indications or all Community trademarks and designs or models;

The use and protection of personal data exchanged before the end of the transition period.

A fourth key issue which we have resolved is governance of the



Withdrawal Agreement:

- ❑ It was as important for us as it was for the UK to ensure the proper implementation of this agreement. The agreement's very credibility is at stake.
- ❑ As with any international agreement, the draft agreement establishes a framework with an initial stage for the political resolution of disputes and, where disagreement persists, the resolution of such conflicts by an arbitration panel.
- ❑ And of course, where disagreement involves a matter of interpretation of EU law, the European Court of Justice will continue to fulfil its role.

Fifthly, and finally, we have agreed on a transition period:

- ❑ The United Kingdom will leave the European Union and all its institutions on 29 March 2019, in accordance with its wishes.
- ❑ However, for a period of 21 months, from 30 March 2019 to 31 December 2020, we have agreed to keep matters as they are with regard to the internal market, the customs union and European policies, with their rights and obligations.
- ❑ This will allow citizens, administrations and businesses, in particular SMEs, to prepare and adapt – but only once – to this change before the future relationship is in place.
- ❑ We also include the possibility of extending this transition once, for a limited period, by joint agreement."

Read more about the three protocols in annexes:

On Gibraltar; Cyprus; Ireland and Northern Ireland.
http://europa.eu/rapid/press-release_SPEECH-18-6426_en.htm

UK CABINET MINISTERS APPROVE DRAFT BREXIT DEAL

British Prime Minister Theresa May says her Cabinet has backed a draft Brexit deal with the European Union after an 'impassioned' five hours debate.

She said: 'This is a decisive step which allows us to move on and finalise the deal in the days ahead.'

That will be a Withdrawal Agreement running into hundreds of pages, and a political declaration on the outline of the future partnership of just a few pages.

Next steps

The EU and UK negotiators will continue their work on the political declaration on the framework for the future relationship based on the outline published today. The President of the European Council has decided to convene a meeting of the 27 Heads of State or Government on the 25th of November. It will be up to the European Council (Article 50) to endorse the Withdrawal Agreement and the joint political declaration on the framework of the future relationship.

Once the Withdrawal Agreement is endorsed by the European Council (Article 50), and before it can enter into force, it needs to be ratified by the EU and the UK. For the EU, the Council of the European Union must authorise the signature of the Withdrawal Agreement, before sending it to the European Parliament for its

consent. **The United Kingdom must ratify the agreement according to its own constitutional arrangements.**

17th November: the 27 European foreign ministers give the green light to the draft agreement.

UN NOUVEAU REFERENDUM EST-IL ENCORE POSSIBLE ?

Le 19 novembre, JEAN-GUY GIRAUD y croit encore !

Les déclarations des dirigeants britanniques favorables à l'organisation d'un **nouveau référendum sur le Brexit** se multiplient. Les deux dernières en date émanent de **Tony Blair** et de **Jo Johnson** — soit d'un ancien PM du Labour et d'un ministre (récemment démissionnaire) Conservateur.

Ces deux personnalités se rejoignent pour considérer que : l'accord UE/UK obtenu par Mme May est inacceptable parce que

- ❑ contraire aux intérêts britanniques ;
- ❑ une absence d'accord serait la pire des issues pour le Ru.

Comme l'un et l'autre admettent l'impossibilité de parvenir à un meilleur accord avec l'UE, ils envisagent ouvertement la seule alternative à ce blocage : **un nouveau référendum** qui trancherait le débat en posant clairement les trois options :

- ❑ accepter le projet d'accord et donc confirmer la sortie du Ru sur cette base ;
- ❑ refuser le projet d'accord et donc accepter une sortie sans accord ;
- ❑ décider le maintien du Ru dans l'UE et donc retirer la demande de sortie¹.

¹ voir : <https://www.lesamisdutraitedelisbonne.com/post-unique/2018/11/16/BREXIT-UN-RETOUR-AU-PEUPLE->



Pour **Jo Johnson**, partisan de la première heure du Brexit, un tel choix est surprenant. Mais c'est le résultat d'une analyse objective et sincère de la situation actuelle. Il ne précise d'ailleurs pas quelle serait sa réponse à ce referendum².

Pour **Tony Blair**, adversaire du Brexit depuis l'origine, cette voie s'impose d'elle-même et il indique clairement que, à son sens, ce referendum devrait aboutir au retrait de la demande de sortie de l'UE3.



Et Tony Blair d'ajouter une remarque supplémentaire à l'intention du côté européen (en fait du Conseil européen) « *aidez-nous pour éviter une erreur qui assombrira non seulement notre destin, mais le vôtre* ».

En clair, ne faites rien qui compromette la possibilité d'un retour en arrière du Ru - voire même faites un pas en avançant une proposition consensuelle sur un dossier commun tel que celui de l'immigration. Nous serons bientôt fixés sur l'éventuel referendum.

Ni le phénomène d'engrenage propre aux négociations de ce type ni la brièveté des délais impartis ne facilitent une telle volte-face. Mais c'est précisément dans des circonstances de ce type que des responsables politiques doivent avant tout prendre en compte « the big picture » c'est-à-dire celle des intérêts fondamentaux dont ils ont la charge.

2 *The democratic and politically sensible thing to do is to release us from the shackles of the referendum result and give the public the final say. Things have moved on palpably since June 2016. This would not be about re-running that referendum, but about asking people whether they want to go ahead with Brexit on these terms now that we know the exact nature of the deal that is actually available to us, whether we should leave without any deal at all or whether people on balance would rather stick with the deal we already have inside the EU.* FT 16/10/18

3 « Il n'est pas trop tard pour faire demi-tour devant l'imposse. Le Brexit est une mauvaise chose pour le Royaume-Uni. C'est également une mauvaise chose pour

l'Europe. Nous le savons tous. Il existe désormais un soutien plus important pour un nouveau référendum que pour toute alternative. Le Monde 20/10/16

L'UE ACTE SON DIVORCE AVEC LE ROYAUME-UNI

CONCLUSIONS DU SOMMET EXTRAORDINAIRE DU 25 NOVEMBRE 2018 À BRUXELLES

Les 27 États membres ont signé le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Les textes — l'accord ainsi que celui de la déclaration politique¹ décrivant les relations post-Brexit — doivent encore passer par la ratification du Parlement européen, puis obtenir l'accord du Parlement britannique, avant d'entrer en vigueur le 29 mars 2019.

J. C. Barnier a déclaré « *Nous resterons des alliés, des partenaires et des amis* ».

Le Président J.C Juncker a déploré que « *I'm sad because watching the UK ... leaving the EU is not a moment for jubilation but a moment of deep sadness and we make everything possible in order to have this divorce being as smooth as possible. but there are no smooth divorces* ».

Le Président D. Tusk s'est réjoui que les 27 aient passé « *le test de l'unité et de la solidarité* ».

Reste que l'accord des députés britanniques est loin d'être acquis lors d'un vote qui devrait

avoir lieu en décembre 2018. Theresa May est déterminée à obtenir cet accord « *with my heart and soul to win that vote and to deliver this Brexit deal* ». Elle a 15 jours pour convaincre la Chambre des Communes qui devra se prononcer sur l'accord le 11 décembre.

Should the withdrawal agreement be ratified in Westminster and the European parliament, it is further agreed that the UK will stay in the single market and customs union, without representation in any decision-making institutions, for a 21-month-long transition period following withdrawal on March 29, 2019.



1 *Political declaration setting out the framework for the future relationship between the European Union and the United Kingdom:*

<https://www.consilium.europa.eu/media/37059/20181121-cover-political-declaration.pdf>

Les informations publiées sur ces pages n'engagent que l'Office de gestion et liquidation des droits individuels (PMO).
The Pay Master Office (PMO) alone is responsible for the information set out on these pages.

PMO NEWS

Soins dentaires : nouveau formulaire

Un nouveau formulaire unique pour les frais de dentisterie est disponible sur la page « **Santé/Formulaires** » du portail Staff Matters <https://myintracomm.ec.europa.eu/staff/fr/health/Pages/form.aspx>

Il remplace tous les anciens formulaires* et peut être utilisé aussi bien comme devis que comme note d'honoraires.

Emportez-le avec vous lors de vos prochaines visites chez le dentiste ou le spécialiste qui, pour rappel, devra le compléter et y joindre l'attestation de soins/le reçu/la facture délivré(e) conformément à la législation nationale.

* devis dentaire, note d'honoraires et devis d'orthodontie

Pour contacter le Service Pension : un helpdesk téléphonique ou un email

Dans l'optique de continuer à améliorer les services qu'elle offre, l'unité Pensions du PMO (PMO.4) a créé deux nouvelles boîtes e-mail fonctionnelles (qui remplace la boîte e-mail personnelle des gestionnaires) :

PMO-PENSIONS@ec.europa.eu

pour les pensions d'ancienneté/invalidité

PMO-SURVIE@ec.europa.eu

pour les bénéficiaires d'une pension de survie/d'orphelin.

De plus, depuis octobre 2018, PMO.4 met à la disposition des pensionnés un nouveau numéro de téléphone unique :

+ 32 (0)2-297 88 00 accessible les jours ouvrables du lundi au vendredi de 9 h 30 à 12 h 30.

Ce service « Contact Pensions » répond aux questions des pensionnés sur la pension.

Contact Pensions est également à la disposition des veuves/veufs et orphelins.

Le nouveau numéro et les boîtes e-mail fonctionnelles sont indiqués sur les bulletins de pension.

Dental Treatment: New Single Form

A new single form for dentistry costs is available on the Staff Matters portal 'Health/Forms' page.

<https://myintracomm.ec.europa.eu/staff/en/health/Pages/form.aspx>

It replaces all the old forms* and can be used either as a cost estimate or as a bill form. Take it with you when next visiting your dentist or dental specialist who, as a reminder, must complete it and attach the certificate of treatment ('attestation de soins')/receipt/invoice issued in accordance with national legislation.

* estimate, bill for dental treatment, estimate for orthodontic treatment

To Contact The Pensions Unit: A Telephonic Helpdesk or an Email

With the aim of continuing to improve the service offered, Pensions Unit of PMO (PMO.4) has created two new single functional email boxes (replacing the personal email box of pension's handlers):

PMO-PENSIONS@ec.europa.eu

for old age/invalidity pensions

PMO-SURVIE@ec.europa.eu

for survivor/orphan pensions

Moreover, from October 2018, a new single telephone number is available for pensioners' questions:

+ 32 (0)2-2978800 during the working days from Monday to Friday between 9:30 am and 12:30 pm.

This 'Contact Pensions' is also available for widows and orphans.

The new telephone number and the functional email boxes are displayed on pension slips.





AIACE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ANCIENS DE L'UNION EUROPÉENNE
INTERNATIONAL ASSOCIATION OF FORMER OFFICIALS OF THE EUROPEAN UNION

DEMANDE D'ADHESION / MEMBERSHIP APPLICATION

*(à ne compléter que si vous n'êtes pas encore membre
to be filled in only if you are not yet a member)*

Nom et Prénom (+ Nom de jeune fille pour les femmes mariées) :
Name and Forename (+ maiden name where applicable) :

.....

N° de pension/Pension Nr :

Nationalité/Nationality :

Date de naissance/Date of birth :

Sexe/Sex : M F

Domicile (adresse complète/Full home address)

Rue/Street.....**n°/Nr**

Bte/Box.....

Code postal/Postcode : **Localité/Town :**

Pays/Country :

Téléphone/Telephone: **GSM/Mobile:**

Courriel/Email:

**Demande à adhérer à l'AIACE par l'intermédiaire de la Section (*) (normalement
le pays de résidence) / I hereby apply for membership of AIACE through the
national Branch (normally country of residence) :**

**J'autorise / Je n'autorise pas l'AIACE à utiliser mon adresse de courriel pour l'envoi
d'informations / I hereby give permission / I do not give permission to AIACE to use
this email address to send me information**

Dernière fonction exercée au sein des Institutions/Last post held with the Institution:

.....

**Dernière Institution dans laquelle vous avez travaillé/Institution where this post was
held:**

Période de service/Period of service : Du/From **au/to**

**Est-ce que vous avez une expérience/expertise particulière que vous souhaitez
mettre à la disposition de l'AIACE si le besoin se présente?/Do you have any
particular experience or skill that you would like to offer to AIACE if the need
arises?**

Fait à/Place **Date**

SIGNATURE :

A RENVoyer A / PLEASE SEND TO:
Secrétariat de l'AIACE Internationale
N105 00/036
105 Av. des Nerviens
1040 Bruxelles

L'AIACE REÇUE PAR LE PRÉSIDENT JEAN CLAUDE JUNCKER

Le 11 octobre, le Président Jean-Claude Juncker a reçu une délégation de l'AIACE (Association des Anciens des Institutions de l'Union européenne) composée de son Président Joaquín Díaz Pardo, de son Vice-président Heinz Zourek et de son Secrétaire général, Didier Hespel.

Des propos sur les défis auxquels l'Union a fait face sous le leadership du Président Juncker, à la tête de la Commission, ont introduit la rencontre : Monsieur Díaz Pardo faisant mention à un récent colloque dans laquelle on avait évoqué que ce leadership du Président Juncker avait récupéré « l'âme politique » de la Commission.

Le contexte de cette rencontre, comme il a été souligné, était particulièrement significatif pour l'AIACE, du fait de se situer à cheval entre le 10^e anniversaire, cette année-ci, de l'accord de coopération et de partenariat avec la Commission et du 50^e anniversaire de l'association à fêter l'année prochaine lors des Assises à Lisbonne (où l'AIACE a invité le Président Juncker).

On a fait également mention aux initiatives à caractère européen menées par l'AIACE à différents niveaux et en coopération avec les institutions.

L'AIACE a aussi expliqué l'initiative de son Président sur le rôle fondamental et la nature unique de la fonction publique européenne (à laquelle on peut être fier d'appartenir, comme

l'a confirmé le Président Juncker qui a souligné la qualité de cette fonction publique).

L'AIACE a exprimé le souhait de renforcer sa participation au dialogue avec la Commission en raison notamment de la longue expertise de ses membres et des contributions constructives qu'elle peut donc y apporter ; elle a également exposé toutes ses actions sociales décentralisées en coopération avec les services sociaux des institutions, et ce en faveur de tous leurs pensionnés.



vie de l'aiace programme de travail

PROGRAMME DE TRAVAIL 2018-2020

UN CONTEXTE EN CHANGEMENT

*Tout au long de sa vie, l'AIACE a connu différents contextes de l'évolution de l'Union, marqués par des changements à tous les niveaux: ceux concernant l'évolution des objectifs d'intégration européenne et ceux qui concernent l'Administration des Institutions. Les réformes successives de la fonction publique européenne et de ses statuts ont constitué des chapitres marquants. Cette évolution continue et de nouveaux défis apparaissent. Ce projet de programme vise à faire face à ce contexte en mouvement, tant en assurant la **bonne continuation des actions développées** avec succès par l'AIACE, en particulier sa contribution au développement des systèmes de pensions et de la Caisse Maladie, qu'en concentrant son **attention sur les nouvelles demandes**.*

PAR JOAQUÍN DÍAZ-PARDO, PRÉSIDENT DE L'AIACE INT.

1. Coopération avec les Institutions européennes

Tout le travail de l'AIACE est encadré dans l'**esprit de coopération active** avec les Institutions qui inspire l'**Accord Commission européenne — AIACE Internationale** signé en 2008. Son dixième anniversaire sera célébré par une **Déclaration conjointe** réaffirmant solennellement cette volonté de coopération et soulignant les possibilités pour son développement.

Les lignes principales de coopération mettent l'accent sur l'expertise

de l'AIACE et sur le souhait de la partager avec les actifs et avec les Institutions. Le fructueux **travail dans les comités et groupes paritaires** (CGAM, Groupe technique, Groupe d'harmonisation) sera complété par des **initiatives spécifiques sur des sujets d'importance**, notamment par la préparation de **documents consolidés** sur les grands thèmes de coopération.

Le premier document consolidé, sur les pensions, vient d'être finalisé, et sera suivi d'un autre sur le RCAM.

2. Pensions

Continuer le **bon travail de suivi et d'analyse** de tout ce qui concerne les pensions, en particulier les **aspects budgétaires**, pour **assurer la défense du système** contre des possibles risques de dégradation ; suivre et expliquer la **situation et le fonctionnement des contributions** ; obtenir la juste **présentation de la dette** dans le bilan ; suivre les dépenses.

Un document consolidé sur les pensions vient d'être finalisé et sera présenté au CA.

3. RCAM

Continuer l'actuelle ligne de travail sur la **médecine préventive**, tant sur le **contenu et les modalités de mise en œuvre des programmes** de dépistage que sur l'**aide aux membres dans les aspects pratiques**. L'AIACE peut aider à l'**identification des partenaires de qualité** dans les différents États membres.

Cette identification de partenaires peut être également utile au-delà de la médecine préventive. Les **accords établis par quelques sections avec des prestataires de services médicaux** semblent ouvrir une voie prometteuse de coopération, tant pour la **qualité des services** aux membres que pour un **meilleur contrôle des coûts, et ceci également pour le bénéfice des actifs**. Les problèmes spécifiques des **coûts au Luxembourg** exigent une attention spécifique. Suivre la **révision des DGE** qui semble s'annoncer et, le cas échéant, faire des propositions de modification.

La **dépendance** émerge comme un sujet de grande importance, étant donné l'âge avancé, souvent la manque d'un support familial suffisant, et le nombre croissant de membres de l'AIACE. Il est nécessaire de **garder la dépendance dans le système général**. L'évolution actuelle des coûts montre que celle-ci est une option raisonnable.

4. Social

Les actions sociales sont un des principaux sujets de coopération entre l'AIACE et les institutions européennes. En effet, l'AIACE a montré sa valeur et son efficacité pour **répondre aux besoins à caractère social** ; une réponse qui se fonde sur les **avantages de la proximité**, la **bonne connaissance des problèmes** et les **opportunités sur place**.

Les institutions reconnaissent ces avantages et souhaitent développer et renforcer cette coopération. La récente initiative de la **création du réseau des « Ambassadeurs »** est bien partie et aura tout notre attention et support.

Les échanges d'**expériences et de bonnes pratiques** entre les différentes sections seront également encouragés. Le partage du **projet de Guide pour les familles** sera soutenu avec intérêt.

5. Information et communication

L'information et la communication s'avèrent être des services d'une grande importance pour les membres d'AIACE, et ce tant avec les

institutions européennes comme entre les sections nationales. Pour cette raison, elles seront une priorité dans les prochaines années.

Au premier lieu, le magazine **VOX, le principal instrument d'information et de communication pour les pensionnés**, fera l'objet d'une attention particulière, tant dans sa version imprimée comme sur celle en ligne, qui développera son accessibilité sur internet ou les médias sociaux

Le transfert des services de la Commission (RCAM, Sysper, My IntraComm [Staff Matters], PMO Contact) aux **plateformes numériques** sécurisées exige un travail d'information et d'aide aux affiliés. Il faudra également pour

suivre la mise à disposition des affiliés des **outils conviviaux de communication en réseau** tels que Yammer, dont la continuation du contrat vient d'être assurée par la Commission. L'Helpdesk de l'**AIACE-Internationale** y joue un rôle essentiel.

La coopération avec la DG RH, le PMO et l'OIB pour l'**amélioration des produits d'information et de communication sur papier**, tant ceux des institutions comme ceux des sections nationales, est aussi prioritaire.

Finalement, une attention spéciale sera donnée au **suivi des négociations sur le Brexit**, dont les conséquences peuvent avoir un grand impact sur les pensionnés de l'UE résidents au Ru ainsi que pour les pensionnés britanniques résidents ailleurs qu'au Ru. L'AIACE a déjà été invitée à des réunions avec l'équipe, et informera ses affiliés des résultats.

6. L'AIACE et la construction européenne

Au-delà des activités précédentes, l'Article 4 du Statut de l'AIACE énumère une série d'activités axées sur l'**étude des problèmes** que pose l'**intégration européenne** et à la **sensibilisation de l'opinion publique à ces problèmes**.

L'AIACE se propose de contribuer à ce débat important, entre autre par :

- ❑ l'inclusion chaque année dans les **Assises** des interventions d'intérêt européen ;
- ❑ l'inclusion sur **VOX** des articles d'analyse sur des problèmes et perspectives de l'intégration européenne ;
- ❑ la coopération avec des associations européennes telles que le **Mouvement européen**.

7. Réflexion sur la Fonction publique européenne

Finalement, l'AIACE propose une **réflexion approfondie** sur un sujet que pourrait être considéré comme notre socle commun : notre expérience professionnelle comme fonctionnaires de l'Union européenne.

À cette fin, le Président a lancé une **initiative spécifique sur le rôle et l'avenir de la Fonction publique européenne**, qui sera présentée au Président Juncker lors de sa prochaine rencontre avec l'AIACE internationale.



MEETING WITH THE NEW PRESIDENT OF THE EUROPEAN MOVEMENT

On October 10 last, I had the opportunity to hold a meeting, on behalf of AIACE, with Eva Maydell the new President of the European Movement. The meeting took place in Brussels at the premises of the European Parliament where she sits as a member. Mrs Maydell was accompanied by the Secretary General, Petros Fassoulas.

BY JOAQUÍN DÍAZ PARDO – OCTOBER 18, 2018.

The very young Eva Maydell is a Euro-enthusiastic, whom I had previously met in Brussels in November 2017 at the occasion of the plenary session of the European Movement, where she was elected. The election of Mrs Maydell undoubtedly represents a generational renewal within the European Movement.

Collaboration between AIACE and the European Movement has already been taking place, as our former president Bernhard Zepter was very keen on promoting such collaboration.

This meeting, other than its courtesy aspect, was about keeping continuity and improving and framing such collaboration in a more concrete and systematic way, being this at present part of the presidential work program of AIACE as far as European initiatives are concerned.

It was said that among the national sections of AIACE, the level of cooperation varies, and it is uneven, similarly to be the activities of organisations within the European Movement in the different

a useful cooperation, both in the short and medium terms, a first approach was proposed according to the following:

Cooperating in the framework of the strategic plan built up by the European Movement: the European Movement would provide



Petros Fassoulas

Member States also uneven. It was underlined that the European Movement gathers about 40 different associations, including several types of stakeholders and civil society organisations at large, constituting, however, a good structured network with which AIACE members could cooperate. It was also reminded that some AIACE national sections are particularly active in European activities in several cases in a successful joint involvement with the European Movement.

With the aim of trying to set forth and effectively implement



Eva Maydell European Movement's President

us with the relevant contacts which would be communicated to our sections whose members so wishing could get involved in the ongoing or planned initiatives in particular in view of the next European Parliament May 2019 elections.

An exchange of publications in their respective newsletter and VOX review, by means of articles, events, reports, etc.-

mutually participating in the respective sessions or congresses (it was mentioned in the Valencia ASSISES where members of the European Movements actively participated, as well as the recent joint presence in the context of the 70th anniversary of The Hague Congress).

This set of lines of action would allow establishing a concrete form of cooperation. It would also foster an exchange of good practices among European Movement national organisations and AIACE national sections in view to implementing joint initiatives under a regular basis.

Mrs Maydell invited AIACE to the next Vienna annual congress and it was as well agreed that a European Movement representative (Mr. Fassoulas) would participate in the next Board October meeting of AIACE, while AIACE Vice-president Mr. Zourek, will likely represent AIACE in the mentioned Vienna Congress.

1 1 Eva Maydell (en bulgare : Ева Майдел), née Раунова (Паунова) le 26 janvier 1986 à Sofia, est une femme politique bulgare, membre du « Citoyen pour le développement européen de la Bulgarie » (GERB).

LA SECTION BELGIQUE CLÔTURE L'ANNÉE 2018 ET SE PRÉPARE POUR 2019, UNE ANNÉE CRUCIALE

L'année 2018 s'achève, le solstice d'hiver annonce à l'horizon 2019 une année qui se présente plus inquiétante que jamais, sous un ciel lourd de nuages que même les plus optimistes ne peuvent ignorer.

PAR RAFFAELLA LONGONI PRÉSIDENTE

Tout au long de l'année, la section a poursuivi et élargi ses activités et cette année 2019 a déjà pris sa place dans nos agendas, nos perspectives et nos engagements pour l'avenir.

Quelques chiffres à jour

La section compte 4800 membres lors du dernier relevé de la mi-novembre, dont environ 750 ne disposent pas de liaison Internet. Dans cette optique, le CA maintient son approche rapide et pragmatique en limitant les envois papier aux membres ne disposant pas de courriel. Seules exceptions resteront l'Écrin et la brochure « Entraide sociale », envoyés à tous sur support papier.

Le secteur social

Il constitue toujours notre activité fondamentale sur le terrain. 41 bénévoles assistent 110 personnes en difficulté, essentiellement de nature médicale et administrative. Des bénévoles néerlandophones disposés à couvrir la Région flamande sont toujours les bienvenus ! La section envisage la création d'un « Groupe de parole » pour les membres ayant perdu — récemment ou pas — leur conjoint et souhaitant partager cette expérience difficile avec d'autres veufs et veuves. La DG HR a donné son soutien et son approbation à cette initiative.

Activités culturelles et de loisirs

Lors du deuxième semestre 2018 ont été organisés 2 expositions, 3 excursions, la croisière fluviale sur le Douro ainsi que 2 grands voyages (Bulgarie et Québec). La conférence sur « les enjeux politiques de la Chine actuelle » a remporté un succès remarquable

grâce au professeur Struye de Swielande de l'UCL. Nous avons obtenu autant de succès avec la conférence de septembre sur « La Turquie d'Erdogan » par le professeur Eiffing, également de l'UCL. Le livre de notre collègue M. Denuit intitulé "Herbert Marcuse - Révolution et philosophie" sera présenté lors d'un thé littéraire le 23 novembre. Et enfin, la dernière conférence l'année, fixée au 12 décembre est de caractère médical et porte sur la prévention et la thérapie des AVC.

Le programme pour 2019 porte sur un voyage en Sicile, une croisière en juin entre Moscou et Saint-Petersbourg et une réplique "symétrique" en juillet entre Saint-Petersbourg et Moscou, afin de satisfaire toutes les demandes, un voyage en République tchèque, une excursion "classique" dans les châteaux de la Loire et un voyage dans les pays baltes.

Site Web et aide informatique

Le site Web www.aiace-be est opérationnel, et fera l'objet d'une révision exhaustive en 2019. Il relate nos activités, ainsi que les événements que nous signalent nos membres ou d'autres associations "amies" (Femmes d'Europe, l'Atelier théâtral des institutions européennes, etc..).

RCAM

La présence d'une collègue du PMO 3 à notre siège au G1, concrétisée depuis le 24 mai, est confirmée pour 2019. Les prochaines dates seront publiées dans l'Écrin, diffusées par email via notre habituel système de diffusion d'info-membres ainsi que sur le site Web www.aiace-be. Je remercie les services du PMO 3 qui ont fait preuve d'une véritable philosophie de service vis-à-vis des anciens.

Relations avec l'AIACE Internationale

La section compte sur une deuxième présence au Bureau, Erik Halskov s'ajoutant au président d'honneur, Ludwig Schubert.

L'année 2019 sera la dernière de notre mandat. Nous mettrons tout en œuvre pour maintenir et améliorer le niveau de nos services, réaliser les projets en cours et assurer de manière optimale le passage du témoin en 2020.

En attendant, au nom de toute l'équipe de la section Belgique, je tiens à souhaiter aux membres de l'AIACE, toutes sections confondues et à tous les anciens de l'UE, une belle année 2019, en espérant que les résultats des élections du Parlement européen n'en fassent pas l'année de tous les dangers, mais bien celle où tous les espoirs sont permis.



Voyage en Bulgarie

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2019

Lors de sa dernière assemblée générale qui s'est tenue à Lyon en mars 2018, la section France a lancé un appel aux adhérents afin de voir dans quelle mesure ils pourraient participer aux diverses initiatives pour inciter les Français à voter aux prochaines élections du Parlement européen. À la suite de cet appel, un certain nombre d'adhérents a pris des initiatives personnelles (engagement dans « Team Europe », « Back to school », participation aux consultations citoyennes, etc.). Cette année, nous avons aussi décidé de promouvoir la coopération avec les bureaux de représentation de la Commission et du Parlement européen à Paris et à Marseille, pour mettre à disposition nos connaissances et expériences. Enfin, nous avons également demandé à nos délégués régionaux d'être les points de contact pour des demandes d'interventions d'organisations telles que le Mouvement européen.

PAR ISABELLE KARDACZ, REDACTRICE EN CHEF DE L'INFO, MAGAZINE BIMESTRIEL DE LA SECTION FRANCE DE L'AIACE

Prochaine Assemblée générale de l'AIACE-France

Notre assemblée générale aura lieu le 29 mars 2019 à Paris. Elle aura comme thème de travail, le résultat des consultations citoyennes lancées par le Président Macron en avril 2018 pour permettre aux citoyens de se réapproprier le projet européen. Elles auront duré jusqu'en octobre 2018 et les résultats seront dès lors exploitables. Lors de cette Assemblée générale, un vote aura lieu pour renouveler le comité. Le nouveau comité élu procédera ensuite à la désignation du nouveau bureau et du nouveau président ou de la nouvelle présidente.

Cartes d'adhérents

La section France a établi des cartes d'adhérents avec les coordonnées du RCAM (Ispra). Ces cartes plastifiées, au format d'une carte de crédit, ont pour objectif notamment de faciliter la communication avec les hôpitaux. 750 membres ont reçu leur carte et ont considéré cette initiative, comme très utile. Un deuxième tirage sera lancé prochainement pour permettre de servir l'ensemble des 1100 affiliés à l'AIACE-France.

Conditions d'hébergement et de travail du secrétariat à Paris

Des démarches sont en cours auprès des institutions via l'AIACE-Internationale. Nous rappelons constamment, l'urgence d'obtenir rapidement une amélioration des conditions d'hébergement et des moyens décentes pour les 4 bénévoles qui travaillent dans un environnement indigne et dangereux.

Activités régionales

Les délégués régionaux et les équipes de bénévoles répondent régulièrement aux demandes d'aide dans tous les domaines. Ils accomplissent un travail social remarquable et apprécié par les adhérents à l'AIACE-France.

Quant à la convivialité, la rentrée a été marquée par une série de rencontres organisées avec dévouement par les délégués ou responsables régionaux :

- en région PACA, la sortie de 3 jours autour des bonnes tables et des beaux musées de la Côte d'Azur a remporté un franc succès (Antibes et sa vieille ville ; le Cannet et son musée Bonnard ; Mougins et son musée d'art antique ; Saint-Paul

- de Vence et sa fondation Maeght sans oublier le célèbre restaurant étoilé Alain Llorca, à la Colle sur Loup, avec une vue magnifique sur les remparts de Saint Paul de Vence) ; en Occitanie, une belle balade d'une journée, en péniche sur le canal du Midi, a été organisée au départ de Béziers. Cet ouvrage d'art exceptionnel est l'un des plus anciens canaux de France toujours en fonctionnement. Il est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1996. D'une longueur de 241 km, il relie Toulouse à Sète ;



- nos collègues bretons ont organisé une excursion sur l'Île de Groix qui a été marquée par un accostage par les fusiliers marins en train de faire un exercice « prise d'otages » ;



vie de l'aiace section France

- ❑ notre collègue René Guth a eu un nombre record de participants (30 % des adhérents de la délégation Grand Est) pour la visite de Sélestat et de son nouveau musée humaniste avec l'implication très active et hospitalière de Christiane et Raymond Muller ;
- ❑ en région parisienne, les rencontres littéraires mensuelles



et les balades à la découverte de quartiers de Paris se poursuivent ;

- ❑ le 19 octobre, une vingtaine d'adhérents ont participé à une visite privée de la Monnaie de Paris. Créée en 864 sous le règne de Charles II, elle fut d'abord située sur l'île de la Cité, au Palais royal, puis sur la rive droite, avant d'être établie à l'emplacement actuel, quai de Conti. C'est l'une des plus vieilles entreprises du monde et la plus ancienne institution française toujours en activité. Une visite guidée passionnante qui s'est achevée par un repas convivial.



vie de l'aiace sección España

REUNIÓN DE ASOCIADOS DE LA REGIÓN DE VALENCIA

Con la asistencia de unos 40 asociados de la región de Valencia, tuvo lugar en Alicante el 5 de octubre pasado una reunión convocada por el Delegado Territorial y miembro de la Junta Directiva, Juan Luis Cervera, cuya organización estuvo en las buenas manos del miembro de la Asociación Enrique Juaristi, excelente conocedor de la ciudad, que eligió un enclave soberbio para la reunión



enfrente del puerto deportivo, el Real Club de Regatas, justo, donde los asistentes pudieron disfrutar, además de la belleza del lugar, de unos magníficos arroces. Él

se encargó de contactar con los residentes en Alicante.

Asistieron también, llegados desde Madrid, nuestro Presidente Joaquín Díaz Pardo y el Secretario General Adjunto Enrique Mariño.

La sobremesa sirvió para que el Presidente explicara a grandes rasgos las líneas de actuación tanto de AIACE Internacional, que preside desde mayo de este año, como de AIACE España, subrayando en su intervención la importancia de los temas de actualidad europeos y la estrecha colaboración que la sección española mantiene con la Comisión y con el Movimiento Europeo, participando en numerosos debates y conferencias.

Un elemento a destacar fue la asistencia a esta reunión de un nutrido grupo de funcionarios jubilados y algún representante de la Agencia de Propiedad Intelectual, EUIPO, cuya sede se encuentra en dicha ciudad,

que se sumaron a los que habitualmente ya venían participando en estos encuentros, que sirven para recordar los años de servicio, así como toma de conocimiento de nuestras actividades y punto de partida de futuras colaboraciones.

Finalmente y antes de dar por concluida la reunión, el Presidente respondió a algunas cuestiones de carácter sanitario planteadas por los asistentes y animó sobre todo a que se ofreciesen más voluntarios para ocuparse de tareas de índole social en la región.



MITGLIEDERVERSAMMLUNG AM 28. AUGUST 2018 UND FOLGEPROGRAMM

In der Aussprache zum Rechenschaftsbericht des Vorstands informiert der Vizepräsident der AIACE-INTERNATIONAL, H. Zourek, die Mitgliederversammlung über das Programm des bei den «Assisen» der AIACE INTERNATIONAL in Valencia neu gewählten Vorstandes. Der neue Vorstand will sich insbesondere auf die Themen «Zukunft der Pensionen», «Vorsorgeuntersuchungen» und «Pflegeversicherung» konzentrieren.

VON RENATA FACKLER

Im anschließenden Workshop mit unserem Ansprechpartner/innen der GFKS in Luxemburg, Frau Provvedi und Herr Friederes, wurden wie üblich interessante Informationen (auch Info-



Material) gegeben und allgemeine Fragen zur Krankenkasse beantwortet. Der Nachmittag wurde eröffnet mit einer



spannenden Podiumsdiskussion über den aktuellen, delikaten Zustand der EU und die möglichen Perspektiven. Die Diskussion wird hier von unserem Präsidenten, Herrn Fehr, eingeleitet, der auch gebeten wurde, auf dem Podium Platz zu nehmen. Danach wird das Gespräch sehr anregend moderiert von der Korrespondentin des Deutschland-Funks in Brüssel und Berlin, Frau Riedel (1. v.l.). Besorgniserregende, aber auch hoffnungsvolle Einschätzungen trug der Leiter der EU-

Delegation in Deutschland, Herr Kühnel (2. v.r.) vor. Frau Schreyer, ehemalige Kommissarin in der Prodi-Kommission, nahm eher Bezug auf ihre anschließenden ehrenamtlichen Engagements, z.B. als Vize-präsidentin der Europäischen Bewegung Deutschland e.V. Zudem engagiert sie sich in der universitären Lehre im Bereich der Europa - wissenschaften mit Schwerpunkt auf Finanz- und Wirtschaftspolitik. Chancen für die EU sieht sie vor allem in einer verstärkt europapolitisch ausgerichteten Ausbildung der Jugend. Die junge, sachkundige Redakteurin des «Südkurier» aus Konstanz, Frau Moll (2. v.l.), wollte sich den optimistischen Ausblicken in der Runde nicht ohne Weiteres anschließen. Sie mahnte ein einheitliches Verständnis der Mitgliedstaaten von Solidarität und Humanität an, das derzeit angesichts der Rettungsdramen auf dem Mittelmeer und der Stimmenverhältnisse im Europäischen Rat sehr zu wünschen übrig lasse.

Transparency International

Vortrag und Diskussion mit Peter Eigen - Moderation Hendrik Fehr. Transparency International (TI)¹ feierte bereits sein 25jähriges Bestehen. Herr Eigen hat als Gründungsmitglied diese

Organisation gegen alle Widerstände aus der Taufe gehoben und

¹ Ehrenamtliche Helfer/innen sind herzlich willkommen: <https://www.transparency.org>
Transparency International e.V. Alt-Moabit 96, 10559 Berlin
Vorstand: Delia Ferreira Rubio, Rueben Lifuka - Geschäftsführerin: Patricia Moreira
T +49 30 343820-0 F +49 30 34703912 E ti@transparency.org

arbeitet heute noch an seinem Lebenswerk mit vollem Engagement.

Nach der umfassenden Einführung in die Entstehungsgeschichte von TI erklärte



Herr Eigen:

„Der wirkliche Kern unserer Erfahrung ist, wie wir durch Mobilisierung der Zivilgesellschaft das Bewusstsein vor allem in der globalisierten Wirtschaft für die verheerende Auswirkung der Korruption wecken und daraus Veränderungen bewirken konnten. Daher rede ich gerne über die Erfahrung der TI und anderer zivilgesellschaftlicher Organisationen bei der Verbesserung der globalen Regierungsführung zum Beispiel beim Kampf gegen die Korruption. Uns geht es vor allem um Verbesserung von Integritäts-Systemen, welche die Korruption verhindern oder zumindest erschweren sollen«. Wir haben ihm gebannt zugehört und sind sehr von ihm und seiner Lebensleistung beeindruckt!



Vor dem festlichen Abendessen im Foyer des Hotels Steigenberger

KULTURREISE NACH ISPRA MIT LAGO MAGGIORE, VARESE, PAVIA

MOTTO: K.U.K., WELCHES IN ITALIEN ALS „KULTUR UND KÜCHE“ ZU INTERPRETIEREN IST. In der Gemeinsamen Forschungsstelle (GFS, JRC, CCR) der EU in Ispra ist es Tradition, dass während der sechsmonatigen **Ratspräsidentschaft** die Mitarbeiter des jeweiligen Mitgliedstaates kulturelle Veranstaltungen durchführen, um ihr Land den Kollegen der GFS und auch der Bevölkerung der umliegenden Gemeinden näher zu bringen. Dies war für unsere Sektion ein willkommen Anlass, heuer während der österreichischen Ratspräsidentschaft die **GFS in Ispra, aber auch deren schöne und interessante Umgebung zu besuchen.**

VON ALBERT JERABEK

Schon im Vorfeld konnten wir Dr. Erhard Busek, den ehemaligen Vizekanzler und Wissenschaftsminister Österreichs und in vielen Funktionen aktiv tätig, um Südost-Mitteuropa an die EU heranzuführen, gewinnen, in der GFS Ispra einen Vortrag zum Thema „Die Zukunft Europas und die Rolle Mitteleuropas“ zu halten.

Unsere Reise fand vom 12. bis 15. September 2018 mit 24 Teilnehmern statt. Eine Reise nach Italien steht immer unter dem Motto „K.u.K.“ – Kultur und Küche. So widmeten wir uns gleichbedeutenden Kulturstätten im Norden von Mailand. Die **Villa Visconti – Borromeo – Litta in Lainate, Prov. Mailand** aus dem XVI. Jh. ist insbesondere für ihr Nymphäum berühmt. Sie diente Erzbischof Markus Sittikus als Vorbild

in **Gazzada, Prov. Varese**. Der monumentale Komplex aus dem XVIII. Jh. liegt in einem weitläufigen Park mit einer prächtigen Aussicht. Sofort besichtigten wir die kostbare Kunstsammlung „**Raccolta Cagnola**“, u.a. mit einer großartigen Präsentation von **Meißener Porzellan**. Die Villa wurde 1946 von Carlo Cagnola dem Vatikan mit der Auflage geschenkt, die Sammlung zu erhalten und der Öffentlichkeit zugänglich zu machen. Heute dient die Villa der **Erzdiözese Mailand als Studien- und Konferenzzentrum** mit einem modernen Hotelneubau.

Der zweite Tag begann mit dem Besuch der **Villa Cigogna Mozzoni in Bisuschio** nördlich von Varese. Die Villa entstand 1440 ursprünglich als Jagdhaus und wurde im Jahre 1559 ausgebaut und verschönert.

und außen weitgehend im Originalzustand erhalten. **Graf Jacopo Cicogna Mozzoni**, ein Sohn der Wiener Prinzessin von Paar, führte uns persönlich durch den Garten und die Villa, wobei er seinen liebevollen Stolz mit der Verpflichtung zur Erhaltung und Pflege des Jahrhunderte alten Familienbesitzes nicht verbergen konnte.

Die Fahrt ging weiter zur **Gemeinsamen Forschungsstelle in Ispra**, wo wir zunächst bei einem gemeinsamen Mittagessen in der Mensa unsere österreichischen Kollegen trafen mit **Dr. Brigitte Landesmann** als Präsidentin des Komitees für das „**Semestre austriaco**“. Für den Nachmittag war eine **Führung durch die GFS** vorbereitet mit dem Besuch von drei Forschungslabors (Solar Test Installation, Vehicle Emission Laboratory, Microwave Signature Laboratory) sowie des Visitors' Centre. Damit nicht genug, folgten wir am frühen Abend im Clubhouse noch einem Vortrag von **Dr. Corrado Pirzio-Biroli**, dem ehemaligen Kabinettschef des österreichischen Kommissars Dr. Franz Fischler, über die Bemühungen zur Entwicklung eines bejahenden Klimas bei der Volksabstimmung 1994 für den Beitritt Österreichs zur Europäischen Union.

Vielen herzlichen Dank an das Management, die Mitarbeiter und die österreichischen Kollegen der GFS Ispra für diesen höchst instruktiven Tag!

Ausgeklungen ist der Tag mit einem **Galadiner** in der Villa Cagnola in **amicaler Gesellschaft von Kollegen der AIACE Italia, Delegazione di Ispra.**

Nach diesem intensiven Eintauchen in so viele verschiedene thematische Bereiche verdienten wir uns einen Tag touristischer Entspannung. Bei unerwartet strahlen-



für die Hellbrunner Wasserspiele. Auch wir genossen die nassen Überraschungen, die Conte Pirro I. Visconti Borromeo für seine Gäste vorbereitet hatte.

Unterkunft bezogen wir in der **Villa Cagnola**

Von den Brüdern Campi aus Cremona und den Mitgliedern ihrer Schule vollständig mit Fresken bemalt, stellt die Villa das typische Beispiel eines Renaissance-Landhauses dar, wo Natur und Architektur harmonisch miteinander verbunden werden. Sie ist innen

dem Wetter ging es zum **Lago Maggiore**. Zunächst fuhren wir von Gazzada nach **Laveno**, von wo der Bus und wir mit dem **Fährschiff nach Intra** zum Westufer des Sees übersetzten. Allein schon der Ausblick auf den See und die umgebenden Berge hinterließ unvergessliche Eindrücke. Hauptziel des Tages war jedoch die **Bootsfahrt mit Besuch der drei Borromäischen Inseln** (Isola Madre, Isola Bella, Isola dei Pescatori). Der Name leitet sich von der Familie **Borromeo** ab, in deren Besitz die Inseln seit dem zwölften Jahrhundert sind. Die **Isola Madre** ist die größte der vier Inseln und bekannt für ihre im **englischen Stil gehaltenen Gärten**. Auf der **Isola Bella** erbaute zwischen 1650 und 1671 **Vitaliano Borromeo** einen attraktiven **Sommerpalast** mit einem pyramidenartigen System von zehn Terrassen für den **Garten**. Der obere Stock des Palastes wird heute noch von der Familie Borromeo bewohnt. Auf der **Isola dei Pescatori** befindet sich ein Fischerdorf,



wo wir mit herrlichem Blick auf den See ein köstliches Mittagessen genossen. Auf der Rückfahrt nach Gazzada warfen wir in **Arona** noch einen Blick auf die **35 m hohe Statue „Sancarlone“ des Hl. Carlo Borromeo**, die im 17. Jh. errichtet wurde.

Wie viele von uns es in der Rekrutenschule gelernt hatten, hieß es noch „Dienst ist Dienst und Schnaps ist Schnaps“. So berief Sektionspräsident Karl Doutlik wie vorgesehen am Abend noch die **Mitgliederversammlung 2018** ein, um auch heuer den gesetzlichen und Statuten mäßigen Vorgaben zu entsprechen.

Der letzte Tag war geschichtlichen Themen der **Lombardei** gewidmet aus der Zeit, als sie **Teil der österreichischen Monarchie**

war. Zu unserer Reisegruppe stießen noch 10 Kollegen von der GFS Ispra und AIACE Ispra. Zuerst besuchten wir das **Museum der Schlacht von Magenta** in der **Casa Giacobbe**. **Magenta** ist der erste Mosaikstein der Geschichte zur **Einigung Italiens** und erinnert vor allem an die **Schlacht vom 4. Juni 1859**. Im so genannten zweiten Unabhängigkeitskrieg siegten die verbündeten piemontesisch-französischen Truppen unter General Mac Mahon gegen die vom ungarischen General Graf Gyulai unglücklich geführten Österreicher und öffneten somit die Straße zur Eroberung der Lombardei. Zu dieser Zeit wurde ein **rot-violetter Anilinfarbstoff** gefunden, der vom Entdecker zu **Ehren der siegreichen Truppen „Magenta“** benannt wurde. Dieser Farbton ist eine der vier Grundfarben im Vierfarbendruck. Geführt wurden wir vom **Präsidenten des PRO LOCO Magenta, Herrn Pietro Pierrettori**. Besonders berührend waren die Erklärungen zu den **Fresken** im Inneren

des Gebäudes aus dem Jahre 1897. Sie zeigen nackte kleine Buben mit Gewehren, die in die Schlacht ziehen, betrachtet von Müttern mit sorgenvollen Gesichtern, dann Szenen der Schlacht und zuletzt ein gemeinsames Treffen der ehemaligen Gegner, jeweils

mit ihrer blau-weis-roten französischen und schwarz-gelben österreichischen Fahne. An der Kaminwand ein Fresko mit zwei verwundeten Soldaten, ein Franzose und ein Österreicher, die zusammen Wein trinken und deren Gesichter die gemeinsame Freude am Überleben ausdrücken.

Weiter ging die Fahrt nach **Pavia**, zunächst zum superben Mittagessen in einer Trattoria in der Nähe des berühmten **Ponte coperto** über den Tessin. An dieser Stelle sei insbesondere unserem **Freund Yves Crutzen von AIACE Ispra gedankt**, der uns tatkräftig bei der Organisation der Reise unterstützt hat!

Anschließend besuchten wir die **historischen Hörsäle der Universität Pavia**. Pavia

war seit 825 ein wichtiges Bildungszentrum. 1361 veranlasste Kaiser Karl IV. die Gründung eines „Studium generale“, welches 1485 förmlich zur Universität erhoben wurde. Nach den schweren Schäden infolge der Belagerung von 1525 (französische gegen kaiserliche Truppen) und aufgrund der reaktionären spanischen Vorherrschaft verlor die Universität an wissenschaftlicher Bedeutung. Erst im 18. Jh. begann sie sich Dank der Unterstützung der nunmehr herrschenden österreichischen Regenten **Maria Theresia und Joseph II.** zu erholen. Sie führten administrative Reformen durch und förderten die Gründung der **Anatomischen Schule** von Pavia. Maria Theresia beauftragte eine Modernisierung des alten Gebäudes durch den Architekten **Giuseppe Piermarini**. In diese Periode fällt der Bau der **Aula Foscolo** (1775), die heute noch mit Porträts von Maria Theresia und Josef II. geschmückt ist. 1783 ließ Josef II. den Komplex erweitern. **Leopold Pollak** realisierte einen autonomen Baukörper mit einem von doppelten Logen umgebenen Hof und einem halbkreisförmigen Theater für die Physik, heute **Aula Volta**, ähnlich dem Saal der Anatomie, heute **Aula Scarpa**. An der Wende vom 18. zum 19. Jh. wurde die Universität Pavia eine der besten von Europa, ja sogar der Welt, an der namhafte Gelehrte wie der Physiker Alessandro Volta, die Anatomen Antonio Scarpa und Lazaro Spallanzani sowie der Mathematiker Lorenzo Mascheroni wirkten.

Auf der Rückfahrt zum Flughafen Malpensa warfen wir noch einen Blick in die Kirche der **Certosa di Pavia**, einem der bedeutendsten Baudenkmäler Oberitaliens. In Malpensa mussten wir uns den Freunden aus Ispra verabschieden und traten etwas erschöpft, aber überglücklich den Heimflug nach Wien an.

Im Dezember werden wir unsere Freunde von AIACE und der GFS Ispra bei ihrem Besuch in Wien und beim Schifahren im Montafon, Vorarlberg wieder sehen.

Italien, wir kommen wieder!

Anmerkung: Soweit Begriffe Personen betreffen, ist die männliche Schreibweise geschlechtsneutral zu verstehen.

PENSIONISTAS... MAS MUITO ACTIVOS!

Quem pense que o fim da vida profissional é sinónimo de descanso, desengane-se: na secção portuguesa da AIACE trabalha-se, e muito. A vários níveis, quer na organização de eventos culturais e festivos, quer no apoio aos membros que dão entrada nesta nova etapa da sua vida, quer na ajuda a todos no domínio social, da saúde e da utilização dos novos métodos de comunicação.

PAR TERESA LUZ

A criação da figura dos Embaixadores, por iniciativa do PMO, veio facilitar e dar um novo impulso a esta linha de acção. Em 26 de Fevereiro, quatro membros da AIACE-PT participaram em Bruxelas no primeiro Seminário para os Embaixadores, estando agora aptos a agir como intermediários entre os pensionistas e a administração na resolução das mais variadas questões.

Em Março, foi organizada uma visita à

sitivo e permite que olhemos com grande optimismo para este futuro evento.

Como todos os anos, foi realizado o almoço comemorativo do aniversário da AIACE-PT, desta vez no dia 2 de Junho, na "Casa Ermelinda Freitas". O almoço foi precedido de uma visita às caves e vinhas desta empresa da região de Palmela, bem como de provas

de vinhos da sua produção. Antes, fizemos um pequeno desvio para co-

nhecer o "Sobreiro Assobador", vencedor do prémio "Árvore Europeia do Ano 2018". Foi, sem dúvida, a melhor forma de festejar o nosso 14º aniversário.

Embora a grande maioria dos nossos sócios resida na região de Lisboa, temos também grupos de colegas

muito activos nas regiões do Porto e do Algarve, desenvolvendo iniciativas culturais

de troca de informações que contou com a presença de Embaixadores da AIACE-PT para esclarecimento de questões de ca-



rácter geral e no domínio da saúde. São também organizados por estes colegas encontros e conferências de temática cultural.

Quanto ao Algarve, com o objectivo de reforçar o apoio aos pensionistas aí residentes, elementos da Direcção deslocaram-se no mês de Junho a Lagos, onde participaram num almoço informal seguido de reunião destinada a discutir as actividades em curso e a estabelecer os métodos de colaboração. Para alguns dos participantes - entre os quais há nacionais de outros países da União - este foi um primeiro encontro, já que vivem em diferentes pontos da região. Foi uma ocasião para o estreitamento de relações e o esclarecimento de dúvidas num espírito de colaboração e abertura.

Se a todas estas actividades somarmos o intenso trabalho de comunicação, com a publicação regular de notícias, notas e informações sobre a grande variedade de temas que podem influenciar o dia-a-dia dos nossos sócios, dir-se-ia que nunca deixámos a chamada "vida activa"...



exposição "As Ilhas do Ouro Branco" no Museu Nacional de Arte Antiga. O cultivo em larga escala da cana-de-açúcar na Madeira no século XV permitiu a exportação de açúcar para os portos da Flandres e conduziu ao consumo do "ouro branco" em toda a Europa, alterando hábitos alimentares e práticas medicinais. Teve também como consequência a importação para a Madeira de obras de arte, sobretudo da escola flamenga, que pudemos admirar nesta exposição.

No início de Maio e no fim de Agosto, membros da Direcção participaram nas visitas de inspecção realizadas pela Artion e pela AIACE Internacional tendo em vista a preparação das Assises 2019 em Lisboa. O resultado destes trabalhos foi muito po-

Região de Lisboa	176	74,26 %
Algarve	28	11,81 %
Porto e Norte	22	9,28 %
Beiras	10	4,22 %
Bruxelas	1	0,42 %

(Situação em Julho de 2018)

e de interesse geral.

São de destacar as caminhadas e visitas guiadas organizadas pelos colegas do Porto, com o apoio de serviços de turismo da região. Em Junho, houve uma reunião

TUREN GIK TIL KRAKOW

For tredje gang havde AIACE-Danmark indbudt til en fælles rejse. Denne gang gik turen til Krakow, et rejsemål, som længe havde stået på ønskelisten hos de 34 deltagere.

AF MARINA WIJNGAARD

Krakow er en spændende og smuk by med historie, der går meget langt tilbage. I Middelalderen var den Polens hovedstad og i en periode, hvor Vesteuropa blev hærget af 100 års krigen, var den det store mellemeuropæiske kulturelle centrum med en international befolkning. Meget i Krakow minder om de kulturelle bånd, der knytter Europa sammen. Men der er også en dyster historie. Gentagne delinger og nærmest ophævelse som selvstændigt kongedømme eller republik som følge af visse staters uhæmmede ekspansionspolitik står som en levende advarsel også for fremtiden. Turen omfattede byvandring og et besøg i saltminerne, som i mange hundrede år var grundlaget for de polske kongers indtægter. Den første dag besøgte gruppen Auschwitz 1 og Birkenau, som var en del af Auschwitz komplekset. Auschwitz oprindelige funktion var koncentrationslejr for polske fanger. Først senere blev det udvidet til den største udryddelseslejr for jøder fra hele Europa. Selv om vi mente at være forberedte, var besøget en chokerende og emotionelt rystende oplevelse. Vores engagerede guide, en ældre mand, fortalte sobert om livet i lejren. Han talte om det essentielle i unionens fremtid og mindede os om, hvor hurtigt fordomme mod mindretal kan få rod fæste i en befolkning, når de indgår i en

politisk pakke af nationalistisk prægede værdier, som man mener skal beskyttes. Han tilskyndede os til at forsvare de demokratiske principper og opfordrede til tolerance.

In brief

From the 29th September until the 3rd October a group of 34 members of the Danish Section visited Krakow. Once more this wonderful town made us aware of the cultural links across the European borders, links that ought to unite us.

The trip included a visit to Auschwitz 1 and Birkenau. Even for pensioners having read and learned about the horrors of the concentration camps this was a shocking and emotional experience.

Our highly dedicated guide reminded us of how quickly prejudice against minorities can take root when presented as part of a package of nationalistic values to be defended at any cost.

Without entering in political criticism of Poland and its place in the EU, he encouraged us to defend our democracies, tolerance and human rights.



INITIATIVES SOCIALES

RETOUR POSITIF DES MEMBRES

Dans le VOX précédent nous indiquions deux initiatives de sortie lancées par la section pour pallier l'isolement des pensionnés et leur donner une occasion pour renouer des contacts et/ou des activités culturelles avec des anciens collègues ou amis, à savoir :

- les « Cafés entre anciens » ;
- les « matinées d'information/formation ».

PAR ROSELLA TESTI, VICE-PRÉSIDENTE

Café entre anciens

Le premier « Café entre anciens » s'est tenu le 9 octobre dernier au bar du Foyer européen. Il a recueilli un vif succès et il a fait passer aux membres un agréable moment autour d'une bonne tasse de café et de succulentes mignardises offertes par le Foyer.

Nous avons été touchés par le plaisir décelé dans le regard des plus anciens en particulier, à se raconter le bon vieux temps lorsqu'ils étaient en activité, à repasser en revue les collègues et amis communs et à s'échanger des anecdotes.

Certains d'entre eux sont restés pour assister au concert de musique classique qui était programmé en soirée.

Nous comptons sur le bouche-à-oreille afin que cette sortie parvienne à toucher le plus de pensionnés possible.

Ces rencontres pourraient à l'avenir devenir aussi un moment d'échange d'expérience sur des thématiques diverses : trucs et astuces sur les IT, sur le RCAM, sur Yammer, etc. Les deux prochaines dates de sortie sont les mardis 13 novembre et 11 décembre 2018.

Matinées d'information/formation

Le nombre de préinscriptions aux séances d'information (RCAM en ligne, BEE SECURE, navigation sur Internet) et aux cours de formation IT lancés en juillet dernier a dépassé toute attente ! Nous sommes actuellement à la recherche de formateurs bénévoles pour compléter l'équipe chargée des formations IT.

Jusqu'à présent nous avons réussi à organiser les formations suivantes :

la journée d'**information/formation sur le RCAM en ligne**, qui est prévue le 28 novembre. Il y aura des collègues formateurs du PMO venant de Bruxelles qui seront accompagnés par des collègues du Front Office de Luxembourg voire du Bureau Liquidateur. Au cours de cette journée il sera possible d'obtenir la création du EU login. La 3^e semaine de janvier 2019 est prévue la séance d'**information BEE SECURE Silversurfer.lu**, avec la collaboration d'experts conférenciers du RBS (Centre fir Alterfroen) et du ASSB (Senioren SécherheetsBeroder ASBL).

Il s'agit d'une conférence au cours de laquelle les participants apprennent les bases de la manipulation des nouveaux médias en toute sécurité ainsi que des conseils pratiques. De manière générale les dangers et les risques d'internet seront présentés aux

participants en utilisant des exemples illustrés. Ils apprendront de manière interactive les mesures de sécurité dont la plupart sont faciles à mettre en œuvre, afin d'utiliser les avantages d'Internet consciencieusement en toute sécurité.

La séance d'information sur la « **navigation sur Internet** » et sur les « **sites de l'AIACE** » est aussi planifiée pour fin janvier 2019. Cette séance sera assurée par un de nos bénévoles qui est un utilisateur averti.

Pour les autres cours IT, vu le grand nombre d'inscrits, un petit groupe de travail a été constitué afin de rationaliser au mieux les tâches des bénévoles.

Enquête sur le besoin d'aide

L'enquête lancée auprès de nos pensionnés en juin dernier, en remplacement de celle bisannuelle qu'effectuait la Commission, a démontré toute l'utilité de cette initiative.

Le nombre de demandes d'aide n'est pas du tout indifférent et nous avons déjà rencontré les assistantes sociales de la Commission et du Parlement européen avec lesquelles nous sommes en étroite collaboration pour la suite à donner aux différents besoins.

En rapport aux besoins de nos plus anciens nous tenons à remercier M. Alexandre JACOBS, nouveau responsable f.f. du Bureau Liquidateur de Luxembourg pour son ouverture à une nouvelle dimension humaine du service aux pensionnés en offrant à l'AIACE-Luxembourg un canal privilégié avec les différents services du Bureau liquidateur de Luxembourg. Ceci facilitera

énormément l'aide aux affiliés qui sont en grande dépendance ou avec des dossiers complexes et viendra en complément au rôle de nos deux ambassadrices.

Pour conclure, au nom de tous nos bénévoles il est important de lancer un appel aux jeunes pensionnés, toutes expertises confondues.

Notre équipe est pleine d'idées... pour aider, animer... mais malheureusement le nombre de la section est trop limité alors que le nombre de nos pensionnés au Luxembourg ne cesse d'augmenter. Venez nous rejoindre ! Vous serez surpris du bien que cela peut vous faire d'apporter votre aide, vos connaissances, votre expérience au service d'autrui !



THE TRIP TO EPIRUS WAS A REVELATION

Summer in Greece is when everybody leaves the capital for the country. Goes swimming, Travels around. Relaxes. So life becomes dull and predictable in a way. Not too many events or happenings. Except our special excursion to finish summer in glory. This year's trip to Epirus was a revelation. Even if we did not manage to have a very big participation, the excursion was perfect and the group more than wonderful.

BY DESPINA VANVAKIDOU

Amazing mountains, clear blue sea waters, a perfect weather. The scenery extraordinary (enhanced by the Odos Egnatia which an extraordinary feature is and without which the trip would have been very different or even impossible). The cultures of the region varied and interesting. The contrast between mountainous Metsovo and coastal Parga, and the depth of history from the Palaeolithic settlement at Kastrina to modern Ioannina. All contributed to this year's unforgettable event. But it is always preferable to let participants talk about (see below).

News of the Section

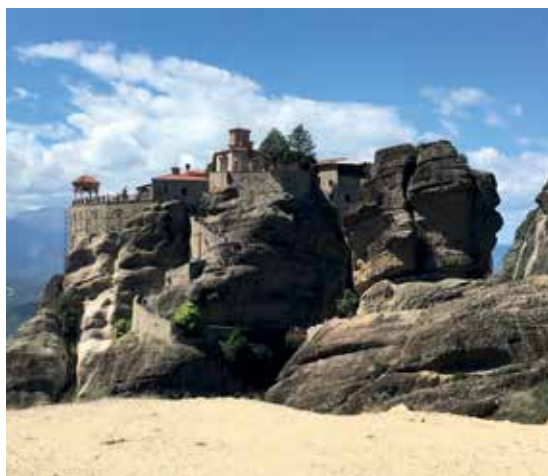
This year our section is celebrating its 10th year of life and we count with a celebration. We also hope that by the end of this year, we will have finished all arrangements with the hospitals.

Organised by the Greek branch of AIACE was a huge success and greatly enjoyed by the participants. We were an intimate group of only 28 which made for great friendliness.

BY PAMELA OCUNEEN

After the first night at the elegant Lazard hotel in Thessaloniki, we left for Ioannina City, and the Hotel du Lac, overlooking the huge Pamvotida Lake. In the afternoon we visited the Castle of Ioannina, the Mosque Arslan pasha and the tomb of Ali Pasha who would become a prominent character during our visit. We visited the house of the colourful despot on an island in Pamvotida Lake and shivered appropriately at tales of his assassination and beheading. Walking back to the boat, after a lunch that included frog's legs and eel, we were beguiled by streets lined with shops glittering with the famous silver craft of Ioannina.

We were invited by the Gastronomy Club of Epirus, to take part in 'An evening "tea" from the 19th century,' which proved to be an exquisite degustation, tasting ancient recipes such as Sherbety – the predecessor of sorbet, as made for Alexander the Great, with snow and ice flavoured with honey and nectar. That, plus the Halvas, the Salepi and the Loukoumi were tastes of heavenly nectar, so when another opportunity arose for a full-evening meal with the Gastronomy Society, there was an enthusiastic vote to participate. It would be impossible to detail all the sights and experiences that were packed into our ten days in Northern Greece.



Each morning we climbed into our very comfortable bus and were taken through magnificent mountain scenery (stunning EU Co-funded highways), to previously unknown cities such as Metsovo and Kastoria, to ancient sites such as the ancient Theatre of Dodoni where we revisited the glories of Greek Theatre in our imaginations, and the Nekromanteon where those of us who were nimble descended a narrow ladder into a vaulted cavern where oracles were once delivered.



vie de l'aiace Greece

We visited the Gates of Hell on the river Acheron, and some of us canoed along the river which, these days is simply beautiful, and far from hellish in any respect.

Better known were the UNESCO World Heritage site of Meteora, where we marvelled (along with many other visitors) at the astonishing ancient monasteries built on top of rocks that truly looked as though they might have come from outer space.

We arrived in comfortable buses, but the monks originally clam-



bered up the cliffs on rope ladders which were renewed from time to time – when the rope broke and a monk or two fell off!

On another day we set off to Sivota for a day on a boat, where energetic souls could dive from the boat and swim in clear blue waters, and we had a taste of the beauties of Paxoi and Antipaxoi, with their glowing pink buildings, draped with glorious bougainvillea.

Every day brought memorable experiences, and memorable meals, since in every location, our hosts were keen that we should try all of the local specialities – all in the same meal! Particularly memorable was the meal at the beautiful Palia Poli restaurant in Kastoria where the food was cooked by the owner and lovingly explained as each delicate dish was placed on the table. Few of us will forget



the unique dish of chicken with quince and juniper berries, and I suspect a few keen cooks may even now be trying to reproduce the taste back home. And the promised second meal with the Gastronomes of Epirus was as wonderful as we hoped – in a tiny village somewhere near the Albanian border.

We will never be able to order 'lamb Kleftiko' in a Greek restaurant without remembering that it is, in fact, 'robbers lamb' stolen and cooked in a hidden fire pit.

Once more, as with previous AIACE trips to Greece, the organisers must be congratulated on the planning of the trips, the passionate desire that participants should see the very best of that beautiful country and the attention to detail.

Our charming young guide, historian Dr Souli Tsetlaka worked tirelessly to provide colourful stories and historical detail in French and was happy to translate into English for those who preferred. We have to give huge thanks to our dear Despina Vamvakidou who was with us throughout, and whose cheerful presence, and great love of her country enabled all of us to see so much of Greece, which in so many ways, feels like a motherland to all Western Europeans.



THE WAY AHEAD MEANS CHANGE

BY RICHARD HAY CHAIRMAN

I chose this title before the latest developments in the Brexit burlesque. But these only increase the prospects of change. As you may guess, I think that the EU-27 have handled the negotiations well, and that my country has been difficult to deal with because of the very deep divisions in our politics and our society about how we should relate with Europe and the world. Prime Minister Theresa May is right to say that there are now three possibilities: the deal for the UK to withdraw, negotiated over long months; the UK leaving with no deal, which would be very bad for the EU but much worse for the UK; and staying in the EU. The good thing now is that this last option is perhaps a little more likely. But the ups and downs of political life here show no signs of settling down, and may well be deeply changed.

This takes me back to the how our society in the UK has changed over the past century. We have just marked the 100th anniversary

of the end of the First World War. In the UK, there have been displays of red poppies in many places – cascading out of towers, filling moats and other large-scale and eye-catching arrangements. There are also large individual plastic poppies attached to lamp posts. Perhaps particularly because of the context of Brexit,

this level of remembrance has made me feel uncomfortable. There is a fine line between remembering, very rightly, those who died in the First and Second World Wars, and glorifying, wrongly, the values which made possible the wars in which they died. It was very good that the President of Germany took part in ceremonies in London.

Of course, in the UK we have less knowledge of the horror and futility of war than our continental partners. We escaped enemy occupation. Our civil war goes back to the 17th century, and its violent and extensive destruction and death are largely air brushed out of our historical memories. The recent First World War did not 'end all wars'. Rather, social turmoil followed and the Second World War came. For this reason, during the war much effort was put into preparing for change in society when peace came. In 1945, a new government took office with great public support. In a few years coal, steel and

railways were nationalised, the health service was created, and education was made a bit more egalitarian. All this change was (at least initially) very positive. But perhaps it contributed to the UK's sad decision not to get too close to the steps which created what has become the European Union – steps of course designed to prevent war and build peace.

Now, in the UK social cohesion is crumbling, and the gap between rich and poor has grown. This showed in the referendum, as did concern over immigration – a concern of course shared across many countries. As elsewhere, the UK has now become more defensive, and these and other issues have been exploited by certain types of political leader, and so have spread to more mainstream parties.

The problem is that we are dealing not with reason but with passion. Rational arguments simply don't work. Language becomes

more extreme and reconciliation is seen as weakness. Underlying these passions there is also another shift, from societies and individuals knowing the benefits of collective life to those which favour the self. (Just think how many 'selfies' are taken each day!)

These are radical changes from the

politics of the First and Second War era. Then, despite their absolute horror, surely a sense of community existed. Those who had shared the horrors of war often stood together in peace to give support to each other and those for whom they had fought. Then there was respect for the idea of self-sacrifice, of favouring the collective over the individual. These inspired the Treaties of Paris and of Rome.

This priority now seems much less strong. Will the community spirit again emerge? Or must we wander deeper into the dark forest of individualism? AIACE members know the difficulties, the joys and the benefits of collective life for us and for our countries, and which are the roots of peace. Let us hope that somehow, while our numbers are tiny, our experience of the past and of working together may encourage change in a positive way within, and if necessary, outside, the great construction of Europe.



« PAUL COLLOWALD, PIONNIER D'UNE EUROPE À UNIR »

« UNE VIE À DÉPASSER LES FRONTIÈRES »

VOX N° 99, daté de décembre 2014, avait rendu compte du livre de Paul Collowald « *J'ai vu naître l'Europe - De Strasbourg à Bruxelles : le parcours d'un pionnier de la construction européenne* ». Ce numéro de VOX affichait sur sa page de garde, photos à l'appui, la composition de la Commission Juncker, issue du scrutin de mai 2014 et entrée en fonction le 1er novembre de cette année-là : la Commission « de la dernière chance » ainsi que l'avait qualifiée le président Juncker.

PAR ROGER VANCAMPENHOUT 30.10.2018

Paul Collowald, né le 24 juin 1923, vient de publier chez Peter Lang² une nouvelle chronique de son parcours sous la forme d'entretiens avec Sabine Menu, enseignante-chercheuse à l'EM Strasbourg Business School. Ces entretiens, qui s'inscrivent dans la profession de foi « L'Europe ? La grande aventure pacifique de ma génération », sont découpés en quatre grands chapitres autobiographiques :

- ❑ Grandir dans une Europe sous tensions (1923-1945)
- ❑ Franchir les frontières pour gagner la paix – Le journalisme à Strasbourg (1945-1968)
- ❑ Ouvrir les frontières pour dire l'Europe – Au cœur de l'information des institutions européennes (1958-1981)
- ❑ Dépasser les frontières — Fin de carrière au Parlement européen et retraite militante pour l'Europe de l'information

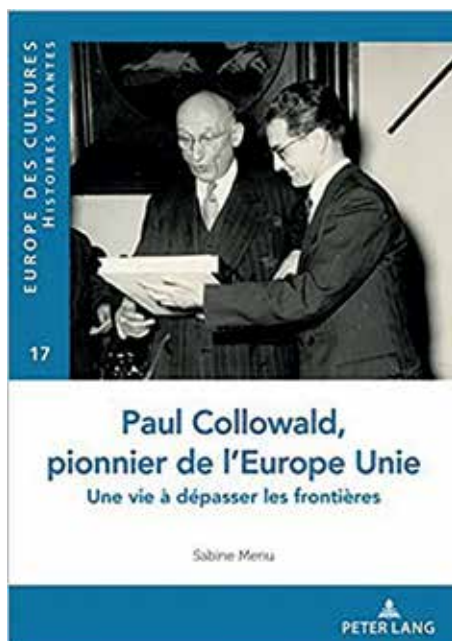
Les Anciens des institutions européennes, en particulier celles et ceux qui se sont impliqués dans les politiques de l'information, liront sans doute avec un intérêt non dépourvu de nostalgie les péripéties du parcours de Paul Collowald : après les errances risquées du temps de guerre, l'adhésion du jeune militant à l'idée d'une Europe unie et, par la suite, son action au sein des institutions, en particulier la Commission et le Parlement, et dans les lieux de rencontres avec la presse et la société civile européennes.

Une vie à dépasser les frontières

Tout au long de ces quatre tranches de vie personnelle, professionnelle et associative, c'est l'histoire de la construction européenne que l'auteur fait défiler devant nous. L'invasion par l'armée allemande en mai 1940 — Paul allait avoir 17 ans — le confronte à l'Occupation et le rapproche de la Résistance en

Alsace et en Moselle. La menace des arrestations, qui frappent des proches, dont des amies résistantes, et celle de l'incorporation de force dans la Wehrmacht font prendre à Paul ses premières décisions d'adulte : il doit ruser pour échapper aux menaces. Au lendemain de la guerre, Paul entame des études qui le mènent au journalisme. Le père de l'idée de la « fédération européenne » fascine le jeune journaliste : la première rencontre avec Robert Schuman date du mois d'août 1949. « *Strasbourg est le lieu choisi pour symboliser la réconciliation franco-allemande. Elle doit servir de "laboratoire", selon les mots de Robert Schuman, à la nouvelle forme de coopération pacifique que les leaders européens veulent établir à travers la construction européenne.* » « *Changer l'Europe, changer le monde* » : rien de moins comme ambition pour ce « *chrétien engagé dans la Cité* ». Il devient correspondant du Monde et correspondant de l'Agence Europe à Strasbourg : hommage à Emmanuele Gazzo, le fondateur. Paul Collowald

entre dans la fonction publique européenne à Luxembourg. Il se lie d'amitié avec Jacques Rabier, en charge du Service de presse et d'information de la Haute Autorité. Paul Collowald évoque nombre de noms connus, que les lectrices et lecteurs retrouveront sans aucun doute avec admiration et reconnaissance. Par la suite viendra la création du Groupe du porte-parole à la Commission. Mon propos n'est toutefois pas d'égrener le CV de Paul Collowald, mais plutôt de mettre en avant l'ambition de ces pionniers d'informer l'opinion à travers les organes de presse européens et nationaux, de créer des contacts avec le monde universitaire et les jeunes, avec le monde associatif à Bruxelles et à Strasbourg : en bref, de relever les défis de la politique d'information européenne au-delà des aspects techniques, juridiques et bureaucratiques de la construction européenne. Il s'agit de rendre l'Europe compréhensible, accessible et proche des citoyennes et des citoyens, parce que, comme le dira plus tard Jacques Delors : « *On ne tombe pas amoureux d'un grand marché* ».



1 Éditions Figures d'Alsace – La Nuée Bleue (2014)

2 Éditions Peter Lang (Bruxelles 2018) <https://www.peterlang.com/view/title/65532>

Dans ses fonctions ultérieures — et nous faisons un saut vers 1984 et les années suivantes — en tant que directeur général de la DG Information et Relations publiques au Parlement, directeur de cabinet de Pierre Pflimlin, président du Parlement européen, Paul Collowald n'a eu de cesse de réfléchir et d'agir dans le souci d'une approche globale de l'information européenne et de la transmission du projet européen.

En guise de conclusion

Je n'hésiterai pas à reprendre celle de Sabine Menu :

« Pour Paul Collowald, s'il y a du sens à travailler pour l'information sur l'Europe, cela doit se faire dans une perspective globale, impliquant les citoyens, les médias et les institutions nationales et européennes, et où la place de chaque citoyen est reconnue. Le vote en faveur du Brexit en 2016 et les débuts de la présidentielle française en 2017 qui ont très peu porté sur l'Europe, à l'exception des prises de position du candidat Macron, ont montré combien l'information sur l'Europe est absente de notre quotidien. Ceci témoigne d'un certain renoncement des institutions nationales et européennes à faire valoir les nombreux apports de 70 ans d'intégration européenne : celui des médias à offrir une vigilance critique de l'actualité européenne ; celui des citoyens à s'impliquer dans les questions européennes. L'Europe trop lointaine, trop complexe, trop ennuyante ? C'est la responsabilité de tous de la rapprocher de nos vies, des débats qui nous animent et de nos aspirations. C'est



ainsi que peut vivre, persévérer, être réinventé, le projet européen lancé par Robert Schuman en 1950 ? C'est le message de Paul Collowald. »

Mais les lectrices et lecteurs me pardonneront d'ajouter une **brève conclusion personnelle** : afin de prouver la valeur ajoutée de l'Europe, puissent nos décideurs mettre leurs actes en adéquation avec leurs discours. Quelques exemples : où en sont les initiatives du « moteur franco-allemand » ? Où en est l'approfondissement de l'union économique et monétaire (UEM) ? Où en est l'Europe sociale ? Où en est la création de ressources propres via une taxation du numérique à l'échelle européenne ? Par ailleurs, je ne parlerai pas des atteintes à l'État de droit dans plusieurs « nouveaux » États membres, assumées par leurs propres

gouvernements.

J'arrêterai cette énumération pour attirer l'attention sur la proximité des élections européennes en mai 2019 : un clivage s'annonce entre europhobes, nationalistes, souverainistes, d'une part, et défenseurs de l'Union, d'autre part. L'heure des compromis entre centre droit et centre gauche pourrait appartenir au passé. La composition du prochain Parlement européen pourrait réserver des surprises. Par ailleurs, si la Commission sortante a réussi à maintenir le navire à flot, rien ne prouve qu'elle ne sera pas vue rétrospectivement comme... la « Commission de la dernière chance ». Paul Collowald ne me contredira sans doute pas sur ce point...

Cigna

Déjà assuré pour hospitalisation? **CONNEXION**

Cigna Eurprivileges

Fonctionnaires en activité - Affiliats | Fonctionnaires à la retraite - AIACE | Demandes de remboursement | Des questions?

Assurance accidents

Hospitalisation

Prolongez la couverture statutaire en cas d'accident après le départ à la retraite

Identique en tous points aux garanties offertes aux fonctionnaires en activité, l'assurance accidents collective vous garantit la même tranquillité d'esprit. Jetez un coup d'œil au tableau ci-dessous pour comparer cette assurance accidents spécifique à la couverture proposée par l'option 'Gros risques avec couverture accidents' de l'assurance hospitalisation.

AIACE

DES QUESTIONS?

Suis-je couvert à l'étranger? Puis-je payer par domiciliation? Y a-t-il un délai d'attente? Nous avons la réponse à vos questions.

Assurance accidents | Gros risques avec couverture accidents

Lisez nos questions

AIACE MEETS JOAQUIN ALMUNIA

INTERVIEW OF ALEXANDRA CAS GRANJE

“Ganar el futuro - como Europa y la socialdemocracia pueden salir juntas de sus crisis” “To win the future – how Europe and the social democracy together can come out of their crisis”

A book of Joaquin Almunia¹.

With this interview, AIACE International is launching a new feature in its VOX publication with the aim to offer you interesting and challenging reading by interviewing key actors of the European landscape. For this first interview, we have invited Joaquin Almunia, Honorary Member of the Spanish section of AIACE, to a café of his choice in the beautiful Madrid neighbourhoods, where he lives across from the Opera house. There, he often enjoys the music he loves so much. A bright day of Madrid's colourful autumn set the scene for a frank and open exchange. Inspired by the tradition of the Financial Times, we wanted to pay for the coffee, but instead he did!

Joaquin Almunia needs no presentation, we all know him as the Vice-President of the European Commission in charge of Competition in the years 2010 to 2014. He was Commissioner of Economic and Monetary Affairs in 2004 and 2010, at the pick of the financial, turned into economic, social and political, crisis in many of our countries.

Under his mandate, important policy decisions were taken. In previous lives, this committed and respected member of the Spanish socialist party was an important actor in the Spanish transition to democracy and later on to European Integration. He was twice minister in the governments of Felipe Gonzalez, taking, after his departure, the leadership of his party from 1997 to 2000. I would describe him as an inquisitive, no-nonsense, pragmatic man within his ideological convictions, someone you can trust.

The choice of Joaquin Almunia to inaugurate this new series is prompted by the very recent publication in Spain of his book ‘Ganar el futuro – Como Europa y la socialdemocracia pueden salir juntas de sus crisis’. We are grateful for his availability and good disposition to answer all our sometime impertinent questions.

1. *Let me start by the title, which I believe is very telling. It is undeniable that both Europe and the social democracy are undergoing a crisis, which they will have to overcome together or apart. The vision of ‘togetherness’ worries me a little bit. Europe belongs to all and not only to the social democracy. Why do you want to appropriate it?*

1 Ficha técnica

Título: *Ganar el futuro*

Autor (es): *Joaquín Almunia*

Sello: *TAURUS*

Precio sin IVA: *9.08 €*

Precio con IVA: *10.99 €*

Idioma: *Español*

Edad recomendada: *Adultos*

Formato, páginas: *E-BOOK EPUB, 0*

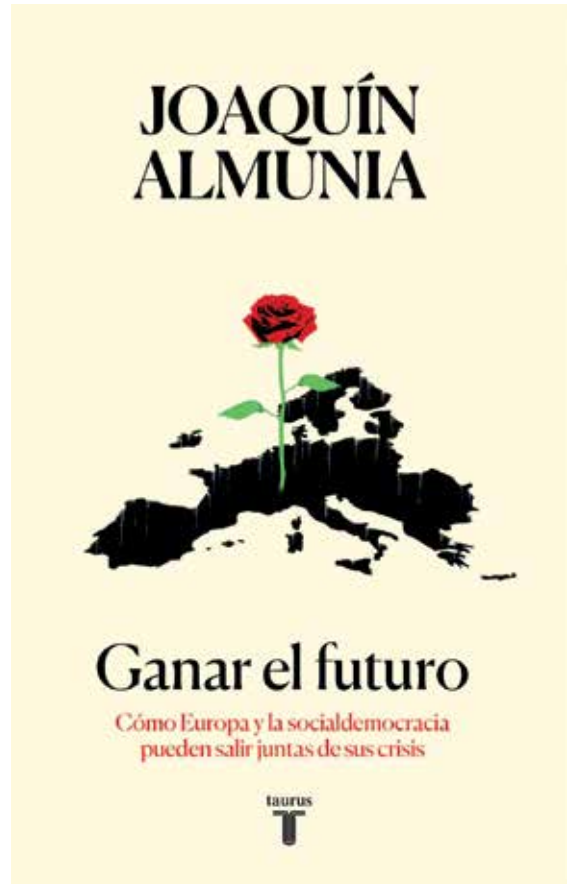
Medidas: *mm*

ISBN: *9788430619337*

Temáticas: *Política y actualidad*

Fecha publicación: *03/2018*

Colección: *Pensamiento*



My argument is this: for the European integration project to go ahead thanks to the support of the majority of its citizens, the EU must improve the quality of its functioning from a democratic point of view. Europeans will not be willing to give up parts of their sovereignty if they so lose the ability to mark the political orientation of their representatives and to control their decisions. In addition, that more democratic Union should be given a social dimension, so that higher levels of integration do not imply the deterioration of the European social model. Without a strong social-democratic contribution, the results of integration will not be satisfactory for broad layers of the population. In turn, for social democracy to be in a position to offer a credible and viable political project, it must set out its policies taking into account the European dimension, and even the global dimension of the markets. I do not say that the future of Europe must be the exclusive property of the social democracy; but without the social dimension that only a political

force of that nature can formulate, the result will be more unjust and more unstable.

2. *Europe is our common home, the space we all share with a level playing field of common democratic values, principles of respect for human rights and their institutions. Within this, and as in Member States, there are competing views on what type of society to have and how to get there. There is a conservative way, the liberal one, the social democratic one, to name the prevalent ones. Each of these can have, or should have, a strong European dimension guiding their political programs. Do you see it this way?*

In effect, that is my point of view. The European project has been built to a large extent thanks to the integration of the markets, the launching of the euro as the common currency, and the development of a coherent trade policy towards the rest of the world. But all this has required major political decisions that have been possible thanks to the fact that the member states share a series of values and principles without which our participation in the Union ceases to make sense. Therefore, new advances in integration must be supported by all those who share those values and principles, and in particular those who identify themselves with the large political families, already present in the outset of the integration process. This does not mean that the concrete policies that make these advances possible should be the same from the point of view of all of them. The existence of a 'pro-European coalition' – which has also been joined by younger political families, such as the green ones – does not eliminate the personality of each of them.

3. *Going into the handling of the economic crisis, I would like to ask you two questions; first, given the shortcomings in the design of the euro and EMU which you so well describe, and with the paradigm of fiscal austerity reigning in the EU, was it possible to have another response to the economic crisis? Second, some citizens had to endure a great fall of their living standard through massive unemployment, cut in wages, loss of savings and cuts in national social policy. Aren't they the ones that have demonstrated their strength and endurance and that of the euro was only possible because of their sacrifices?*

It is easy to say now, ten years later, what should have been done at the outbreak of the Great Recession or when facing the Greek crisis. But observing in detail the decisions that have been adopted in the EU, or in the EMU, from 2008 to date, it is clear that a series of diagnostic errors have been corrected in the following years and the recommendations have been modulated enough. Today my opinion on how to adjust the imbalances of the economies within the eurozone is clear: we need to move towards solidarity mechanisms among the countries that share the common currency, and this will only be politically possible to the extent that all members of the eurozone assume their responsibilities, since



many of the decisions to be adopted remain dependent on the will of governments and national parliaments. As for your question about the role of citizens, I totally agree that they – especially the weakest economically and socially – cannot be the ones who pay the bill for the errors of those who govern them. Now, for this to be the case, their role as voters is very relevant.

4. *Your book makes clear that the current state of reforms of EMU and the euro are not enough to strengthen its capacity against future crisis. What in your view is still missing here?*

If we re-read the different reports that have been published in relation to the decisions that need to be adopted in order to complete and improve the institutional architecture and the instruments in the hands of those responsible for EMU, we conclude that practically everything that needs to be done is already formulated, or at least pointed out, in the different 'road maps' drawn from 2012 onwards. The eurozone cannot function without rules of fiscal discipline, especially in the absence of a common political authority that in this area would accumulate as much power as the ECB in that of monetary policy. A finance minister of the EMU, with power, would make it much easier to solve that problem. Meanwhile, the current rules – the Stability and Growth Pact corrected and extended during the crisis – must be simplified in order to make them more intelligible and efficient. Governments must abandon the temptation to attribute to 'Brussels' all unpopular decisions – which are based on the rules they themselves approved, and national parliaments must actively participate in the debate on these issues. Regarding the Commission as a guarantor of compliance with the rules and commitments acquired, I believe that it must preserve its independence of criteria and respond politically to the European Parliament on the manner in which it exercises the entrusted powers and responsibilities. The real problem is not the lack of design, nor the academic fragility of the proposals that are on the table. What is missing is leadership and political courage to settle once and for all the differences between the member

countries, establish appropriate commitments and move from good intentions to effective decisions. The day when the political leaders who sit at the table of the European Council, or the Eurogroup, are convinced that they are the ones who have to assume collectively the responsibility of governing the EMU, we will be close to solving our problems in this ground.

5. *The national social democracies have come out of all the crises badly hurt, particularly in the countries where they were governing, as they had to implement political measures which were not very consistent with the social-democratic values. What can we conclude that the programmes were wrong or that social democracy did not have the answers in time of crisis?*

The footprint of social democratic policies is seen in many domains that make us feel proud of belonging to the European political space: policies of redistribution and correction of inequalities, social protection systems, universalisation of large public services – education, health, social services. All this must be preserved, but it is necessary to introduce many reforms, to ensure the financial sustainability of the welfare state and improve the effectiveness of its mechanisms of redistribution. In turn, this forces us to consider an economic policy strategy capable of ensuring growth and economic dynamism in an environment of globalisation, technological changes, climate change and ageing of the population. To think that the same policies implemented several decades ago can be effective today is a big mistake. We must abandon intellectual laziness and conservative attitudes if we want to formulate a strategy that rekindles the support of the middle classes and that distances the less favoured sectors of society from the temptation to embrace populist and nationalist discourses. And we don't have to wait for a crisis to do it.

6. *So, we are leaving behind JC Juncker famous sentence, which you use in your book 'We know which reforms to apply but we don't know how to win the elections once they are applied'. My question to you is, what should be the axes of the strategy that social-democracy needs to formulate in order to win elections and put countries back in the path toward the European social model?*

Currently, the political debate in most countries is developed around two axes. One is the traditional one, which confronts the positions that we can describe as 'left' with those that characterise the most conservative sectors, less prone to public intervention. On the other axis, and this is a novelty, the political debate divides the supporters of open societies and multilateralism, and those who

advocate mistrust of immigrants, economic protectionism and seek nostalgic support in the past. I believe that social democracy must be clearly aligned with the former. Of course, in order to renew its strategies and its political proposals, it must carry out a considerable effort of reflection. And that effort must be made through an open debate with citizens, the xenophobic populism and nationalism will not be overcome without confrontation, opposing rational arguments against their simplistic messages and the spread of 'fake news'.

7. *Joaquin, you dedicate the book to Andrés, your first grandchild, wishing that his Europe will be even better than that of his grandparents. Most of the people reading you here are also grandparents. To finish this interview, would you take the challenge of sketching for us the Europe you wish for Andrés?*

I am convinced that our grandchildren will live in a European space much more integrated and consolidated than the current one. Their identity as citizens will be composed of diverse feelings of belonging, without opposing one another. And I hope that these plural identities will allow them to consider with normality the fact of living in much more

plural and heterogeneous societies. I also believe that the current uncertainties about the legacy that we are going to leave in the hands of our children and grandchildren will have been cleared overtime, thanks among other things to the action of a stronger, more democratic and relevant European Union in a global world. Of course, all this would require from now on political initiatives, which are only imaginable if we Europeans are aware of the enormous advantages and possibilities of our common action. And this awareness cannot wait for our grandchildren to take the reins.

We came out of the interview, with some answers and much food for thought, wishing we could still profit from his wisdom. As we say goodbye to Joaquin Almunia, I recall what he once said in an interview, shortly before leaving the Commission, when asked – what are you going to do after? I don't remember the exact words, but he said something like 'I am not sure what I will do, but I can certainly tell you what I will not do. I will not become a member of any Board of Administration of big enterprise, or bank or multinational corporations. This commitment, coming from the vice-president of the Commission in charge of Competition was, in my view, very commendable. He has kept to it. Today he is a very active and highly appreciated member of Spanish and European think tanks and academic institutions. He is a sober voice for the advancement of the European project with a social dimension.

N.B. AIACE is grateful to VP Joaquin Almunia for making possible to do this article and interview. The book is published only in Spanish, the editorial company is Taurus.



LA RÉVOLUTION EN COURS DU MONDE DE L'ÉNERGIE

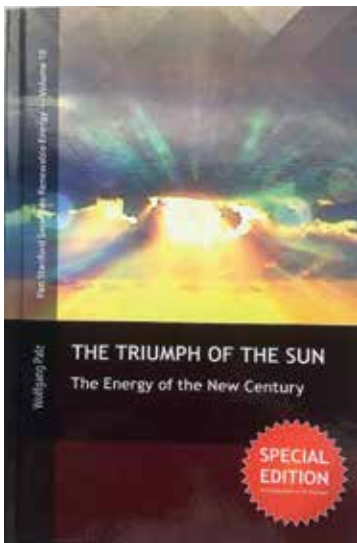
ELLE SEMBLE ÉCHAPPER À L'OPINION PUBLIQUE — MAIS PAS À LA COMMISSION EUROPÉENNE
Il y a une révolution de l'énergie en cours dans le monde depuis le début de ce siècle. L'atome et les énergies fossiles sont en perte de vitesse. Le soleil et les énergies propres et renouvelables par contre prennent le dessus. Ce processus qui est en cours depuis l'an 2000 exactement implique des milliards d'euros d'investissements, en particulier par des sources privées plutôt que par l'État.

BY WOLFGANG PALZ, MEMBRE DE L'AIACE FRANCE (ANCIEN DE LA DG XII RDT)

Que se passe-t-il ? AREVA en France a fait faillite, même chose pour l'industrie de l'atome outre-Atlantique et au Japon. EDF a perdu 90 % de sa valeur depuis son introduction en bourse. Même chose pour les grands électriciens allemands, qui sont tous trop attachés aux énergies conventionnelles, ils ont accumulé des dizaines de milliards de pertes d'exploitation.

Et tout le monde est concerné. Actuellement les cours du « brut » s'envolent de nouveau comme tout automobiliste peut le constater à la pompe. La Belgique, pays d'adoption de la plupart d'entre nous personnels des institutions européennes, un pays pionnier de l'atome en Europe, voit actuellement tous ses réacteurs en panne, sauf un. On doit se préparer à des coupures de courant cet hiver 2018-2019.

Sur l'autre face de la médaille « énergie », on constate le renouveau des énergies renouvelables sous forme de technologies modernes, comme le photovoltaïque et l'éolien. Les premières directives sur les énergies renouvelables ont vu le jour sur incitation de la Commission, puis ont été reprises par le PE et le Conseil pour atteindre 20 % de pénétration sur les marchés de l'UE en 2020. Enfin, depuis le milieu de cette année une nouvelle directive imposant 32 % en 2030 est tellement ambitieuse que même l'Allemagne, jadis



pionnière en la matière, a été réticente à accepter les sollicitations de la Commission et de sa DG Énergie dont Dominique Ristori est le Directeur général.

Depuis l'an 2000, le monde a investi plus de 3000 milliards dans le déploiement des énergies renouvelables. Plus de 1 TW (1000 GW) de nouvelle capacité électrique solaire et éolien a été installé. Pour ne citer que le solaire photovoltaïque, on est passé de 1 GW en 2000 à 450 GW 2018 aujourd'hui. « L'âge solaire est arrivé ».

Et tout ceci ne s'est pas fait tout seul. La Commission a mené depuis le milieu des années 1970 un ambitieux programme de développement des énergies renouvelables ; et les quelques centaines de millions d'ECU¹ du budget de la recherche qui y ont été dépensés

dans les programmes-cadres successifs ont porté leurs fruits. Tous les détails de cette révolution passionnante sont résumés dans un livre qui vient d'être publié chez SCR en Angleterre, par l'auteur de ces lignes : 'The Triumph of the Sun, the Energy of the New Century'. Disponible chez Amazon :

<https://www.amazon.fr/Triumph-Sun-Energy-New-Century/dp/9814800066>

1 ECU - European Currency Unit – ancêtre de l'Euro



Dominique Ristori (DG Énergie) et Wolfgang Palz



LA PENSIONNÉE LA MIEUX PRÉPARÉE DE TOUS LES TEMPS

Monique Théâtre (DG HR), chef du secteur «Support social et Relations avec les pensionnés» a pris sa retraite et a rejoint le 'camp' des pensionnés de la Commission, dont elle s'est occupée pendant 27 ans. Avant de partir, la future pensionnée la mieux préparée de tous les temps a partagé avec **Commission en direct les moments forts, les joies et les défis de sa carrière.**

INTERVIEW DE NATHALIE PAULGER POUR CEND

Parlez-nous un peu de votre carrière...

J'ai commencé à travailler à la Commission il y a 37 ans en tant que secrétaire au SCIC. Après avoir exercé quelques fonctions et réussi un concours pour devenir assistante, j'ai vu un avis de vacance pour rejoindre l'Association des Anciens de l'Union européenne (AIACE) en tant que fonctionnaire détachée.

Ayant toujours été attirée par le relationnel, j'ai postulé et ça a été le début d'une longue carrière au service des pensionnés. A l'époque, l'AIACE était une amicale d'anciens qui recevait une petite subvention de la Commission mais qui n'avait pas d'accord spécifique avec l'institution.

En 2004, après la mise en œuvre du nouveau Statut qui prévoyait des mesures sociales spécifiques pour les pensionnés, j'ai réintégré les services de la Commission où un secteur dédié aux relations avec les anciens avait été mis en place.

Je pense que j'ai eu de la chance de pouvoir faire un travail que j'aimais pendant si longtemps, et d'avoir eu une marge de manœuvre assez large, on m'a fait confiance. J'ai pu être créative et ne pas m'installer dans une routine, lancer des actions à l'égard des pensionnés, notamment ceux en grave difficulté et la plupart du temps, sans y mettre beaucoup de budget!

Quels sont vos plus beaux souvenirs?

J'en ai beaucoup. Généralement ça a été de côtoyer régulièrement des personnes qui avaient un idéal européen, qui m'ont raconté des histoires magnifiques et qui ont participé à la construction de l'Europe.

J'ai rencontré des gens qui avaient travaillé avec Jean Monnet, et qui m'ont raconté qu'il les réveillait le weekend à trois heures du matin en disant «Réveillez-vous! J'ai une idée, on se retrouve au bureau.» C'est comme ça que les choses se passaient à l'époque et que l'Union que nous connaissons aujourd'hui s'est construite peu à peu.

Un autre très beau souvenir est le déjeuner pour les pensionnés que nous avons organisé pour les 50 ans du Traité de Rome en 2007. De nombreux événements étaient programmés pour fêter cet anni-

versaire. Nous nous sommes dit qu'il fallait quand même prévoir quelque chose pour ceux qui avaient contribué à cet accomplissement mais qui n'étaient plus en activité. Il y avait trop de pensionnés pour inviter tout le monde. Nous avons donc invité à un déjeuner tous ceux qui avaient été recrutés en 1957.

Le jour même fut très émouvant. Beaucoup étaient très âgés, ne s'étaient pas vus depuis plusieurs années et sont tombés dans les bras l'un de l'autre.

Siim Kallas, commissaire à l'Administration, à l'Audit et à la Lutte anti-fraude à l'époque, a présidé le repas. Au moment de la traditionnelle photo de famille, il s'est tout naturellement assis par terre entre deux pensionnés.

J'ai aussi rencontré quelques pensionnés centenaires. Par exemple, il y a quelques années j'ai interviewé pour *Commission en direct*, un pensionné centenaire Italien - un marquis -, qui nous a invités chez lui et nous a proposé une *grappa* et un cigare à 11h du matin! Il nous a raconté son histoire extraordinaire. Il avait été laissé pour mort pendant la guerre, jeté au milieu de cadavres, il avait survécu et avait eu une vie passionnante.

Quels ont été les défis?

Les défis viennent principalement du fait que la population de pensionnés continue de grandir, et de vieillir. Il y a aussi la dispersion géographique et le fait que beaucoup de pensionnés n'ont pas d'ordinateur ou s'en servent très peu.

Seulement 60% d'entre eux ont fait la demande pour un compte EU Login, et parmi eux il y en a sans doute qui ne l'utilisent jamais. Enfin, il y a aussi les langues: le français, l'allemand et l'italien sont souvent encore les langues dominantes et beaucoup n'ont jamais travaillé en anglais.

Pour faire face à tous ces problèmes nous veillons à conserver une information en format papier pour les pensionnés qui sont par exemple très attachés à notre bulletin *Info senior*.

Nous sommes aussi multilingues: les communications importantes sont traduites en 11 langues.

Nous avons aussi facilité une participation active des pensionnés,



surtout après l'évaluation de 2004 sur les relations de la Commission avec les pensionnés et un sondage plus ciblé par la suite, qui ont révélé que les anciens fonctionnaires estimaient que leurs compétences n'étaient pas assez utilisées.

Suite à cela nous avons lancé le programme **Active Senior**, qui valorise l'expertise des anciens.

Liens divers utiles pour les anciens

<http://bit.ly/2zy1IT3>

<http://bit.ly/2Kt2Ev9>

<http://bit.ly/2DUQ2MW>

<http://aiace-europa.eu/>

ALSO hyperlink 'le programme 'Active Senior'' in last para to:

<http://bit.ly/2DVnUcA>



BIENVENUE SUR LA PAGE D'ACCUEIL DES PENSIONNÉS (MY INTRACOMM)

Nouvelles

Permanence PMO3 rue de Genève no 1, 1140, Evre :

Une collègue de l'unité PMO3 sera présente dans les locaux de l'AIACE Belgique à la rue de Genève 1, Evre, (accès par l'entrée principale au n°3), 1er étage, bureau 33, tous les 2ème et 4ème jeudi du mois. Les heures de présence seront de 9h30 à 12h. La collègue du PMO 3 sera à la disposition des pensionnés pour les aider à résoudre leurs problèmes liés au RCAM. Les dates des permanences sont les suivantes:

- 29 novembre 2018
- 13 décembre 2018

Attention en 2019, la fréquence (toutes les 3 semaines) et les horaires (après -midi) changeront.

LUXWEB : outil interinstitutionnel, dynamique et local sur l'actualité dans la vie des institutions au Luxembourg et sur les événements :

- /net/luxweb pour le staff interne
- /net/luxweb pour les autres institutions and for the Testa network users.

EU LOGIN guide d'accès

<http://bit.ly/2FER9SA>

Médicaments remboursables

<http://bit.ly/2BtpCzk>



ABOLITION DES CHANGEMENTS D'HORAIRE EN EUROPE...

En 1916, l'Allemagne dans le but d'économiser l'énergie — déjà — choisit de décaler son heure pendant l'été. Elle avance ses pendules d'une heure, suivie par le Royaume-Uni, puis par la France en 1973. Le choc pétrolier fait exploser les coûts de l'énergie et c'est en 1975 qu'un décret réinstaura, en France, l'heure d'été suivie en 1980 par de nombreux États membres de l'Union européenne, mais ce n'est qu'en 2001 qu'une harmonisation européenne des horaires voit le jour. Mais déjà, en 1996, les montres des Européens avancent d'une heure le dernier dimanche de mars et la reculent d'une heure le dernier dimanche d'octobre.

PAR JEAN-PIERRE BOBICHON 28-10-2018

En dehors de ces changements d'horaires, les États membres sont regroupés en trois fuseaux horaires et la décision relative à l'utilisation d'un fuseau horaire relève de la compétence nationale.

Selon Sylvie Royant-Parola, psychiatre et spécialiste du sommeil et présidente du réseau « Morphée », le changement d'heure aurait un impact sur le rythme biologique. « *Le changement d'heure a des conséquences sur environ 30 % de la population dans la semaine qui suit. On constate des difficultés d'endormissement et de réveil pendant trois ou quatre jours de manière aiguë et au maximum pendant une semaine.* » Les plus touchés sont en premier lieu les plus fragiles : les enfants et les personnes âgées. Les enfants dorment moins bien ou sont de mauvaise humeur. « *Un nombre important d'études a également souligné qu'il y avait plus d'accidents de voiture, en raison de troubles de la vigilance et de la concentration. Des travaux ont même montré aussi qu'il y avait plus de cas d'infarctus* », poursuit cette spécialiste.

Les agriculteurs, enfin, sont majoritairement défavorables aux changements horaires qui perturbent leurs animaux, et notamment les vaches habituées à une heure de traite régulière. Le 8 février 2018, le Parlement européen vote une résolution relative aux changements d'heures en Europe, « *considérant qu'un certain nombre d'initiatives citoyennes mettent en lumière (c'est le bon mot) les inquiétudes des citoyens en ce qui concerne le changement d'heure semestriel, et "considérant qu'il est essentiel de maintenir un régime unifié au sein de l'Union européenne..."*, le Parlement européen demande à la Commission européenne une "évaluation en profondeur des textes et de présenter une proposition de leurs révisions".

Large consultation de la Commission européenne :

Dans la volonté de rapprocher l'Europe des populations, du 4 juillet au 16 août 2018, la Commission européenne a lancé une consultation en ligne. 4,6 millions de réponses ont été reçues provenant des encore 28 États membres, sans compter



les personnes n'ayant pas, pour différentes raisons, la capacité technique de réagir en ligne. 84 % des répondants ont plébiscité la fin du changement d'heure semestriel. La Commission européenne va proposer — comme c'est son rôle — en conséquence — d'élaborer une proposition législative qui sera présentée au Parlement européen et au Conseil, qui devront décider ensemble de la suite à y donner.

La pratique des consultations de la Commission européenne n'est pas nouvelle : consultations relatives aux projets de directives (Lois)

“Oiseaux/habitats” — plus de 550 000 réponses — et celle sur la modernisation de la Politique agricole commune — PAC — plus de 320 000 réponses —

En tous cas, dans son discours sur “l'état de l'Union” le 12 septembre dernier, Jean-Claude Juncker, Président de la Commission européenne, a été clair : “Le changement d'heure doit être aboli. Les États membres, conformément au principe de subsidiarité, doivent décider eux-mêmes si leurs citoyens vivront, de manière définitive, à l'heure d'été ou à l'heure d'hiver... Le temps presse.” La décision devra être prise avant les prochaines échéances des changements d'heures en 2019 par chacun des États membres.



les anciens qui nous ont quittés

Nom Prénom	Naissance	Pension	Décès	Inst.	Nom Prénom	Naissance	Pension	Décès	Inst.
AARTS Jacobus	13/08/37	1/09/02	19/06/18	COM	DALVECCHIO Alice	24/12/45	1/03/04	14/08/18	PE
ABRAHAM Jean	19/08/30	1/09/90	9/05/18	COM	DE CARLI Palma	21/03/37	1/01/75	16/10/18	COM
AGAZZI-LEONARD Marie Elisabeth	7/10/43	1/04/04	17/07/18	COM	DE CONYNCK Lucienne	26/09/25	1/12/86	27/06/18	COM
ALBERIGO Mario	23/10/23	1/08/84	18/07/18	BER	DE ROSSI Mario	4/11/43	1/03/98	6/09/18	COM
ALBONI Ester	5/10/27	1/11/92	19/10/18	COM	DE ROY Frédérique	15/05/70	1/08/13	22/09/18	COM
ALVINO Filippo	16/01/31	1/02/92	27/07/18	COM	DECMAR Michael	6/09/47	1/04/98	29/05/18	CES
AMANTI Luciano	2/09/49	1/01/06	18/07/18	COM	DEJACE Jules	6/06/30	1/07/90	29/06/18	COM
AMMANN Juergen	7/02/30	1/03/95	2/09/18	CM	DELLEA Sergio	29/01/46	1/04/05	9/08/18	COM
AMZEL-LAHAYE Denise	14/08/37	1/05/80	17/04/18	COM	DEN HAESE Lisette	8/02/38	1/11/92	11/08/18	COM
ANDREASSON Erika	18/02/71	1/06/10	13/05/18	COM	DEPUYDT Achille	26/11/36	1/04/97	3/10/18	COM
ARON Suzanne	26/12/27	1/05/91	19/07/18	COM	DIAZ CAMACHO Jose	17/06/25	1/07/88	16/05/18	COM
ARROWSMITH Keith	21/08/24	1/09/89	29/05/18	COM	DIEHL Christel	22/04/54	1/10/96	10/10/18	COM
BAICHERE Pierre	11/11/25	1/05/84	21/06/18	COM	DUC Denise	9/03/23	1/04/88	21/06/18	CM
BALIYAN Ankin	9/09/53	1/07/17	6/07/18	COM	ELIOPOULOS Gerorges	12/12/56	1/07/11	8/09/18	COM
BALNER Hans	3/12/25	1/01/85	29/04/18	COM	EVANS Vivian	18/07/32	1/08/92	14/07/18	COM
BANCROFT Anthony	27/11/43	1/12/04	14/07/18	COM	EVERAERT Micheline	1/12/33	1/08/83	25/10/18	COM
BECKER Sylvie	28/04/52	1/12/09	30/09/18	CJ	FAROSS Peter	30/01/48	1/10/13	14/07/18	COM
BELLARDI-RICCI Amedeo	4/07/25	1/08/90	15/09/18	COM	FAVOTTE Michel	3/12/27	1/01/93	23/08/18	COM
BENOIT Catherine	9/05/52	1/06/17	19/09/18	COM	FERRATINI Mirella	28/05/34	1/08/93	13/08/18	COM
BERTRAND Hannelore	7/09/31	1/10/96	16/07/18	COM	FISCHER Robert	6/03/28	1/04/93	24/06/18	COM
BESI Andrea	28/09/33	1/01/98	6/10/18	COM	FOTIADIS Fokion	24/03/51	1/11/13	27/08/18	COM
BIANCHI Lodovico	27/09/26	1/01/87	4/10/18	COM	FOTRE GUIDO	6/06/24	1/07/79	13/08/18	COM
BIANCHI Walter	25/09/32	1/09/90	5/07/18	COM	FRANCESCHELLI Costantino	25/07/37	1/07/95	20/10/18	PE
BLANCQUE René	27/12/19	1/01/82	11/06/18	COM	FRANK Johann	31/01/29	1/07/86	6/07/18	CC
BOLOGNESE Fabio	18/03/42	1/04/07	10/10/18	CM	FRISING Fernand	28/10/31	1/03/87	22/09/18	COM
BOUYSSOU Jeanne	10/05/31	1/06/96	16/07/18	COM	FRITZ Lothar	24/01/30	1/01/95	5/07/18	COM
BOVY Madeleine	21/08/35	1/09/00	7/10/18	CJ	GAMBERONI Renzo	5/01/41	1/01/04	4/09/18	COM
BRANDS Bram	31/01/48	1/02/13	10/07/18	EAS	GARFINEN Judith	4/11/51	1/12/13	9/09/18	PE
BRANDT Eberhard	13/07/44	1/08/09	9/09/18	COM	GAUDENZI Sandro	26/08/37	15/01/95	21/08/18	COM
BREBART Tove	12/09/33	1/07/96	11/09/18	CES	GEMO Nerino	1/10/35	1/11/00	19/09/18	COM
BROVELLI Franco	21/02/32	1/06/91	13/07/18	COM	GENGLER Alain	20/03/57	1/07/15	26/05/18	COM
BULLOUGH Neil	24/08/42	1/03/03	1/10/18	COM	GESULFO Paolo	5/09/36	1/10/01	8/08/18	COM
BUSSE Claus	8/06/28	1/07/93	10/06/18	COM	GIORDANI Bruno	10/03/29	1/04/94	12/10/18	COM
CADELLI Nicolo	6/09/29	1/10/94	30/09/18	COM	GOETZKE SMITH-HALD Freya	20/07/24	1/02/82	6/07/18	COM
CAILLIATTE Janine	13/02/25	1/03/89	6/06/18	COM	GOOSSENS Lisette	13/10/45	1/07/97	16/07/18	COM
CALMEJANE Jacques	17/02/29	1/03/94	17/06/18	COM	GREENWOOD John	25/04/37	1/05/97	16/07/18	COM
CAPERNA Umberto	20/09/41	1/02/98	7/06/18	COM	GRETHEN Auguste	27/12/35	1/01/01	7/07/18	COM
CECCARELLI Michele	21/10/45	1/11/10	21/10/18	COM	GRIMALDI Paolo	9/02/48	1/12/03	31/07/18	COM
CHARTHIER Georgette	5/03/51	1/04/11	31/07/18	PE	HAGEN Cornelis	9/07/35	1/05/00	19/06/18	COM
CHATEL Helmut	3/04/29	1/05/94	9/06/18	PE	HARRISS Eileen	13/02/25	1/06/84	19/08/18	COM
CHECCHI Giancarlo	28/10/35	1/01/82	13/08/18	COM	HAUSER Robert	15/07/45	1/03/06	31/05/18	COM
CHIRINIAN Gerard	1/02/28	1/03/93	8/09/18	COM	HEBRANT Janne	20/09/35	1/05/98	21/10/18	COM
CIOFI-CASTIAUX Madeleine	5/11/29	1/12/94	22/06/18	COM	HENRION Gisèle	2/10/29	1/06/93	6/06/18	COM
COLLETTI-FOSSATI Anna	27/03/36	1/04/01	26/09/18	COM	HILBERT Nico	10/03/50	1/04/15	25/07/18	COM
CONNOR Eric	22/11/51	1/09/07	23/09/18	PE	HIMPE Jacques	7/02/46	1/03/11	22/05/18	COM
COSTA Laurentina	14/04/47	1/04/08	17/09/18	PE	HIRSCHBERG-NEMIROVSKY Lydia	2/11/23	1/12/88	28/06/18	COM
COSTACURTA Mario	7/01/36	1/02/01	27/05/18	COM	HODY Martine	18/09/49	1/04/11	5/10/18	PE
COSTANTIN Marcello	27/07/29	1/08/94	1/07/18	COM	HONHON Jacques	17/01/35	1/05/93	22/06/18	COM
CROTTI Luigi	6/01/28	1/02/93	30/07/18	PE	HUNTER Ingrid	29/03/47	1/06/90	27/05/18	COM
DALAMAGA Assimina	29/09/44	1/04/08	21/07/18	COM	IOANNOU Iriini	21/08/66	1/08/11	13/08/18	COM

Nom Prénom	Naissance	Pension	Décès	Inst.	Nom Prénom	Naissance	Pension	Décès	Inst.
JACQUES Danielle	9/10/58	1/06/16	10/09/18	PE	ROSSI Maria Ivana	29/08/48	1/01/13	11/08/18	PE
JACQUOT Michel	25/05/34	16/10/97	24/07/18	COM	ROUMENGOUS Claude	11/06/33	1/07/95	20/08/18	COM
JAMES Terence	26/05/38	1/06/03	25/07/18	CC	ROUZAUD Micheline	22/10/32	1/07/84	26/08/18	COM
JORDENS André	30/09/28	1/10/88	16/10/18	COM	ROVIGLIONI Maria Cristina	11/11/39	1/01/01	13/09/18	COM
KAROLI Jens	2/07/39	1/08/04	8/10/18	PE	RUOCCO Giuseppe	17/03/44	1/02/05	27/06/18	CM
KIEFFER Gérald	30/10/32	1/11/97	26/05/18	PE	SADLER Guy	2/03/47	1/04/12	5/09/18	COM
KOZINSKI Charlotte	9/02/28	1/03/93	2/06/18	COM	SAETTELÉ Georg	3/05/36	1/06/01	31/05/18	COM
KREIS-KESTELOOT Francine	19/05/53	1/01/10	2/06/18	COM	SANTOS Ana Isabel	28/12/59	1/03/16	5/06/18	CM
KYRIACOU Ioannis	10/11/51	1/12/16	25/07/18	COM	SARI Carlo	9/07/31	1/03/94	23/09/18	COM
LENS Nicole	13/05/38	1/06/03	4/06/18	CJ	SAUVANT Pierre	12/06/41	1/08/01	22/08/18	PE
LEVY CASTIEL Christiane	27/09/49	1/01/12	19/08/18	COM	SCHMEICHLER Helmut	4/02/39	1/11/92	12/07/18	COM
LEWARTOWSKI Richard	8/09/48	1/03/13	18/06/18	COM	SCHMITT Gerd	24/01/45	1/12/97	24/06/18	COM
LINDA Remo	22/06/29	1/12/92	3/10/18	COM	SCHUBERT Wolfgang	13/06/39	1/09/03	16/10/18	COM
LUCAS Guy	28/04/32	1/05/97	8/06/18	PE	SEGOVIA PEREZ Rogelio	25/09/49	1/10/14	7/10/18	COM
MACRAE Alexander	30/11/32	1/12/97	7/07/18	COM	SELLIN Burkart	24/10/41	1/11/06	12/09/18	BER
MANDARINO Antonio	27/12/28	1/09/87	21/07/18	COM	SENY Vera	11/05/53	1/06/04	7/07/18	PE
MARCON Gabriel	2/05/37	1/03/01	18/06/18	COM	SEYS Claire	14/09/55	1/03/12	4/08/18	COM
MARTIN Robert	7/12/38	1/06/95	30/05/18	COM	SIGRIST Helmut	8/09/19	1/10/80	2/09/18	COM
MARTINEZ BERZAL Rosario	16/01/50	1/02/07	3/10/18	COM	SIMON Rainer	3/03/35	1/10/97	17/09/18	COM
MASSA Giuseppe	19/03/35	1/09/90	30/07/18	COM	SORASIO Denise	10/04/46	1/01/09	29/08/18	COM
MASSCHELEIN Jenny	9/03/38	1/06/99	4/06/18	COM	STAS Andre	24/05/34	1/07/94	19/10/18	COM
MATZKE Hans Joachim	11/03/36	1/03/01	17/09/18	COM	STODTMEISTER Gisela	17/07/36	1/08/01	11/09/18	CM
MEROLA Genaro	7/09/36	1/05/83	2/08/18	COM	STRASSER Birgit	4/07/42	1/08/92	25/08/18	COM
MERTENS Michael	17/02/33	1/01/98	21/06/18	COM	TAMIGNIAUX Michel	7/09/40	1/10/00	10/07/18	COM
MERUCCI Franco	23/09/24	1/10/83	3/09/18	COM	THEISEN Helmut	26/08/38	1/09/03	23/08/18	COM
MICHIELS Gustave	12/03/36	1/04/95	6/09/18	COM	THIBAUT Michel	7/01/40	1/09/00	28/06/18	COM
MISERINI Renato	9/07/39	1/08/99	4/06/18	PE	THOM-WARINGO Alice	19/03/26	1/05/81	26/07/18	COM
MORGADO Teresa	8/05/44	1/04/03	29/06/18	CM	THONON Michel	14/06/51	1/11/08	5/07/18	COM
NAVARRÉ Jean-Philippe	22/02/37	1/07/99	8/08/18	COM	TOFFANIN Ezio	1/11/27	1/12/92	26/08/18	COM
NETZSCH Waltraut	28/03/25	1/08/88	8/06/18	CM	TOLAN Paivi	13/07/54	1/08/17	11/06/18	COM
NTALES Eva	18/10/59	1/02/17	1/09/18	COM	VALENTIN Jean-Pierre	8/10/33	1/06/95	27/08/18	COM
O'SULLIVAN John	4/08/49	1/01/05	18/08/18	PE	VAN DE SYPE Anja	1/07/66	1/05/99	29/07/18	COM
PAPATHANASSIOU Maria	13/07/43	1/08/02	4/08/18	COM	VAN DOOREN Irene	4/02/23	1/03/88	4/08/18	COM
PAU Gracia	8/10/56	1/11/06	19/10/18	PE	VAN ROY Paul	17/06/39	1/10/01	30/05/18	COM
PERTOLDI Gianfranco	26/06/36	1/07/98	22/08/18	CES	VANHOVE-REEKMANS Anita	24/10/58	1/01/18	30/07/18	PE
PFEIFFER Waltraud	28/04/26	1/08/88	30/06/18	CM	VOET Frans	7/09/30	1/10/95	5/06/18	CM
PFUHL Fritz	24/11/29	1/06/92	21/06/18	COM	VON FORELL Hartmut	5/04/31	1/05/96	3/09/18	COM
PHAN VAN PHI Raymond	11/02/32	1/10/94	26/07/18	COM	VUORI Lea	1/12/70	1/07/18	11/10/18	COM
PIGNATELLI Angelo	25/01/29	1/02/94	27/09/18	COM	WESTHOFF Johannes	13/05/22	1/06/87	14/08/18	COM
PIRIE Viola Annika	15/02/65	1/09/17	29/06/18	COM	WEYDERT Marc	13/01/28	1/06/85	26/08/18	COM
PREVOT Leon	16/03/51	1/04/11	25/07/18	COM	WIKANDER Dorie	3/05/48	1/06/13	22/07/18	CM
PREZOR Richard	12/03/48	1/11/07	19/10/18	COM	WILLARD Diane	7/05/26	1/06/86	6/07/18	COM
QUETTEVILLE Geneviève	21/06/23	1/11/86	25/05/18	COM	WINDELEN Maria	28/08/36	1/09/96	3/08/18	COM
QUITIN Yves	3/09/50	1/07/14	28/08/18	PE	WOEHLING Francis	4/03/34	1/04/99	23/05/18	COM
RAJER Jean-Pierre	15/04/40	1/09/04	21/06/18	COM	WOELL Renee	19/12/32	1/01/93	16/10/18	CM
RICCHENA Raffaele	26/09/30	1/10/95	28/07/18	COM	WOHLFAHRT Juergen	26/03/42	1/10/07	14/08/18	CJ
RIVA Fermo	2/03/22	1/03/83	2/09/18	COM	WYNINCX Felicienne	22/07/32	1/06/81	19/07/18	COM
RIVA Renzo	17/08/23	1/09/88	3/08/18	COM	ZAMARON Bernard	15/05/28	1/06/93	24/10/18	COM
ROMANO Patrizia	23/08/40	1/03/87	4/07/18	PE	ZANELLI Enrico	18/05/28	1/07/87	30/08/18	COM
ROSSI Franco	9/03/37	1/07/01	19/07/18	COM	ZUIBERG Johannes	16/08/33	1/06/97	17/07/18	COM

Le Président et le Bureau de l'AIACE présentent leurs condoléances aux familles.

ROMANIA - ROUMANIE



romania2019.eu

Présidence du
Conseil
du 1er janvier
au 30 juin 2019



<http://www.romania2019.eu/en/>